

LES
HOMMES
NAISSENT
ET
DEMEURENT
LIBRES
ET ÉGAUX
EN DROITS

PREAMBULE

Comment rendre compte de l'activité de la LDH ? De toute la LDH ? Le défi est considérable, car comme le rappelle le rapport présenté par le secrétariat général au congrès de Reims : « Il y a dans tout bilan d'une organisation aussi complexe que la LDH une part d'arbitraire, une dose de subjectivité et un risque de simplification. De l'arbitraire, parce que dans la masse de documents, de comptes rendus, de publications de tout métal, il faut bien choisir. De la subjectivité, parce que le choix d'une forme d'analyse peut amener à privilégier un aspect plutôt qu'un autre. De la simplification, parce que la réalité sera toujours plus complexe que sa représentation et l'image que l'on en donne. On peut dire qu'à ne pas vouloir d'un tableau pointilliste de nos fonctionnalités, ce rapport a pris ces trois risques. Mais, en choisissant la transversalité des phénomènes, il apparaît quand même que les catégories d'analyse mobilisées sont légitimes. Elles ne sont pas meilleures que celle que fournit une méthode plus linéaire. Elles sont différentes et se veulent la description d'un combat, celui que mènent les militantes et les militants de la LDH, dont le caractère généraliste leur est à la fois « grandeur et servitude ». Il est alors venu à l'esprit que l'on pouvait avantageusement compléter le bilan transversal de la LDH avec une description du développement en région. Il convient d'insister sur ce « en région ». Nous avons voulu rendre compte à la fois de l'activité autonome de nos sections mais aussi mettre à plat les synergies qui existent, vivent et se développent entre ces sections, les fédérations départementales et les comités régionaux. C'est toute la dynamique du local dont nous avons voulu rendre compte.

Dans notre conception de la LDH, il y a bien à la fois, conjointement et en étroite liaison, du général et du singulier, du local et du national, du « proclamatoire » et du concret. La LDH ne se résume pas à ses prises de position centrales. De même elle ne se réduit pas à son développement local.

En cette année 2011, chacun, de l'observateur plus ou moins critique au militant plus ou moins actif disposera de quatre instruments pour décrire la réalité de l'engagement de et dans la LDH : les rapports moral, d'activité et financier ; le rapport du service juridique ; le rapport annuel 2011 ; et enfin le dernier né, l'action de la LDH dans les régions.

Cette première tentative de rendre compte de l'activité locale de la LDH a été écrite en croisant différentes sources. Le travail de compilation, même s'il est énorme, est nécessairement réducteur dans un document présenté par région. Chacun n'y retrouvera peut-être pas tout ce qui a été fait par sa section, sa fédération, sa région. Faites cependant crédit à l'équipe de rédaction de sa hargne à réaliser un tel bilan ! Parce que le plus important, c'est la remarquable vitalité de la LDH au plan local que révèle ce rapport, malgré les filtres et les obstacles. Ce rapport s'appuie sur dans le tableau saisi par les services du siège et dans la rubrique Vie de l'Association publiée dans LDH Info fondés sur les données des rapports envoyés par les sections, les fédérations et les comités régionaux. Cependant, il ne peut prétendre à l'exhaustivité. Tout simplement, parce que c'est impossible. Mais nous croyons cependant que si ce n'est toute la réalité, nous nous en approchons.

Le plan interne pour rendre compte de l'activité dans les régions est thématique et reprend les cinq grands domaines du site internet, à l'identique de ce qui est fait dans le rapport annuel. Il faut enfin souligner que, entre les lignes de ce rapport, apparaissent les liens constants entre l'activité de la LDH dans les régions au niveau local et l'activité des structures au niveau national, groupes de travail, Comité central et Bureau national et des ses membres, souvent sollicités pour apporter leur concours à des débats, colloques, démarches, manifestations. Est ainsi démontré que la LDH marche sur ses deux jambes... Analyser, interroger, agir : c'est cela que montre le document que vous avez en mains.

C'est le résultat d'un travail collectif, impliquant les sections pour la remontée des informations, les salariés du siège et le secrétariat général avec des bénévoles pour la compilation et la rédaction.

Dominique Guibert,
secrétaire général.





SOMMAIRE

Préambule	p. 3
• Alsace	p. 6
• Aquitaine	p. 8
• Auvergne	p. 11
• Bourgogne	p. 13
• Bretagne	p. 15
• Centre	p. 17
• Champagne-Ardenne	p. 19
• Corse	p. 21
• Dom Com	p. 23
• Franche-Comté	p. 25
• Ile-de-France	p. 27
75 Paris	p. 28
77 Seine-et-Marne	p. 31
78 Yvelines	p. 33
91 Essonne	p. 34
92 Hauts-de-Seine	p. 35
93 Seine-Saint-Denis	p. 37
94 Val-de-Marne	p. 39
95 Val-d'Oise	p. 41
• Languedoc-Roussillon	p. 43
• Limousin	p. 45
• Lorraine	p. 47
• Midi-Pyrénées	p. 49
• Nord-Pas-de-Calais	p. 52
• Basse-Normandie	p. 54
• Haute-Normandie	p. 56
• Pays-de-la-Loire	p. 58
• Picardie	p. 61
• Poitou-Charente	p. 63
• Provence-Alpes-Côte-d'Azur	p. 66
• Rhône-Alpes	p. 69



ALSACE

Une centaine d'adhérents en 2010 (soit 6 % de plus qu'en 2009) font vivre la LDH dans cette région, qui a la particularité d'être la seule région de métropole dirigée par un conseil régional de droite. Ces adhérents sont répartis dans trois sections : Strasbourg (43), Colmar (27), Mulhouse (31), ces deux dernières rassemblées dans la fédération du Haut-Rhin.

Dans un contexte délicat, où des actes antisémites encore trop nombreux sont recensés, la LDH se doit de rester visible et réactive, ce à quoi elle s'est attachée, avec vingt-quatre événements répertoriés hors réunions statutaires. La LDH en Alsace a été active sur différents thèmes, les droits des étrangers, les interventions en milieu scolaire (« Ecrits pour la fraternité »), en organisant des événements de natures diverses comme des projections-débats, des cafés-débats, des diffusions de tracts, des actions avec des collectifs de défense des étrangers, en menant des campagnes comme la « Votation citoyenne », des rendez-vous avec des institutions. Le comité régional communique sur le site www.ldh-france.org/region/alsace/.

Les actions de la LDH ont été reprises dans les médias locaux et régionaux : *Les Dernières nouvelles d'Alsace*, *l'alsace.fr*, *NPA2009*, *Libération*, *Faire Face*, par exemple, le 16 décembre 2010 dans *dna.fr* : « La Ligue des droits de l'Homme « s'indigne » du traitement subi par la famille Ntungi de Colmar, demandeuse d'asile... » Le comité régional a mis l'accent sur cette visibilité avec des conférences de presse et à la participation à des émissions radio.

VIE DE LA LDH EN ALSACE

Démocratie, libertés

Le thème de la démocratie et des libertés a été abordé surtout à travers des projections-débats. Ainsi à Mulhouse avec *Lettre à Anna*, film en mémoire de la journaliste russe Anna Politkovskaia ; à Colmar avec *Tsar* et *Lettre à Anna* dans une même soirée avec la participation d'Amnesty International sur la politique de pouvoir absolu. *Qu'un seul tienne et les autres suivront*, film en lien avec l'univers carcéral a aussi fait l'objet d'une projection-débat.

Un café-débat a été organisé par la section de Strasbourg sur les gardes à vue.

Droits économiques, sociaux et culturels

Deux événements forts de la région sur l'année ont eu un lien direct avec cette thématique. Le premier est la participation au sein du collectif bas-rhinois de Strasbourg sur « Les Etats généraux des services publics dans le Bas-Rhin », événement qui a reçu une bonne couverture médiatique (vidéo sur le site npa2009.org). Le deuxième en septembre fut la tenue d'un café-débat à Strasbourg sur le thème du logement. Y ont été abordées les questions des milliers de logements vacants dans la ville, et des solutions pour les mal-logés et les SDF.

Etrangers

De façon nette le thème des étrangers a été au cœur de l'activité de la LDH en Alsace en 2010, où une dizaine d'événements sont recensés :

- Une projection du film *Harragas* a été utilisée pour ouvrir un débat de même pour *Ulysse clandestin* à l'IEP de Strasbourg.
- Les sections de la LDH ont appelé à manifester pour la défense des droits des étrangers à plusieurs reprises pendant l'année, pour les sans-papiers à Colmar (deux cents personnes), devant le Parlement

européen de Strasbourg pour le retour d'un jeune polyhandicapé expulsé vers le Kosovo, pour soutenir un jeune congolais menacé d'expulsion (couverture médiatique par lalsace.fr).

- Au sein du collectif mulhousien de défense des étrangers, la LDH a participé à la manifestation devant la préfecture de Colmar pour dénoncer des situations inacceptables, comme l'obligation de quitter le territoire pour une mère de famille enceinte, un communiqué était publié à cette occasion.
- Une réunion a été organisée en mai avec la Cimade sur le thème « Il n'y a pas d'étrangers sur cette terre ».
- La fédération du Haut-Rhin a rencontré le préfet avec RESF pour une présentation de la LDH dans le département, mais surtout pour évoquer la situation des étrangers et des dossiers des demandeurs d'asile.
- Des tracts contre le débat sur l'identité nationale ont été distribués et ces distributions médiatisées.
- Un travail de contacts avec d'autres organisations a été mené par le comité régional pour demander un référendum sur le droit de vote des étrangers, une conférence de presse a été organisée à Colmar.

Racisme, antisémitisme, discriminations

La LDH a réagi à plusieurs reprises en 2010, suite à des actes racistes ou antisémites. Notamment le 30 avril la section de Strasbourg s'est élevée avec force contre une tentative de meurtre avec circonstance aggravante pour motivation antisémite présumée, en juin elle condamnait la dégradation de dix-huit tombes du carré musulman de Strasbourg, puis des voitures brûlées et le domicile tagué de croix gammées du directeur d'origine turque du cinéma L'Odyssée. Le 4 octobre elle s'indignait du caractère antisémite des inscriptions sur le domicile d'un conseiller municipal.

La manifestation du 4 septembre contre la xénophobie et la politique du pilori a mobilisé de nombreux Alsaciens à Strasbourg, Colmar, Mulhouse. La presse a bien couvert l'événement (*L'Alsace* et *Les DNA*).

A la suite, la section de Strasbourg organisait en novembre un Café des droits de l'Homme, consacré aux Roms.

La section de Colmar a élaboré et publié une charte contre les discriminations, disponible sur le site de la région (www.ldh-france.org/region/alsace/).

Pour défendre la liberté de pratiquer une religion dans des lieux convenables, et égalité avec les autres communautés religieuses, la délégation régionale a participé à l'inauguration de la mosquée de Strasbourg.

Permanences / soutiens juridiques

Un accueil général est organisé par la section de Mulhouse.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La délégation régionale a également organisé localement le concours « Ecrits pour la fraternité » en milieu scolaire sur le thème « Faisons tomber les murs ».

Plusieurs réunions ont été initiées pour mettre en œuvre le Pacte pour les droits et la citoyenneté : en novembre à Mulhouse avec les partenaires, (des actions communes sur le département du Haut-Rhin sont prévues) ainsi qu'à Strasbourg.

Colmar a mené une campagne pour une citoyenneté engagée, et produit un document sur les combats de la LDH.

Une action remarquable parmi d'autres

La Charte contre les discriminations de la section de Colmar mériterait sans doute d'être diffusée dans toutes les sections...



AQUITAINE

La région est forte de cinq cents adhérents (quatre cent soixante-sept en 2009 soit une augmentation de 7 %) répartis dans vingt-et-une sections. Deux fédérations sont constituées : la fédération de Gironde qui concentre 45 % des adhérents et celle des Landes qui a initié la création de deux sections en 2010, la fédération de Dordogne est en cours de constitution.

Gironde : Arcachon & Bassin Sud Val-De-l'Eyre (17), Bassens (11), Bordeaux (69), Carbon-Blanc (25), Cestas Pessac (31), Eysines (9), Langon (5), Libourne (12), Mérignac (14), Pauillac (21), Saint-Vivien-de-Médoc (46), Talence (13) deux isolés. Landes : Dax (9), Mont-de-Marsan (47), Parentis-en-Born (19), Saint-Vincent-de-Tyrosse (7). En Dordogne : Périgueux (40) et Sarlat (11). En Lot-et-Garonne : Villeneuve-sur-Lot & Agen (28), Pyrénées-Atlantiques : Bayonne (45) et Pau (15).

Quatre-vingt-douze événements sont répertoriés (hors réunions statutaires) couvrant tous les thèmes d'intervention, avec cependant une certaine focalisation sur celui des droits des étrangers mais aussi une forte prise en compte des problématiques de « La société de surveillance ».

Le comité régional s'est mobilisé pour le développement de la LDH, d'une part en suscitant la création de sections (dans les Landes principalement) ou la constitution de fédération (Dordogne), et d'autre part en lui donnant une visibilité notamment lors du festival lycéens. Ce développement passe par les formations proposées aux ligueurs de la région (sur le droit au logement, sur la protection des données personnelles) mais aussi par la recherche de soutiens et notamment celui du Conseil régional au niveau financier d'une part mais aussi par la contribution aux contenus de projets citoyens.

La LDH est fortement présente dans la presse régionale, *Sud-Ouest*, *L'écho de la Dordogne*, *Les Echos de Bayonne*, *Le Petit Bleu de l'Agenais*.

VIE DE LA LDH EN AQUITAINE

Démocratie, libertés

«La société de surveillance», un des thèmes de la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés», a été largement traitée :

Carbon-Blanc a présenté les principaux thèmes sur une radio locale et a organisé un débat public sur le sujet (article dans *Sud-Ouest*). Mont-de-Marsan a combattu le projet de vidéosurveillance par une lettre ouverte au conseil municipal et des tracts sur le marché. Parentis-en-Born mène le même combat sur Biscarrosse. Pauillac a organisé une réunion sur le sujet.

Bordeaux et la fédération de Gironde ont animé un café-citoyen sur le projet de loi «Loppsi 2 : quand la politique de sécurité intérieure organise la société de surveillance».

Périgueux a soutenu par un communiqué, un faucheur volontaire poursuivi pour refus de prélèvement ADN et inscription au FNAEG. La section de Mont-de-Marsan s'est informée sur l'évolution de la psychiatrie et son utilisation dans les politiques répressives.

Bayonne s'est fortement investie pour faire connaître la BD *Sous surveillance* dans les établissements scolaires (quinze personnes, plus de cinquante établissements). Le comité régional s'est aussi emparé de cette question notamment avec l'implantation de sections dans le festival des apprentis et lycéens où le conseil régional invite pour deux jours les élèves de la région.

Dans l'objectif d'une nouvelle participation au festival (des apprentis et lycéens) une journée de formation sur la protection des données personnelles a été organisée par le comité régional à l'attention des ligueurs d'Aquitaine.

Justice : deux sections ont proposé des cafés-citoyens sur ce thème : Bayonne invitait à réfléchir sur «Justice-police, le malaise», Saint-Vivien-du-Médoc sur le thème «Justice et liberté».

Liberté d'expression : en défense de la liberté d'expression, la section Bayonne a publié un communiqué défendant le droit d'A. Martin à afficher ses opinions politiques, et a manifesté son inquiétude, après l'arrestation de celle-ci. Devant la décision des autorités françaises de la remettre aux autorités espagnoles, elle a participé à la manifestation de soutien. A propos du harcèlement des pouvoirs publics dont est victime depuis cinq ans l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara, une conférence de presse a été organisée «...la liberté d'association est fondamentale, elle n'est pas susceptible d'être soumise à l'arbitraire de l'Etat.»

Prison : la délicate question des droits de l'Homme en prison a été traitée sous l'angle des conditions faites aux familles de détenus avec la projection-débat du film *A côté à Villeneuve sur Lot*, la section a ensuite organisé dans le cadre de la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés» une réunion publique sur le thème «*Laprisson, les détenus et les droits de l'Homme*» (trente participants) (Articles dans *La Dépêche du Midi, Sud-Ouest* et interview sur une radio locale), tandis que Mont-de-Marsan et la fédération des Landes ont mené une campagne d'information auprès des détenus pour les inciter à s'inscrire sur les listes électorales et, lors des 17^e journées nationales des prisons, ont organisé des ateliers citoyens au centre pénitentiaire sur le thème «*Droits de l'Homme, droits pour tous*».

Périgueux a diffusé un argumentaire contre la loi sur le voile intégral, dénonçant une manœuvre politique qui ne correspond à aucune nécessité.

Citoyenneté : Périgueux a pris plusieurs contacts avec des élus (sénateur-maire, députés) pour préparer la Votation citoyenne, prévue en 2011.

En termes d'engagement citoyen la section de Bordeaux est devenue membre du Conseil de développement durable de la communauté urbaine de Bordeaux (CUB), avec une implication dans les groupes de travail «Discriminations, racisme, antisémitisme» et «Culture et développement urbain».

Périgueux a organisé une conférence-débat intitulée «*Colonisation et identité nationale*».

Droits économiques, sociaux et culturels

Trois sujets principaux ont mobilisé : les questions relatives au travail, celles liées au logement et les questions de santé et bioéthique. Par exemple, Bayonne a organisé un café-citoyen sur le thème : «*Du droit dans le travail?*», avec un responsable syndical et un expert en risques psychosociaux, la fédération

de Gironde a organisé avec l'université Bordeaux 2, une conférence-débat «*Souffrance et stress au travail : jusqu'où ?*» La forte mobilisation autour du logement s'est traduite par un café citoyen organisé par Bordeaux sur le thème «*Le logement, un droit pour tous ?*», un combat pour l'ouverture d'un centre d'hébergement et de réinsertion sociale des SDF (Arcachon Sud-Bassin et Val-de-l'Eyre) et, afin d'armer les sections sur ce sujet, le comité régional Aquitaine a organisé une session de formation sur «*Droit au logement : comment l'exercer ?*»

D'autres sujets ont pu être abordés : les services publics à Saint-Vincent-de-Tyrosse (quarante personnes), les droits des enfants à Carbon-Blanc à l'invitation de l'association Le Lien parental avec présentation de l'album *Le Rat, l'ogre et les écureuils* (vingt-cinq personnes).

Etrangers

Les sections se sont engagées par une vingtaine d'actions sur les questions des droits des étrangers. Périgueux et Villeneuve-Agen avec des réunions publiques sur le projet de loi immigration intégration et nationalité et ont écrit à leurs députés pour dénoncer le projet de réforme de l'AME (aide médicale d'Etat). Bordeaux a appelé avec d'autres organisations à un rassemblement le 16 octobre, contre le projet de loi Besson. Bayonne a organisé avec la Cimade un débat suite à la projection du film *Illégal*. Même film à Périgueux mais avec RESF, les collectifs de soutien aux sans-papiers et la Cimade. Périgueux a aussi projeté *Les Arrivants* suivi d'un débat animé par le président de France terre d'asile et un responsable de Cada, et encore Rabia sur le thème «*Ombres et lumières de l'intégration*».

Périgueux a manifesté avec le collectif de citoyens «*Appel Résistance 24*». Les sections de Bayonne, Périgueux et Villeneuve-Agen participent aux cercles de silence.



Racisme, antisémitisme, discriminations

Racisme, antisémitisme : Villeneuve-Agen et le comité régional ont exprimé dans un communiqué de presse leur indignation après la profanation du mémorial de Marmande (articles dans quatre journaux de la PQR). La section de Périgueux a rassemblé une centaine de spectateurs pour une projection de *Walter, retour en résistance*, avec l'Anacr, les Amis de la FMD et « Mémoire et histoire de la résistance et de la déportation en Dordogne » qui ont participé au débat riche pour un « vivre ensemble » pour les jeunes générations. Villeneuve-Agen a organisé avec RESF, la Fol, le Mrap, un café citoyen sur « 2010, le racisme, état des lieux » et soutenu avec la Licra la pièce de théâtre *L'Orchestre en sursis*. Elle a organisé une projection du film *Ballon d'or* suivie d'un débat avec le président de Foot solidaire (qui lutte contre les refus de licences aux enfants de sans-papiers).

La fédération des Landes a noué un partenariat avec un club de foot pour proposer une Charte pour les jeunes sportifs qui porteront désormais un maillot aux couleurs de la LDH.

Bayonne a protesté contre des actes racistes par un communiqué.

Discriminations : Mont-de-Marsan informée sur des maltraitances dans un établissement de soins en 2001 a initié une réflexion suivie d'une prise en compte de la qualité de citoyen de toute personne dépendante. Sarlat a organisé plusieurs réunions sur les violences faites aux femmes. Bayonne, Pauillac, Périgueux et Villeneuve-Agen ont travaillé sur les questions des Gens du voyage et des Roms.

International

Mont-de-Marsan a participé à une manifestation de protestation devant la préfecture des Landes, contre l'attaque par l'armée israélienne de la flottille internationale contre le blocus de Gaza. Villeneuve-Agen a proposé la projection de *Hunger*, suivie d'un débat : « Depuis la mort de Bobby Sands, où en est l'Irlande du Nord ? »

Campagnes, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections se sont impliquées dans les campagnes « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés » et « Pacte pour les droits et la citoyenneté » avec des communiqués et conférences débats, elles ont participé à la manifestation du 4 septembre « Non à la xénophobie et à la politique du pilori ».

Elles ont assuré une présence sur des stands et la distribution de tracts : médiathèque, forum des associations à Bayonne (tracts sur l'Affaire Dreyfus et présentation de la LDH) et à Pauillac ; stand au salon du livre à Soulac ; tenue de stand à Bordeaux, présence à « Forum cap associations », et stand à la 10^e édition de Planète, présence avec stand lors de la cérémonie de l'accueil des nouveaux habitants à Carbon-Blanc.

Les sections de Bayonne, Saint-Vivien-en-Médoc et Arcachon éditent un bulletin d'information, et participent à des émissions radio (radio 02, Clé des ondes...), plusieurs animent un site Internet.

Une action remarquable parmi d'autres

Le comité régional a donné une bonne visibilité à la LDH et à la BD *Sous surveillance* en étant la seule association citoyenne invitée au festival des apprentis et lycéens d'Aquitaine. Des lycéens qui avaient travaillé en amont avec plusieurs sections de la Ligue sur la protection des données personnelles animaient le stand de la LDH avec des vidéos qu'ils avaient réalisées, des panneaux d'information et des quizz pour sensibiliser leurs camarades.

AUVERGNE

Les deux cent onze adhérents sont répartis très inégalement en sept sections : Billom (40), Clermont-Ferrand (99), Issoire (21), Le-Puy (8), Montluçon (23), Moulins (5), Vichy (8) et sept isolés. Le nombre des adhérents est en légère baisse (deux cent vingt en 2009). Deux fédérations regroupent les sections dans l'Allier et le Puy-de-Dôme.

Trente-sept événements sont répertoriés, hors réunions statutaires. Les actions recouvrent des thèmes extrêmement variés. Une volonté de travail de réflexion et d'analyse a abouti à la constitution de commissions thématiques telles que le droit des étrangers, le droit au logement, l'éducation et les droits des enfants, la surveillance des prisons, la lutte contre les discriminations et le racisme, les Gens du voyage...

La LDH est présente dans la presse régionale : essentiellement *La Montagne* mais aussi *Le Semeur hebdo*, *Le Progrès*, *l'Eveil de Haute-Loire*, *Le Renouveau de Haute-Loire* ainsi qu'à Clermont première TV.

VIE DE LA LDH EN AUVERGNE

Démocratie, libertés

Billom a abordé la question des prisons par la projection-débat du film *A côté* tandis que Clermont-Ferrand protestait contre les conditions de détention dans le cadre de la commission de surveillance des maisons d'arrêt de Clermont et Riom.

Trois conférences publiques ont eu lieu sur le thème des « libertés publiques », par exemple à Billom « Déclin des libertés publiques depuis le 11 septembre 2001 », à Clermont « Les libertés publiques en France aujourd’hui ».

S’agissant du thème « Informatique et libertés », la LDH a protesté et manifesté auprès de l’inspection académique contre les sanctions à l’encontre des directeurs d’école sanctionnés pour refus d’utiliser Base-élèves.

Enfin, la section de Clermont a publié un article dans la presse contre les agissements de l’association Commission des citoyens pour la défense des droits de l’Homme émanant de la scientologie.

Droits économiques, sociaux et culturels

Près de dix actions ont porté sur ce thème avec notamment la participation de la LDH aux Etats généraux des services publics à Beaumont, une conférence à Issoire sur le droit à l’égal accès aux soins, un communiqué demandant l’ouverture d’une classe de maternelle à Billom.

Les problèmes de logement ont été abordés lors d’une conférence « l’exclusion des citoyens sans logements », organisée avec la collaboration du Réseau Alerte Auvergne, association avec laquelle la LDH et la commission Droit au logement ont également alerté le préfet sur le nombre croissant de sans-abris dans le Puy-de-Dôme.

La LDH a également participé au défilé du 1^{er} mai (retraites, salaires, emploi) et au Collectif issorien « Défendons nos retraites ».

Etrangers

La LDH participe avec RESF à Clermont-Ferrand, au Puy-en-Velay et à Issoire à diverses actions de soutien à des étrangers menacés d’expulsion et à des parrainages républicains : quinze parrainages à Clermont-Ferrand où a aussi été organisée une conférence contre les rafles, rétentions et expulsions ainsi qu’une projection-débat du film *Les Arrivants*, avec la participation de la Cimade et de RESF. Enfin, la section a participé au concert RESF.

Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés », une représentation théâtrale, « La petite république des Herbeaux », a été suivie d’un débat sur la liberté d’aller et venir, au Puy-en-Velay.

La LDH s’est investie également sur le droit d’asile notamment à Clermont-Ferrand où la LDH a participé au Comité Tchétchénie de France sur le recul du droit d’asile en France, avec RESF, la Cimade et Amnesty, et s’est engagée pour la pétition de RESF pour le



droit des demandeurs d'asile, pétition signée par plus de vingt-deux organisations.

Enfin des distributions de tracts ont été organisées, par exemple à Issoire, pour la suppression du ministère de l'Identité nationale.

Racisme, antisémitisme, discriminations

A Clermont-Ferrand, la LDH a intenté une action en justice avec plusieurs associations contre des messages racistes écrits sur les façades de la future mosquée de Saint-Etienne et obtenu 13 000 €.

Le droit des femmes a mobilisé la section de Clermont-Ferrand qui, avec un collectif féministe, a participé à un rendez-vous avec la déléguée régionale aux droits des femmes et a organisé, dans le cadre de la fin de la marche mondiale des femmes, une conférence débat. A Issoire, une intervention en milieu scolaire a porté sur les droits des femmes.

Issoire participe au comité de pilotage pour les Gens du voyage, et d'autre part la campagne pour la mise en place du schéma départemental d'accueil des aires des gens du voyage du Puy-de-Dôme a permis l'ouverture de plusieurs aires d'accueil.

La mobilisation aux manifestations «Non à la xénophobie d'Etat» a été importante avec en particulier 2 000 personnes à Clermont-Ferrand.

International

A Vichy, la LDH a participé au débat sur la justice internationale à la suite de la projection du film *D'Arusha à Arusha*.

La section d'Issoire a pris part à la semaine de solidarité internationale.

Celle de Clermont-Ferrand était présente à deux manifestations avec le Collectif pour une paix juste et durable en Palestine et a été signataire de la lettre envoyée aux magasins susceptibles de vendre des produits Soda club, afin qu'ils retirent de leurs rayons ces produits venant des colonies israéliennes en Cisjordanie.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections se sont impliquées dans la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés», et sont partie prenante de diverses actions dans des collectifs de défense des étrangers, des droits des femmes, des Gens du voyage, et il faut signaler des conférences de presse, tractages, participation au forum des associations en particulier à Clermont-Ferrand.

Le site de la région <http://www.ldh-france.org/region/auvergne/> recense et informe sur toutes les actions des sections.

Une action remarquable parmi d'autres

La section de Clermont-Ferrand a beaucoup milité pendant plusieurs années pour la mise en place du schéma départemental pour les Gens du voyage. En 2010, la mise en service d'une 7^e aire, sur les neuf prévues constitue une nouvelle avancée.

BOURGOGNE

Le nombre d'adhérents en Bourgogne a légèrement augmenté (327 en 2009 ; 338 en 2010). Ils se répartissent dans quinze sections : Autun(14), Auxerre (33), Chalon-sur-Saône (19), Chatillon-sur-Seine (21), Clamecy Haut-Nivernais (44), Dijon (60), Gueugnon (9), Is-sur-Tille (2), Le-Creusot (22), Macon (26), Montbard Auxois (24), Montceau-les-Mines (19), Nevers (3), Saint-Julien-du-Sault nord Niconais (36), Tournus (7). Deux fédérations sont constituées en Bourgogne : Saône-et-Loire et Côte-d'Or.

Après avoir mis une énergie considérable dans l'organisation très réussi du congrès de la LDH au Creusot en 2009, les ligueurs bourguignons ont repris le travail de terrain quotidien. cinquante-cinq événements sont répertoriés hors réunions statutaires avec l'accent mis sur «démocratie et libertés» et «étrangers». Il faut souligner un volume important d'interventions en milieu scolaire.

Le comité régional soutient le développement, promeut les campagnes de la LDH (par exemple réunion sur les libertés publiques à Montceau-les-Mines - campagne Urgence), et, avec la Macif et le conseil régional, il a réalisé à Dijon un colloque sur «Développement durable, évolutions climatiques et droits de l'Homme».

La LDH est très présente dans la presse locale : *Liberté de l'Yonne*, *Le Bien public*, *le Chatillonnais et l'Auxois*, *L'Yonne républicaine*, *Le Journal du Centre*, *Le Journal de Saône-et-Loire*, *la Voix de Haute-Loire*, et dans un quotidien en ligne : *Dijonscope*.

VIE DE LA LDH EN BOURGOGNE

Démocratie, libertés

La question de la répression, des dérives policières, des droits de l'Homme en prison et des conditions de détention a fait l'objet de communiqués à Saint-Julien-du-Sault Nord Icaunais (exemple « Pénaliser, réprimer et après ? »), a mobilisé Dijon avec une réunion publique sur le travail en prison, avec une participation à manifestation avec le Collectif

Dijon-prison, avec la projection du film *A côté*, avec des expositions. Chalon-sur-Saône a organisé une conférence-débat : « Contre les dérives policières. Pour une police proche des citoyens et respectueuse de leurs droits ».

« Informatique et libertés » a été traité sous forme de débat au FSL à Dijon (fichage et profilage), une conférence de presse a été organisée à Clamecy sur la vidéosurveillance.

Plus d'une dizaine d'autres actions ont concerné des sujets divers relatifs à la thématique «démocratie et libertés» : à Semur-en-Auxois, un communiqué a condamné les propos du maire sur les deux jeunes présumés incendiaires du foyer Adoma, un communiqué « Droits sélectifs de l'Homme : non ! » est publié dans *l'Yonne Républicaine*, un café-débat à Semur sur « Qu'est-ce qui asphyxie la démocratie ? », à Dijon, une conférence-débat intitulée « Psychiatrie et libertés, un projet menaçant », à Gueugnon, plantation de l'arbre de la laïcité, diffusion de films et discussion sur le thème « Les valeurs de la République ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Deux sujets ont particulièrement mobilisé les ligueurs de la région, la défense des services publics et les questions relatives au travail avec en particulier une conférence débat à Chatillon-sur-Seine, « Services publics, inégalités : où va la démocratie ? », une conférence-débat à Bussy-en-Othe, une conférence de presse à Saint-Julien-Du-Sault nord Icaunais et des appels à manifester contre la réforme des retraites à Chalon et Dijon. Pendant le FSL, la section de Dijon est intervenue sur la souffrance au travail et l'avenir des services publics.



Etrangers

Deux volets d'actions se compétent, l'appui aux personnes avec le suivi de familles sans-papiers (souvent avec RESF), par exemple à Clamecy Haut-Nivernais et Montceau-les-Mines et le débat public avec des projections-débats autour des films *Illégal*, *Haragas* et *Les Arrivants*, avec la participation à une conférence-débat dans le cadre de la journée citoyenne «sans papiers parmi nous» organisée par vingt-sept associations, à un débat : «paroles de migrants», à la journée du migrant et du réfugié à Auxerre, avec la distribution de tracts sur les marchés de Clamecy sur le thème «L'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction» dans le cadre d'une journée en soutien aux droits des étrangers.

Racisme, antisémitisme, discriminations

Des projections-débats ont été organisées autour du film *Walter, retour en résistance* par la section de Montbard, et celle de Mâcon, un café-débat a été organisé à Montbard «Où sont passées l'égalité et la solidarité?»

La section de Dijon au sein du Collectif dijonnais de soutien aux Roms rappelle dans un communiqué les persécutions contre les Gens du voyage sous le régime de Vichy et apporte un soutien aux Roms installés dans la région. Clamecy et Haut-Nivernais a participé au 5^e Forum des associations de Clamecy en exposant «Opre Roma» sur un stand consacré aux Roms et aux Gens du voyage.

International

Quelques actions ont concerné l'international, un hommage a été rendu aux victimes de la flottille pour Gaza, à Dijon une manifestation a eu lieu avec une dizaine d'associations et une conférence a été faite sur la vie à Gaza, un débat sur démocrates, féministes et laïcs dans le monde arabe lors du FSL à Dijon.

Permanences / soutiens juridiques

Des permanences généralistes (libertés publiques, droits de l'Homme) hebdomadaires sont organisées à Chalon-sur-Saône et Dijon, des permanences mensuelles au Creusot et à Auxerre

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

De nombreuses actions se sont inscrites dans le cadre de la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés» sur des thèmes variés comme la sauvegarde des services publics, les prisons, les violences policières, etc. et sous diverses formes, conférences, cafés-débats, conférences de presse.

Des interventions ont eu lieu en milieu scolaire, sur les thèmes du racisme, mais aussi sur les droits de l'enfant, et les droits en général : au lycée de Montbard une exposition sur les droits de l'Homme et animation d'ateliers sur l'anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, concours «Ecrits pour la fraternité» à Auxerre, intervention sur la Cide au collège de Semur-en-Auxois, interventions dans des collèges et lycées sur le thème du racisme et des différences, une intervention dans un lycée à Chatillon-sur-Seine sur la vidéosurveillance.

Par ailleurs, il faut noter des distributions de tracts sur les marchés, des stands aux forums des associations, au FSL. La section d'Auxerre édite sa *Lettre-info*, Chalon-sur-Saône, Mâcon, Auxerre ont un site Internet.

Une action remarquable parmi d'autres

Clamecy et Haut-Nivernais a offert à la population, sur le marché, la construction d'un «dazibao de l'immigration», avec l'exposition de textes relatant les mouvements migratoires au XIX^e et XX^e siècle, la mise en valeur du travail des immigrés chinois dans les mines de charbon de la commune de La Machine (Nièvre). En même temps, une distribution de tracts dénonçait l'exploitation des immigrés.



BRETAGNE

La région compte quatre cent huit adhérents en 2010, soit une augmentation de près de 20 % (trois cent quarante-neuf en 2009). Ils sont répartis dans treize sections (dont une section créée en 2010) : Brest (21), Châteaulin & Centre Finistère (18), Dinan et pays dinannais (22), Lorient (34), Loudéac centre Bretagne, (30) Morlaix (16), Quimper (33), Quimperlé-Concarneau (30), Rennes (62), Saint-Brieuc (42), Saint-Malo (53), Trégor-Goëlo (8), Vannes (32) et un ligueur isolé. Les sections des Côtes-d'Armor, du Finistère et du Morbihan se sont constituées en fédérations.

La LDH est bien présente en Bretagne. Elle a organisé en 2010 quatre-vingt-seize actions répertoriées (hors réunions statutaires) liées aux réalités locales tout en s'appuyant sur les campagnes nationales. L'accent a été mis en particulier sur la défense des droits des étrangers et la thématique « Racisme, antisémitisme et discrimination ».

Le comité régional a assuré l'animation et le relais des campagnes nationales : présentation de la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés » lors d'une conférence de presse, concours « Ecrits pour la fraternité », dont le thème était « Faisons tomber les murs », initiative remarquée par la presse (*Ouest France* 05/06). La délégation régionale s'est également impliquée dans un travail en réseau, avec d'autres associations pour la journée mondiale du réfugié le 20 juin, et contre la réforme des retraites avec l'intersyndicale.

La LDH est présente dans la presse régionale : *Ouest France*, mais aussi *Le Télégramme*, *Le Pays Malouin*, *Le Courrier Indépendant*, *Le Télégramme de Brest*, *Armor TV*.

VIE DE LA LDH EN BRETAGNE

Démocratie, libertés

L'accent a été mis sur la politique sécuritaire et la vidéosurveillance, avec huit actions recensées : des débats sur la société de surveillance à Lorient, sur la

vidéosurveillance à Loudéac-Centre-Bretagne, sur l'autonomie du juge face au tout sécuritaire à l'IEP de Rennes. La section de Saint-Brieuc a organisé un café-débat « La vidéosurveillance, ça ne protège pas », la section de Rennes a interpellé les élus avec une lettre au maire sur la vidéosurveillance, Quimper a publié un communiqué sur la loi sur la sécurité ; une lettre a été adressée aux députés et aux maires des communes de plus de 3 000 habitants du secteur de Quimperlé pour alerter sur la loi Loppsi 2.

Divers événements ont porté sur justice, démocratie, liberté d'expression. Ainsi à Saint-Malo un débat a porté sur la liberté d'expression : « Peut-on tout dire en France aujourd'hui ? », une conférence-débat à l'IUT de Vannes « République et Justice », les « Fusillés pour l'exemple » ont été projetés par plusieurs sections, les ligueurs se sont mobilisés à Morlaix pour la Journée internationale de soutien aux victimes de torture, ... Notons aussi que Lorient a organisé une conférence : « Le citoyen et l'asphyxie de la démocratie : quels enjeux ? Quels défis ? », que Vannes a participé à la journée mondiale de la paix, Quimperlé à l'anniversaire de l'appel de Stockholm et qu'une conférence de presse de la fédération Finistère a fait le point sur la situation des droits de l'Homme.

Droits économiques, sociaux et culturels

La défense des droits économiques et sociaux a été largement abordée, l'accent étant mis sur la défense des services publics : participation aux Etats généraux du service public à Saint-Malo, communiqué sur la distribution de l'eau à Paimpol. Un débat, « Où va le service public ? » a eu lieu à Lorient avec le comité départemental de soutien aux services publics.

D'autres thématiques ont été abordées plus ponctuellement : implication dans les manifestations contre la



réforme des retraites, conférence débat à l'IEP Rennes «Le travail face à la crise», et aussi «Exclusion et inégalités sociales», «Semaine de la santé mentale» organisé par Dinan.

Etrangers

La défense des droits des étrangers a mobilisé largement les sections de Bretagne durant l'année 2010, avec plus de vingt événements recensés. Rennes, Vannes et Saint-Malo ont organisé des cercles de silence, souvent mensuels, pour alerter sur la situation des étrangers et sans-papiers, des actions contre l'expulsion des familles par exemple à Rennes pour des Kurdes et à Saint-Malo pour des Guinéens, des communiqués.

De nombreuses conférences ont été organisées par exemple : «L'immigration facteur de développement» (à l'IEP de Rennes), «Accueil des migrants en Bretagne» (Lorient), «Droits des étrangers, tous concernés» (Saint-Brieuc), «Les sans-papiers» (au lycée des Cordeliers à Dinan), «Sans-papiers, les dernières mesures» (Rennes), «Solidarité internationale et droits des étrangers» (Vannes).

Racisme, antisémitisme, discriminations

Une vingtaine d'événements ont porté sur ce sujet avec notamment huit projections-débat de *Walter, retour en résistance*, quatre ont concerné les Gens du voyage : projections-débats de *Caravane 55* et *De la roulotte au parking* à Brest, de *Liberté* à Quimperlé, et inauguration d'une stèle pour les nomades internés en 1940 à Plénée-Jugon par la section de Saint-Brieuc au sein d'un collectif. Les ligueurs ont d'autre part participé à la journée de la discrimination à Quimper, au Festival étudiant contre le racisme et les discriminations à Brest avec aussi l'exposition «Paroles d'étoiles». Les discriminations positives ont fait l'objet de deux conférences, l'une par la section de Quimperlé-Concarneau et l'autre par celle de Quimper.

International

La section de Dinan a organisé une projection de *La Terre parle arabe*, suivie d'un débat sur la Palestine.

Permanences/soutiens juridiques

L'accueil sur droit des étrangers est assuré par les sections de Loudéac-Centre Bretagne, de Saint-Malo, Lorient et Dinan. Un accueil général et de soutien juridique est assuré par les sections de Brest et de Quimperlé.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

La LDH a été active en Bretagne pour faire connaître ses valeurs et ses actions, avec une implication dans les campagnes lancées nationalement. La campagne : «Votation citoyenne» a été mise en place à Lorient et à Brest, une conférence de presse du comité régional a lancé la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés», et le «Pacte pour les droits et la citoyenneté» a été présenté par la fédération des Côtes d'Armor, de nombreuses actions thématiques ont été menées au titre de ces campagnes. De plus, la BD *Sous surveillance* a été diffusée par Dinan. Quelques actions de sensibilisation en milieu scolaire ont été organisées : intervention dans un lycée de Dinan pour présenter la DUDH, journée d'ateliers sur la solidarité dans un collège (Loudéac Centre Bretagne).

Par ailleurs les sections ont fait connaître leurs actions grâce à des expositions, stands pour la fête des voisins et fête de la rose, au forum des associations, au forum social... La section de Rennes édite un bulletin mensuel.

Une action remarquable

parmi d'autres

Emission «Les frères Jean» diffusée en direct sur Armor TV depuis la salle des fêtes de Plémet en présence d'environ deux cents personnes avec la participation musicale d'un groupe de swing tzigane, le Hot Club du Kreiz-Breizh. La section de Loudéac-Centre Bretagne a co-organisé cette émission sur «Les peurs, peur de l'autre, peurs des autres, comment les peurs peuvent être instrumentalisées à des fins politiques». L'émission a été suivie d'un débat animé par la section.

CENTRE

La région Centre est forte de trois cent seize adhérents (deux cent quatre-vingt-quatorze en 2009 soit une augmentation de 7 %) qui sont regroupés dans cinq sections : Blois & Loir-et-Cher (12), Bourges (34), Châteauroux & Indre (156), Orléans (43), Tours & Indre-et-Loire (59). Il n'y a pas de section dans l'Eure-et-Loir, toutefois une dizaine d'adhérents isolés y sont recensés.

Plusieurs sections travaillent souvent sur des thèmes communs (prisons, justice, Roms, société de surveillance) ce qui traduit une certaine synergie régionale. Soixante-et-un événements sont répertoriés, hors réunions statutaires et concernent majoritairement la thématique «étrangers». L'actualité a en outre contribué au développement d'actions concernant les Roms, avec une implication du comité régional. L'accent a également été mis, par rapport aux autres régions, sur les droits des femmes. La LDH est très présente dans la presse régionale et locale : *Ouest France*, *La Nouvelle république*, *Le Courrier français Touraine*, *La République du Centre*, *Le Journal du Centre*, *BIP TV*, *L'Eclaireur du Gâtinais et du Centre*, *L'Echo - la Marseillaise du Berry*.

VIE DE LA LDH EN RÉGION CENTRE

Démocratie, libertés

Différentes questions relatives à la prison ont été traitées : Tours, avec son groupe de travail et avec le Comité d'aide aux détenus a adressé au préfet et au procureur général une lettre ouverte concernant les graves manquements aux droits de l'Homme à la maison d'arrêt (surpopulation : jusqu'à trois cents détenus pour cent quarante-deux places), elle a organisé lors des Journées nationales prison 2010 une soirée-débat sur «La liberté d'expression individuelle et collective des personnes détenues et de leur famille» réunissant quatre-vingt-dix personnes. Orléans a organisé un café-débat «neuf mètres carrés pour trois détenus». Châteauroux a mis en place un groupe de travail et est membre de la Commission de surveillance des prisons pour la centrale de Saint-Maur.

La justice a également mobilisé les sections : à Tours la projection du film *Toute ma vie en prison* a servi de support au débat «Une justice juste et indépendante ?». Châteauroux a choisi « Justice maltraitée, police déprimée ; démocratie en danger » comme support à la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés». Blois a organisé avec la Farapej, une conférence-débat intitulée «La justice qui punit : est-il juste de punir et qu'est-ce qu'une peine juste ?». Une conférence publique a été organisée à Bourges sur «Les jeunes et la justice».

«Société de surveillance» : la section de Tours a adressé une lettre aux trente maires des principales villes du département pour prendre position contre la vidéosurveillance. Châteauroux dans le cadre de la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés» a organisé une réunion publique «Une démocratie surveillée et limitée», sujet qui a donné lieu à des diffusions de tracts et une bonne reprise médiatique. La section d'Orléans a organisé plusieurs cafés-débats «Internet et la création : uniformité ou diversité», «Internet et les médias : information ou désinformation», «Internet et le fichage : nous sommes suivis à la trace». La liberté de manifester a été défendue par Tours avec un communiqué: «Sommes-nous libres de manifester et de nous exprimer à Poitiers comme partout en France ?».

Enfin, Tours a organisé une soirée «Laïcité pour vivre ensemble, toujours d'actualité ?» avec projection du film *La séparation* et débat organisé avec le Planning familial et les Céméa. La section a aussi pris position contre le financement des écoles privées hors commune.

Droits économiques, sociaux et culturels

Le droit au logement a été traité à travers des manifestations contre la fin de la trêve hivernale à Tours et une conférence de presse sur la situation de huit familles sans logement. Le droit à l'accès



cès aux soins a aussi été traité à Orléans sous forme d'une soirée-débat sur le thème « Vivre avec le sida aujourd'hui ». Toutes les sections ont appelé à manifester contre la réforme des retraites. Diverses autres thématiques ont été abordées : un service public pour des obsèques civiles dignes est demandé par la section de Châteauroux (courrier adressé aux municipalités) ; droit des mineurs à Bourges avec *Sweet sixteen*, projection-débat *Walter, retour en résistance*, à Orléans.

Etrangers

En soutien aux sans-papiers, Tours, Orléans, Blois ont participé aux cercles de silence. Orléans a organisé une projection-débat du film *Illégal*. Châteauroux prend régulièrement rendez-vous avec le service des étrangers de la préfecture où les dossiers, établis au cours des permanences hebdomadaires, sont défendus par la section. Orléans a organisé un café-débat sur « L'état des lieux du droit d'asile en France », Châteauroux a organisé un repas des droits de l'Homme où se retrouvaient défenseurs des droits de l'Homme et demandeurs d'asile. La dénonciation du délit de solidarité a donné lieu à différentes pétitions pour les relaxes des « quatre de Tours » et pour des soutiens à des militants RESF poursuivis en justice. Tours a organisé une conférence de presse sur la votation citoyenne, qui a eu lieu dans plusieurs communes durant une semaine : 520 votants dont 96 % favorables au droit de vote des étrangers non communautaires.

Racisme, antisémitisme, discriminations

L'actualité a conduit à un engagement plus important pour la défense des droits des Roms. Outre la participation au niveau régional aux collectifs de soutien des Roms des bidonvilles, Orléans a pris position contre l'attitude de la ville à l'égard de quatre familles Roms, et organisé un café-débat sur « Les Roms, une communauté à part ? ». Par ailleurs, l'accent a été mis sur les droits des femmes, avec six événements. Orléans a organisé deux cafés-débats, un sur le thème des violences conjugales avec projection du film *Violences conjugales, le courage de dire*, l'autre sur *La prostitution aujourd'hui*. A Châteauroux dans le cadre de la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés » et de la Journée internationale d'éradication de la violence à

l'égard des femmes, le public était invité à une conférence-débat « Les droits des femmes sont-ils menacés ? » et à une projection du film *La*

Domination masculine. Tours a proposé une réunion publique « Droits de l'Homme ! Droits de la femme ? » et une projection-débat sur *Femmes en résistance*. Et plus ponctuellement, Châteauroux a été partenaire d'un club pour un tournoi de foot contre le racisme et a offert le trophée, Tours a participé à la journée de lutte contre l'homophobie dans le cadre du festival étudiant.

International

L'activité nationale n'a pas empêché des sections de s'intéresser à l'actualité internationale : Blois a participé à l'organisation de la cérémonie consacrant Aung San Suu Kyi citoyenne d'honneur de la ville. Bourges a appelé à une manifestation pour protester contre l'agression de la flottille de Gaza par l'armée israélienne. Châteauroux a organisé un débat sur « Séisme et droits de l'Homme en Haïti : la perfusion humanitaire pour tout horizon ? ».

Permanences / soutiens juridiques

Blois, Châteauroux et Tours tiennent des permanences. Châteauroux est la seule association dans le département à apporter un soutien juridique aux étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections se sont fortement impliquées dans la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés » et pour faire connaître le « Pacte pour les droits et la citoyenneté ». Elles ont aussi appelé à la manifestation « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité ». La communication a pris différents formats : conférences de presse, stand LDH sur les marchés ou dans les forums des associations, diffusion de tracts, pique-nique et repas républicains, et sites internet (<http://ldh.tours.free.fr/>, www.ldh36.org, <http://www.ldh-france.org/section/blois/>). Le concours « Ecrits pour la fraternité » sur le thème « Faisons tomber les murs » a donné lieu à des interventions en milieu scolaire et à des remises de prix locales (Orléans, Châteauroux) pour de nombreux lauréats.

Une action remarquable parmi d'autres

La plupart des sections a travaillé sur différentes questions que pose la prison : les conditions de détention soit en participant à la Commission de surveillance d'une prison, soit en dénonçant la surpopulation ou en réclamant la citoyenneté et la liberté d'expression des détenus et de leur famille. Elles ont aussi travaillé sur la justice et le pourquoi de la prison.

CHAMPAGNE-ARDENNE

La région Champagne-Ardenne comptait cent cinquante-cinq adhérents en 2010, comme en 2009. Ils sont répartis dans six sections : Châlons-en-Champagne (12), Charleville-Mézières (31), Chaumont (50), Reims (20), Troyes et Aube (31) et Vouziers (10). Ces sections ont un ancrage urbain dans une région qui est l'une des moins peuplées de France et qui a vu le nombre de ses habitants diminuer entre 1999 et 2006. Le nombre de sections et d'adhérents, leurs activités se situent néanmoins dans la moyenne des régions.

Plusieurs thèmes sont abordés dans la vingtaine d'événements répertoriés : les droits des étrangers et des demandeurs d'asile, la situation des Gens du voyage, la lutte contre les discriminations. Les sections sont à l'initiative de différents comités tels : la défense des services publics, associations en dangers, solidarité ouvrière face à la justice (avec notamment la Cimade les RESF, le CCFD, Attac, des organisations syndicales, etc.).

Pour ancrer l'action de la LDH dans l'avenir et sensibiliser les citoyens en formation aux valeurs de la LDH, le comité régional s'est investi dans les interventions en milieu scolaire. Le comité régional a également organisé la formation des adhérents de la LDH à l'utilisation des mallettes pédagogiques financées par le conseil régional de Champagne-Ardenne, elles sont destinées à l'utilisation par les enseignants des collèges pour former les jeunes aux fondamentaux des droits de l'Homme.

La LDH est présente dans la presse régionale : *L'Est éclair*, *Le Journal de la Haute Marne*, et *L'Union*.

VIE DE LA LDH EN CHAMPAGNE-ARDENNE

Démocratie, libertés

A Reims, dans le cadre de la campagne «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés», une conférence-débat «La peur comme instrument d'évolution du droit pénal» a connu une certaine af-

fluence (plus de cinquante participants). Par ailleurs a été créé un comité de soutien aux jeunes du lycée Roosevelt arrêtés lors d'un rassemblement interdit (lors de la visite du premier ministre en novembre 2009). Condamnés lors d'un premier procès, les quatre inculpés ont été finalement relaxés.

A Reims encore, lors du Festival «Rémois et moi et toi», une conférence-débat sur la presse a été organisée.

Le 10 novembre, la mairie a invité ses concitoyens à une conférence publique à l'hôtel de ville sur «Les fusillés et les mutins de la guerre 14-18», avec la LDH.

Le Pacte pour les droits et pour la citoyenneté a été présenté à Charleville-Mézières lors d'une réunion publique.

Droits économiques, sociaux et culturels

Les sections ont été présentes dans les manifestations contre la réforme des retraites.

Sur le thème de la place faite aux jeunes dans la société actuelle la section de Chaumont a participé au Forum de l'égalité.

Etrangers

Reims s'est mobilisée en vue de la «Votation citoyenne».

A Chaumont, la situation des demandeurs d'asile, et celle des sans-papiers a fait l'objet de plusieurs réunions, de même le débat lancé par le gouvernement sur «l'identité nationale» a été analysé en section.



Racisme, antisémitisme, discriminations

La question des discriminations envers les femmes a été traitée lors de l'intervention en milieu scolaire par la délégation régionale au collège Eureka de Pont-Sainte-Marie à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes.

Vouziers mène un combat pour que soient reconnus tous les droits des Gens du voyage, mais le préfet ne réunit pas la commission départementale consultative et mène un travail « d'usure » des militants vis-à-vis notamment des droits à la scolarisation.

Le 9 novembre la section a répondu à l'appel de la Licra pour commémorer le soixante-douzième anniversaire de la Nuit de cristal avec les Amis de la fondation pour la mémoire de la déportation-52, le Collectif de lutte antifasciste, Exaequo et Homozygote. Un hommage a été rendu aux victimes de la Gestapo

Chaumont, Charleville-Mézières, Reims, Troyes et Vouziers se sont mobilisés pour la manifestation du 4 septembre « Face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité ! ». Une délégation a été reçue en préfecture (article dans le Journal de la Haute-Marne).

Une action remarquable parmi d'autres

Les ligueurs de la région ont été formés à l'utilisation de la mallette pédagogique « Droits de l'Homme » achetée par le Conseil régional et destinée aux collèges de la région.

Permanences / soutiens juridiques

La section de Chaumont tient une permanence et soutient les sans papiers avec RESF et Amnesty international, Elle consacre un blog à ce sujet. Des rendez-vous avec le préfet ont permis de faire régulariser une dizaine de familles (soit trente-six personnes) mais l'expulsion d'une famille kosovare a été ressentie comme un échec douloureux.

Reims soutient avec RESF des familles originaires d'Europe de l'Est.

Charleville-Mézières participe aux cercles de silence.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

LCertaines sections sont présentes sur des stands dans les forums des associations et distribuent des tracts pour faire connaître les actions de la LDH.

Un travail de pédagogie en milieu scolaire est réalisé notamment par des interventions durant une semaine dans différents collèges sur le thème de la violence et des incivilités et avec aussi une intervention auprès d'élèves de collèges dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes, avec l'utilisation des mallettes pédagogiques (financées par le conseil régional) pour laquelle les ligueurs ont été formés. La section de Chaumont a organisé le concours « Ecrits pour la fraternité » avec des conférences dans les collèges.

CORSE

La région Corse, quatre-vingt-six adhérents, a la particularité d'avoir une seule section, « Ajaccio et Corse » et d'être à la fois section et région. Une dizaine de ligueurs préfèrent avoir le statut d'isolés.

C'est une région dynamique dont le nombre d'adhérents augmente régulièrement (25 % en un an), qui s'implique particulièrement en raison de son histoire récente dans la lutte contre la justice d'exception. L'accent a été mis aussi sur le droit international avec la 4^e édition des huit heures pour la solidarité « La Palestine au cœur ». Vingt-six événements sont répertoriés. La délégation régionale est impliquée dans environ un tiers des actions : permanences aux sans-papiers, appels à manifester, communiqués, conférences de presse, conférences, travail en réseau.

La LDH est présente dans la presse régionale : *Unita-nazionale*, *Corse Matin*, *Journal de la Corse*, *La Provence*. Ses prises de position sur le traitement des réfugiés kurdes en Corse ont également eu un écho dans plusieurs journaux régionaux hors Corse, tels que *La République du Centre*, *Le Dauphiné libéré*, *Nice matin* et bien d'autres et le soutien à Patricia Gattaceca a eu un écho dans le *Journal du Dimanche*.

VIE DE LA LDH EN CORSE

Démocratie, libertés

C'est le thème majeur dans la région.

Sur le thème général des droits de l'Homme, deux conférences ont eu pour sujet « Où vont la république et la démocratie » et « L'état de droit et les droits de l'Homme sont-ils toujours en harmonie ? ». La LDH a fait une conférence de presse appelant à la vigilance sur les dérives de l'état de droit. Elle a aussi appelé à manifester à propos de la venue de Nicolas Sarkozy en Corse. Enfin la délégation régionale a élaboré une lettre avec un questionnaire pour interpeller les listes candidates aux régionales.

Un travail sur la citoyenneté avec un groupe d'universitaires a porté sur un manifeste pour l'avenir de la Corse sur la base de la Charte de la société

civile corse. Suite à l'assassinat d'un étudiant, un communiqué de la LDH a appelé à réfléchir sur le Vivre ensemble.

Les thèmes de la justice et de la prison ont été déclinés sur des événements propres à la situation politique particulière de cette région : deux conférences ont porté sur la justice d'exception en Corse dans le cadre de l'anti-terrorisme et des Jirs, dont une dans le cadre de la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés ». Toujours sur le thème de la justice d'exception, la LDH a également fait une conférence de presse avec le collectif des avocats contre la justice d'exception alertant sur les dangers du fichage ADN à propos du cas de Calu Santoni. Par ailleurs, le cas Alain Orsoni a fait l'objet de diverses actions avec la participation du collectif des avocats contre la justice d'exception : rencontre avec le président de l'Assemblée corse et le président du conseil exécutif corse, réunion publique réunissant trois cent cinquante personnes et rassemblement de soutien réunissant deux cents personnes. Notons aussi, dans le cadre de la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés », une conférence de presse où la LDH exprimait son soutien à Patricia Gattaceca dans l'affaire Colonna.

La LDH s'est également engagée sur des thématiques diverses. Elle a fait paraître un communiqué soutenant trente-deux enseignants injustement accusés de fraude aux examens. Elle a appelé, dans un communiqué, au rapprochement des prisonniers corses de leur famille. Enfin une conférence de presse appelait à la vigilance face à la multiplication des arrestations et gardes à vue en Corse. Sur le thème de la violence et du terrorisme, la section d'Ajaccio a publié un communiqué de soutien à la FCPE dont le local avait été incendié, et a interpellé l'Assemblée de Corse à propos du débat sur la violence. Elle a aussi exprimé son soutien à un agriculteur dont la maison a été plastiquée à Ocana.



Droits économiques, sociaux et culturels

La LDH maintient une présence constante dans les mobilisations syndicales et intersyndicales en particulier avec appel à manifester contre la réforme des retraites mais aussi pour le droit au logement et contre la spéculation littorale.

Etrangers

Les actions de la LDH ont porté sur les sans-papiers : plusieurs prises de position sur la façon dont furent traités les réfugiés Kurdes arrivés en Corse par bateau ont eu un écho très important dans la presse régionale corse et hors-Corse. A ce sujet la LDH a aussi appelé à manifester. Dans un communiqué elle s'est félicitée de la motion de l'Assemblée de Corse contre les expulsions.

Racisme, antisémitisme, discriminations

La LDH a appelé avec trente-trois organisations à manifester le 4 septembre dans le cadre de la campagne « Face à la politique du pilori et la xénophobie d'état : liberté, égalité, fraternité » devant la préfecture d'Ajaccio et à Porto-Vecchio.

International

Les actions concernent surtout le Moyen-Orient : à Ajaccio « huit heures de solidarité avec le peuple palestinien », avec une large couverture médiatique, un rassemblement devant la préfecture de région pour protester contre l'attaque de la flottille pour Gaza.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La LDH corse a participé aux campagnes nationales de l'association en particulier la campagne « Urgence pour les droits, urgence pour les libertés » avec un lancement bien couvert par les médias.

Le site <http://www.ldh-corsica.org/> reçoit par jour une cinquantaine de visites avec en cours d'année des pointes à deux cent cinquante.

Une action remarquable parmi d'autres

Les désormais habituelles « huit heures pour la solidarité », organisée par la LDH depuis quatre ans, ont eu lieu le 6 novembre sur le thème de « La Palestine au cœur ».

En partenariat avec la Fresc (Federazioni di u riacquistu economicu sociali è culturali di a Corsica) et avec le soutien de la Macif, le comité régional proposait à la mairie de Petreto-Bicchisano un débat sur la question rurale et les inégalités territoriales : « Ruralité, terre d'espoir et de citoyenneté ».

Permanences/soutiens juridiques

La LDH, en collaboration avec le collectif « Immigration choisie : la honte ! » a aidé et accompagné des étrangers à des audiences en préfecture. Ces soutiens ont débouché sur des régularisations.



DOM-COM

Deux cent deux adhérents en 2010, cent quatre-vingt-trois en 2009, soit près de 20 % d'augmentation se répartissent dans six sections : en Guyane : Cayenne (19), en Guadeloupe : Basse-Terre (24) et Pointe-à-Pitre (36), en Martinique : Fort-de-France (14), à La Réunion : Saint-Denis-de-la-Réunion (62), à Mayotte (48). Tous ces départements (qui ont aussi le statut de région) ont subi la colonisation, mais chacun avec des particularités dues non seulement à l'histoire mais aussi à la géographie. Beaucoup d'atteintes aux droits de l'Homme sont liées à ce statut et à ce passé.

Cinquante-et-un événements sont répertoriés hors permanences/soutien juridique, et hors réunions statutaires.

La LDH est présente dans la presse régionale : *France Guyane*, *Le Quotidien de la Réunion et de l'océan indien*, *Guyane Actualité*, le *Journal de l'île de la Réunion*, *France-Antilles Témoignages*, ainsi que dans la cyberpresse réunionnaise : clicanoo.com/re, et sur Radio Festival.

VIE DE LA LDH DANS LES DOM-COM

Démocratie, libertés

La section de Saint-Denis-de-la-Réunion a participé au premier festival international du film des droits de l'Homme dont le thème était : « Droits de l'Homme et combats au féminin ». Elle a fait une conférence de presse « Tous les enfants ont droit à l'expression ». Elle a aussi organisé une session de formation à la méthodologie d'intervention et aux outils juridiques.

La section de Basse-Terre a publié un communiqué contre les dérives sur les droits de l'Homme en Guadeloupe, et la section de Cayenne s'est impliquée dans la défense des droits en Guyane, en particulier ceux des populations amérindiennes. Notons enfin une conférence à Cayenne (IUFM) sur l'état des droits : « Quelle Guyane pour demain ? ».

A Saint-Denis-de-La-Réunion, avec le RESF et avec

le soutien des Amis du Monde diplomatique, une projection-débat a eu lieu avec le film *Mayotte, où va la République*. Quelques initiatives ont concerné les prisons : à la Réunion, la 17^e journée des prisons, organisée en collectif, « Prison, la grande muette » a été l'occasion d'un débat, d'une projection de film et d'expositions. La section de Saint-Denis a publié un communiqué de mobilisation contre la peine de mort de Sakineh en Iran. A noter également à la Réunion la participation de la LDH au festival *Safiko*, dédié à la liberté de création et d'expression.

Le thème « Informatique et libertés » a été abordé par des conférences sur la protection des données personnelles en Guyane et par la présentation de la BD *Sous surveillance* par la section de la Réunion. Quant aux problèmes liés aux dérives sécuritaires, ils ont été traités par deux communiqués, l'un à Saint-Denis-de-La-Réunion contre la politique du gouvernement, l'autre dénonçant à Cayenne la fouille au corps ainsi que la mise de menottes imposées à un avocat.

Une conférence-débat a eu lieu à la Guadeloupe sur « Crise de la justice, recul des libertés ».

La section de Saint-Denis a organisé deux débats : l'un sur « L'Etat de droit en question : où va la justice dans notre pays ? », l'autre à la suite du film *La Révélation* lors des rencontres de Bellepierre.



Droits économiques, sociaux et culturels

Saint-Denis a appelé à manifester contre la réforme des retraites, à la participation au défilé du 1^{er} mai, et a communiqué contre les licenciements de l'Arast. La section travaille aussi en réseau sur la répartition des revenus. Elle a organisé une conférence sur le thème «Urgence pour les droits : un défi pour le syndicalisme» qui a eu un bon écho dans la presse régionale. La section de Mayotte a alerté, avec un grand nombre d'associations et de collectifs (Croix Rouge, Cimade, Aides, RESF, etc.) sur le droit de la santé bafoué à Mayotte.

Etrangers

Les actions dans les sections ont porté essentiellement sur les sans-papiers, souvent en collectif : conférences de presse, communiqués, pétitions au ministère de l'Immigration, comités de solidarité, notamment contre les expulsions et pour la régularisation des Haïtiens. Quelques projections-débats sur ce thème : *Mayotte, où va la république ?* et *Ulysse Clandestin*. La section de Mayotte a également publié une étude sur l'immigration clandestine. A noter également une formation sur les migrants outre-mer à Saint-Denis.

Racisme, antisémitisme, discriminations

En Guyane, à Cayenne, avec l'Echade (collectif pour la scolarisation) envoi d'une lettre au maire et saisine de la Halde pour des cas de discrimination dans l'accès à l'école.

En Guadeloupe, Pointe-à-Pitre, a participé en collectif à une journée de dénonciation des discriminations. Participation de Saint-Denis à la journée mondiale contre l'homophobie.

Communiqués de Saint-Denis «Contre la stigmatisation, valorisons notre vivre ensemble» et contre la politique gouvernementale «La xénophobie de Nicolas Sarkozy menace la démocratie».

Pour l'élimination des violences faites aux femmes, Saint-Denis a organisé une projection-débat avec *Sisters in law*, et a pris part à une marche blanche pour l'élimination des violences intrafamiliales.

International

Sur les droits de l'Homme en Chine, la section de Saint-Denis-de-la-Réunion a publié un communiqué à l'occasion du match de foot France/Chine pour ne pas oublier Tien Anmen et le Tibet. La section de Fort-de-France a rédigé un communiqué appelant à soutenir Haïti dans le respect de son indépendance.

Permanences / soutiens juridiques

Une permanence bimensuelle se tient à Basse-Terre, une est organisée à Cayenne.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

Les sections se sont impliquées dans les campagnes nationales de la LDH : «Urgence pour les droits, urgence pour les libertés», dans le concours «Ecrits pour la fraternité», sous forme de slams à Saint-Denis-de-la-Réunion.

Les sections se sont engagées dans des participations à des festivals, et des tenues de stands.

Des formations ont eu lieu à Saint-Denis, sur les migrants outre-mer, et sur les méthodologies d'intervention et les outils juridiques.

Les relations avec la presse et les média sont nombreuses : conférences de presse, communiqués et prises de position sur divers sujets. Un site internet est animé par la section à La Réunion. Une étude de dix pages témoigne de l'immigration clandestine à Mayotte.

Une action remarquable

parmi d'autres

A Cayenne une journée d'information sur «L'état des droits en Guyane» a eu lieu le 27 novembre, à l'IUFM ; une mise en perspective après le colloque de 1998 sur «L'accès aux droits en Guyane», avec de nombreux intervenants sur les thèmes suivants : immigration et discrimination, peuples autochtones, droit à l'éducation, droit à la santé, droit des femmes, droit d'asile, droit des détenus, l'accès aux droits. Une réflexion complète en vue de répondre à la question : «Quelle Guyane pour demain ?»

FRANCHE-COMTÉ

La région compte quatre sections : Belfort (63), Besançon (34), Dôle (22), Vesoul (18) et quelques isolés, soient cent quarante-trois adhérents en 2010 (cent cinquante-sept en 2009). Elles sont actives avec cinquante-trois événements répertoriés (hors réunions statutaires), et un fort investissement sur les thèmes relatifs à « Démocratie, libertés ». Le Comité régional s'est investi dans une journée de formation sur « Histoire et mémoire de la ligue » ainsi que dans une soirée en partenariat avec le Mouvement du Nid sur le thème de la prostitution. La LDH a été présente dans la presse régionale et locale : *L'Est Républicain*, *Le Pays*, *Le Pays Belfort*, *L'Alsace*.

VIE DE LA LDH EN FRANCHE-COMTÉ

Démocratie, libertés

Les interventions ont pris des formes diverses et traité d'un large éventail de thèmes :

Les sections de Belfort et de Dôle ont envoyé aux députés des courriers pour les interpeller sur les atteintes aux libertés de la loi Loppsi 2.

Dôle a organisé dans le cadre du forum social une conférence-débat sur « Pénalisation du mouvement social - impunité de la délinquance financière », Belfort a proposé la projection-débat du film *Walter, retour en résistance* (cent participants). La section de Besançon a projeté un documentaire sur la sécurité *Braves gens n'ayez plus peur* et participé avec *Carsita* à une soirée sur les violences policières. Elle a appelé à un rassemblement citoyen devant la préfecture pour protester contre le débat sur l'identité nationale. Belfort a soutenu des jeunes, interpellés au retour d'une manifestation, et publié un communiqué à ce sujet.

Les sections ont participé à la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », Belfort en organisant une conférence-débat sur « Société de surveillance, droits et libertés bafoués » (cent personnes), puis en juin un forum-débat sur « Immi-

gration, entre fantasmes et réalité ». La section de Besançon a invité les têtes de listes aux élections régionales à venir débattre sur les cinq thèmes de la campagne.

Besançon a invité à une conférence avec la présence du directeur des Services pénitentiaires d'insertion et de probation sur la réforme pénitentiaire.

Belfort a participé à une conférence de presse sur le fichier « Base-élèves » avec la FSU et la FCPE.

La section de Belfort a demandé, avec la Libre Pensée, la réhabilitation des fusillés pour l'exemple de la guerre 14-18 par un rassemblement et une lettre ouverte aux députés et au sénateur du Territoire de Belfort. La torture pendant la guerre d'Algérie a motivé une lettre au Maire, et l'organisation d'une conférence sur la désobéissance avec deux témoins ainsi qu'une une lecture par un comédien d'un texte de Denis Rudler.

Droits économiques, sociaux et culturels

Belfort a organisé un débat sur « La protection sociale en danger, état des lieux et stratégie pour une alternative » avec la participation de nombreux syndicats et partis politiques puis a relayé l'appel de « Mais c'est un homme... » sur les soins sécuritaires, a appelé au défilé du 1^{er} mai pour l'emploi et les salaires et comme les autres sections de la région aux manifestations contre la réforme des retraites.

Besançon en partenariat avec la Ligue de l'enseignement et un théâtre a organisé une soirée où était présentée la pièce d'Howard Zinn, *Karl Marx, le retour* qui faisait suite à d'autres soirées sur le thème « Education et développement », « Education populaire et culture ». Dôle, dans le cadre du Forum social, a participé au sein d'un collectif d'associations à la conférence-débat : « Travail des temps modernes ».



Etrangers

Les sections de Franche-Comté se sont mobilisées sur les questions posées par la situation des immigrés. La section de Dôle a participé à des cercles de silence ponctuels, à Besançon ils ont lieu tous les mois. Le soutien aux familles de sans-papiers ou de demandeurs d'asile a été assuré par Vesoul (soutient à une famille tchétchène demandeur d'asile), par Belfort avec une conférence sur le thème « Immigration, entre fantasmes et réalité », Besançon a été partie prenante d'une opération de parrainage de cinquante sans-papiers à la mairie.

Racisme, antisémitisme, discriminations

La section de Dôle a appelé à un rassemblement de protestation à Poligny contre des agressions physiques et verbales à caractère raciste. Elle a participé au colloque organisé par la ville sur le thème « Quelle place pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques publiques nationales et locales ? ».

Besançon a tenu un stand d'information lors de la semaine d'éducation contre le racisme et les discriminations.

La section de Belfort a participé au sein du Collectif vigilance à la commémoration de l'abolition de l'esclavage sur le parvis des droits de l'Homme de Montbéliard.

International

Dans le cadre des Rencontres de la semaine de solidarité internationale 2010 la section de Dôle a tenu un stand sur « Education et citoyenneté » et a organisé le débat suite à la projection du film *La Chine est encore loin* (un an de la vie d'une école en Algérie) avec deux cents personnes. Lors de cette même semaine à Besançon, la section a organisé une conférence « Où va l'Iran ? » (présence de K. Lahidji). Elle a aussi participé à la journée de mobilisation « Huit heures pour Gaza ». Belfort a accueilli un citoyen Sud-africain qui a parlé de la situation dans son pays et du regard qu'il porte sur la démocratie et sur le système éducatif en France.

Permanences/soutiens juridiques

Vesoul et Belfort tiennent une permanence mensuelle et Belfort a un numéro de téléphone public qui permet de donner des réponses simples (elle traite environ quatre-vingt dossiers annuels donnant lieu à quatre cents entretiens).

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les campagnes nationales de la LDH (« Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » ; « Non à la politique du Pilori ») ont été largement reprises par les ligueurs de Franche-Comté avec aussi une forte mobilisation lors de la manifestation du 4 septembre (Besançon, Belfort, Dôle et Vesoul).

En terme de communication, les sections de Franche-Comté utilisent tous les moyens institutionnels et festifs : stands au forum social, stand à la fête de la Fol, à la fête des associations à Vesoul, soirées amicales, colloques organisés par les municipalités, mais aussi cinéma ou théâtres. Belfort et Besançon ont leur site Internet.

Le concours « Ecrits pour la fraternité » sur le thème « Faisons tomber les murs » a connu un succès certain à Belfort et à Dôle.

Une action remarquable parmi d'autres

Utilisation fréquente du spectacle vivant comme introduction aux débats : pièces de théâtre et aussi le festival Tadadam, fête des droits de l'Homme organisée par la LDH Besançon avec de nombreuses associations comprenant : musique, théâtre, débats, conférences.



ILE-DE-FRANCE

Avec deux mille cinq cent cinquante-deux adhérents en 2010 (1 % de plus qu'en 2009), la région Ile-de-France est de loin celle qui a le plus grand nombre d'adhérents, le plus grand nombre de sections (86) et de fédérations (8).

Le comité régional Ile-de-France s'est fixé trois axes de travail :

- la communication interne entre les sections, fédérations et le comité régional et la communication externe et le relais des campagnes nationales (listes de diffusion, publication des annuaires des sections et des permanences juridiques) ;
- le développement de la présence de la LDH en Ile-de-France par l'augmentation du nombre de sections et d'adhérents (relance de trois sections : Nanterre, Nanterre-Université et Saint-Germain-en-Laye) ;

• l'organisation de formations pour l'ensemble des militants d'Ile-de-France sur les thèmes :

- état des droits dans les lieux de privation de liberté, avec des interventions d'un sociologue, du contrôleur général des lieux de privation de liberté, de l'OIP, et de plusieurs avocats (soixante-cinq personnes) ;
- logement sur le grand Paris « Eduquer aux droits de l'Homme et à la citoyenneté » : appropriation des outils et des stratégies d'intervention pour une mise en œuvre efficace avec le Groupe de travail ad hoc. (quarante personnes) ;
- actualités du droit des étrangers.

Le comité régional a aussi organisé des formations décentralisées : « droit des étrangers » à Melun (15 personnes) à Poissy (45 personnes) et à Mantes (25 personnes) ; « vidéosurveillance » à Melun (12 personnes).

Les activités de la LDH en Ile-de-France sont présentées par départements.



75 PARIS

La fédération de Paris compte mille deux cent quatre-vingt-seize adhérents organisés en quinze sections : l'EHESS (23), Paris 10^e & 11^e (166), Paris 12^e (78), Paris 13^e & 5^e (211), Paris 14^e & 6^e (193), Paris 15^e (88), Paris 16^e (106), Paris 17^e & 8^e (46), Paris 18^e (80), Paris 19^e (73), Paris 20^e (113), Paris 7^e (19), Paris 9^e (20), Paris centre (57), Sorbonne (12), ainsi que onze adhérents isolés. Bien qu'une section ait perdu quatre-vingt adhérents, l'ensemble des autres sections en a gagné, ce qui conduit à une stabilité du nombre d'adhérents parisiens.

Le statut de la fédération de Paris et de ses sections est particulier car, en dehors d'être la plus forte concentration d'adhérents de la LDH, elle est aussi la ville du siège national et de ce fait ses actions et notamment les manifestations parisiennes ou nationales se confondent (événement du 6 février pour la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits», concert «Rock sans papiers», manifestation du 4 septembre, etc.), les résultats en sont souvent attribués au «national» mais les ligueurs parisiens et franciliens y contribuent largement.

Deux cent trente-quatre événements sont répertoriés hors réunions statutaires.

Présence de la LDH dans la presse nationale (*Le Monde*, *Libération*, *Le Point*, *Politis*, *20 minutes*) et dans les pages régionales du *Parisien*.

VIE DE LA LDH À PARIS

Démocratie, libertés

Le thème de la citoyenneté a été traité sous différentes formes. Paris 15 et Paris 19 participent aux conseils de quartiers. Le militantisme mais aussi la désobéissance civile ont inspiré des conférences à Paris 14/6, Paris 18 et Paris Centre, tandis que Paris 5/13 organisait un café-débat sur «L'esprit de résistance, toujours d'actualité» avec Raymond Aubrac. La citoyenneté européenne a été mise à l'hon-

neur par Paris 15 avec le film de la LDH *Nos rêves d'Europe*.

Votation citoyenne : la fédération a appelé à un rassemblement devant l'Assemblée nationale et a mené une réflexion sur la transformation de cette campagne en vote organisé au niveau des mairies qui a laissé sceptique les ligueurs parisiens.

Dans le cadre de la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits» le thème de la justice a été traité par Paris 10-11 : «Emprisonner les mineurs : une bonne réponse?» Paris 12 : «Quel avenir pour la justice pénale?» Paris 5-13 : «Justice sous tutelle» Paris 14/6 : «Enfin la réforme de la garde à vue?». Les ligueurs parisiens ont participé nombreux à la formation organisée par le comité régional sur «L'état des droits dans les lieux de privation de liberté». Une autre formation a été organisée sur la garde à vue par la fédération de Paris. Enfin, un communiqué de la fédération a soutenu trois jeunes poursuivis à tort pour violence à agent.

La fédération a relayé l'invitation de la mairie de Paris pour une projection-débat «Pour sauver Mumia Abu Jamal», soirée organisée pour l'abolition de la peine de mort.

Dans le cadre de la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits», la société de surveillance et les questions de fichage et de vidéosurveillance ont été largement abordés par plusieurs sections, sous forme de rassemblements mensuels contre la vidéosurveillance, Paris 10/11 avec un débat sur la protection des données personnelles et diffusion de la BD *Sous surveillance*, Paris 5/13 : conférence «Nos vies sous surveillance», Paris 18 avec une exposition et des-débats, Paris 19 participe au collectif Ravif, Paris 20 a participé au carnaval de Paris contre la vidéosurveillance.

Plusieurs réunions ou événements ont eu pour thème l'Histoire : la Commune de Paris, avec une réunion à Paris 16 avec des membres des «Amis de la Commune» et un appel de la fédération au rassemblement annuel au mur des fédérés du Père Lachaise pour commémorer les combats de la commune de

Paris. La guerre d'Algérie a fait l'objet de deux ciné-débats avec le film *Mourir à Charonne, pourquoi?* : Paris 5/13 et la fédération avec la participation de la Mairie du 2^e. Paris 12 projetait de même *17 octobre 1961, dissimulation d'un massacre*, sur le thème de la colonisation elle a invité à la projection débat de *Cannibales, des Kanak à Paris en 1931*, et du *Gendarme Citron*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Dans le cadre de la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits» de nombreux événements ont été organisés par plusieurs sections et la LDH s'est impliquée dans la défense des services publics, par la participation à divers collectifs : Collectif de défense du service public pour Paris 19, Collectif de soutien contre la privatisation de la poste pour Paris 12, Collectif unitaire pour la défense du service public de la maternelle à l'université pour Paris 15 (où s'est d'ailleurs tenue une conférence sur les services publics en danger pour l'égalité d'accès à l'éducation et à la santé) et la tenue de stand par la fédération lors du «Printemps des services publics».

Les questions de droit au logement ont été abordées sous forme de manifestations, conférences de presse/émissions de radios : contre les expulsions, pour l'accès aux logements sociaux et une nouvelle politique de logement des sans abris et mal logés, souvent dans le cadre du réseau «Stop aux expulsions». La fédération a suivi la formation «Le Grand Paris manquera-t-il de logements?» dans le cadre des «Samedis du groupe de travail logement». Paris 12 a mené un long combat contre les expulsions et pour le relogement des résidants de la MEEAO (Maison des Etudiants des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

La santé, l'accès aux soins et la bioéthique ont été traités lors de réunion publiques-débats sur l'hôpital en danger et sur le projet de loi de mai 2011 relatif aux soins psychiatriques à Paris 19 et sur «L'inégalité d'accès aux soins» par Paris-centre puis Paris 10/11 et une formation à Paris 15 sur le thème «La révision des lois de bioéthique et les droits de l'Homme, en quoi la LDH est-elle concernée?». Paris 19 et Paris 20 ont organisé une réunion publique commune sur le thème : «Hôpital en danger - Faisons entendre nos droits» et Paris 20 a manifesté pour la réouverture du centre d'IVG de Tenon et le maintien des centres de proximité. G. Rivet a présenté le projet de loi Bachelot à Paris 15. Paris 19 avec «l'Appel des Appels» a abordé le sujet en lien avec celui de la société de surveillance : «La psychiatrie au service d'une

société sécuritaire et normative». Paris 15 a débattu des services publics de santé et d'éducation.

La fédération et les sections ont lutté contre la remise en cause du modèle social français, à travers des appels à manifester contre la réforme des retraites, la participation au défilé du 1er mai. Paris 14/6, Paris 15, Paris 12 et Paris 10/11 ont organisé des réunions publiques sur ce sujet, Paris 15 sur «Précarité, insécurité sociale et solidarité» et Paris 16 sur les combats de la Ligue contre la précarité, hier et d'aujourd'hui. Sur ce thème un événement majeur fut certainement les 4^e rencontres du livre et de la presse des droits de l'Homme, organisées par la fédération sur le thème «Travail, droits et défis» Paris 5/13 a traité du droit du travail dans le cadre de la mondialisation avec le film *Récolte sanglante, esclavage à l'italienne*.

Pour la défense des droits des enfants la fédération a participé aux «Etats générEux de l'enfance».

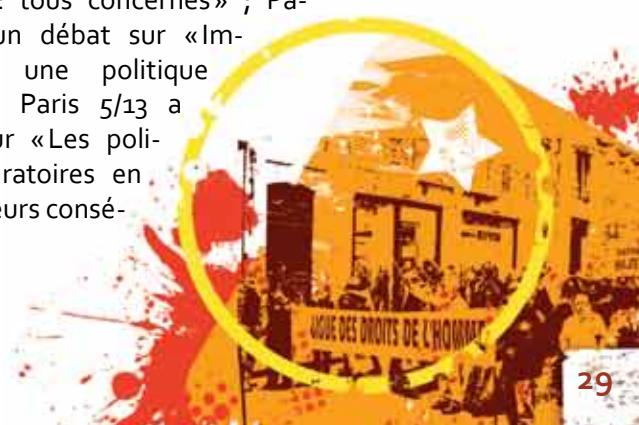
Etrangers

La fédération, Paris 12, Paris 19, Paris 20, Paris 14/6, Paris 18, EHESS, se sont fortement investies dans le soutien aux travailleurs grévistes sans papiers avec différent types d'actions : création de collectifs, travail en réseau, aide à la constitution des dossiers, accompagnements et aussi des communiqués de protestation, de soutien, mobilisations, appels et manifestations, actions de soutien.

Diverses autres actions : soutien des «inculpés/mutins de Vincennes», des débats sur l'ouvrage collectif *Cette France là* à Paris 10/11, Paris EHESS, Paris 12 ; sur la loi Besson à Paris 12 et Paris 10/11. Paris 5/13 a proposé une projection-débat de *Illégal*. Paris 15 et 14/6 participent au cercle mensuel de résistance de Paris sud. Paris 5/13, Paris 14/6, Paris 19, Paris 5/13, Paris 15 ont organisé des parrainages de sans-papiers avec RESF.

La fédération s'est fortement mobilisée pour la réussite du concert «Rock sans-papiers» à Bercy, 11000 personnes.

Sur l'immigration en général et sur le droit d'asile, de nombreuses conférences ont eu lieu dans le cadre de la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits». Ainsi Paris 10/11 a organisé tout une après-midi sur «Droits des étrangers : tous concernés» ; Paris 14/6, un débat sur «Immigration, une politique indigne» ; Paris 5/13 a travaillé sur «Les politiques migratoires en France et leurs consé-



quences» ; Paris 7 sur «le droit d'asile en France» ; Paris 18 a traité de «L'effet boomerang de l'immigration choisie» sur Radio Libertaire puis lors d'un café-débat, Paris 19 a mené une projection-débat avec «L'Asile de droit» de même que Paris 8/17 avec «L'Autre rive». Paris 7 a organisé une visite commentée de la Cité de l'immigration, Paris 18 a présenté l'exposition «Images et luttes de l'immigration des années 1970 à nos jours» et l'EHESS «Migrants et migrantes et les sans droits en France et en Italie».

Racisme, antisémitisme, discriminations

La fédération (et Paris 18) au sein du collectif «Agir ensemble contre le racisme» a organisé, un pique-nique festif antiraciste, en riposte à l'apéro «saucisson-pinard» proposé par des groupes d'extrême droite, à la Goutte d'Or, elle a publié un communiqué contre la tenue des «assises sur l'islamisation de nos pays». Le 1^{er} mai, la fédération a participé à la manifestation à la mémoire de Brahim Bouarram, victime de militants du FN. Paris Centre a organisé une conférence sur la recomposition de l'extrême droite. Paris 20 sur Radio Libertaire a fait un bilan du débat sur l'identité nationale et les droits des minorités.

L'accent a été mis dans la lutte contre les discriminations sur celles dont sont victimes les femmes avec plusieurs manifestations, dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes, lors de la marche mondiale des femmes et du rassemblement demandant justice pour les femmes agressées à Hassi Messaoud. Plusieurs conférences ont également traité de ce thème, à Paris 10/11 : «Sexe et mondialisation», Paris 5/13 : «2010 les droits des femmes en recul?», à Paris Centre : «La lutte contre les discriminations envers les femmes : la Cedaw, un outil méconnu», et à Paris 19 un café-débat sur «Les violences faites aux femmes». Paris 16 a proposé une projection-débat avec le film *Fausta, La Teta Asustada*. La fédération a participé à «L'égal festival», Paris 19 et Paris 20 ont organisé une projection du film *Les Fleurs du silence* suivie d'un débat sur «La mixité urbaine, richesse et difficultés».

Les discriminations envers les Roms ont fait l'objet de plusieurs conférences : Paris 15 «Roms, les parias de l'Europe», la fédération «les Roms en Europe» Paris 19 participe à un collectif de soutien aux Roms de Pantin.

Dans le cadre de la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits»,

Paris 19 a projeté le film *Allons enfants de Camopi* suivi d'un débat sur les discriminations subies par les Amérindiens en Guyane.

La fédération a participé à la Marche des fiertés, qui demandait l'arrêt de la violence et des discriminations, «Liberté et égalité, partout et toujours».

Paris 7 a proposé une conférence-débat au Musée social, sur le thème «Inégalités et discriminations : comment les mesurer?».

«Ecrits pour la fraternité» : Paris 15 a présenté à la maison des associations, une exposition des dessins créés lors du concours sur le thème, «Faisons tomber les murs».

International

De nombreuses réunions, débats, ont été consacrés aux questions internationales : Paris 14/6 avec une table ronde sur le Proche-Orient organisée avec l'AFPS sur «Jérusalem désirée, disputée, confisquée», Paris 14/6 qui a aussi organisé la projection du film *Gaza-strophe*. Paris 5/13 a participé à la manifestation pour des relations justes et solidaires entre la France et l'Afrique ainsi qu'à la semaine de la solidarité internationale sur les droits de l'enfant dans le monde.

77 SEINE-ET-MARNE

La fédération de Seine-et-Marne (département très étendu et relativement peu peuplé) compte quatre-vingt adhérents répartis dans cinq sections : Fontainebleau (18), Meaux (11), Melun (27), Nemours (14), Serris/Val d'Europe (4), six adhérents restent isolés.

Quarante-neuf événements sont répertoriés hors réunions statutaires (principalement café ou projection avec débat). Plusieurs actions sont à l'initiative de la fédération, illustration de sa volonté à faire exister la LDH mais aussi des difficultés à animer les sections.

La LDH est présente dans la presse régionale : *La République* et *Le Parisien*.

VIE DE LA LDH EN SEINE ET MARNE

Démocratie, libertés

Le volet justice de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » a été traité par Meaux qui a proposé le film *10^e chambre*, instants d'audience, suivi d'un débat. Melun est sur le terrain en assistant aux audiences du tribunal administratif (la section a demandé à la présidente du TA l'arrêt de la prise d'identité du public) et avec la Commission de surveillance des prisons (avec plus de trente rendez-vous par mois). Fontainebleau a organisé une formation sur l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté, puis un café-débat sur la votation citoyenne, un autre sur la vidéosurveillance, thème qui a été repris par le Comité régional pour une formation décentralisée à Melun avec quinze participants. Melun a proposé une conférence « Où vont les Dom-Com ? ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Meaux est intervenue dans les écoles dans le cadre du printemps des poètes pour une mise en scène des

droits de l'enfant avec le conte *Le Rat l'ogre et les écureuils*. Fontainebleau a organisé un café-citoyen sur le thème des « violences scolaires » et s'est inquiété lors d'un café-débat des questions de « Santé, entre public et privé » avec des professionnels.

Etrangers

La plupart des actions des sections a concerné les sans-papiers. Melun tient une permanence juridique plutôt orientée sur le droit au logement ; les sections de Melun et Fontainebleau participent aux cercles de silence mensuels. La fédération a invité à une projection du film *Les Arrivants* qui a été suivi d'un débat. La section de Fontainebleau a écrit au préfet pour un suivi des dossiers de régularisation et au bâtonnier pour lui demander que les avocats commis d'office auprès des sans-papiers soient plus expérimentés. Elle a manifesté avec RESF contre l'ouverture d'un centre de rétention.

Racisme, antisémitisme, discriminations

Les droits des femmes ont fait l'objet d'un rassemblement (collectif unitaire) en riposte aux rassemblements anti-avortement. La section de Meaux a projeté le film *Fausta, La Teta Asustada*, suivi d'un débat.

International

Fontainebleau a organisé une soirée-débat autour du film *Lettre à Anna*, avec Anne Nerdrum, responsable Russie au sein d'Amnesty international.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La communication passe essentiellement par les réunions publiques (projections, cafés-débats).



78 YVELINES

La fédération compte 181 adhérents (188 en 2009), répartis dans neuf sections : Conflans-Sainte-Honorine (46), Les-Mureaux (7), Maisons-Laffitte (5), Mantes-la-Jolie & le Mantois (37), Poissy (19), Rambouillet (12), Saint-Germain-en-Laye & environs (22), Saint-Quentin-en-Yvelines (16), Versailles (13) et quatre adhérents isolés.

Quarante-huit événements sont répertoriés, hors réunions statutaires. La majorité des actions est concentrée à Conflans-Sainte-Honorine et Poissy. La LDH est présente dans la presse régionale, dans *Le Courrier de Mantes*, *Le courrier des Yvelines*, *Les nouvelles Versailles Saint-Quentin*, *Le Parisien* et même dans *La Gazette du Val-d'Oise*.

VIE DE LA LDH EN YVELINES

Démocratie, libertés

La société de surveillance avec le fichage, la vidéosurveillance et l'informatique et les libertés en général ont été les thèmes les plus abordés : cafés-débats à Rambouillet, à Poissy, conférence à Noisy-le-Roi et à Poissy, et interventions en milieu scolaire à Saint-Germain-en-Laye avec la diffusion de la BD *Sous surveillance*, dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». Conflans a organisé un café-débat sur le thème : « L'inquiétant projet d'une société de surveillance ».

Les violences policières et la justice ont donné lieu à une réunion publique à Mantes-la-Jolie, sur le thème : « Justice, police, comment retisser les liens de l'ordre social ? » avec une magistrate, un avocat, et un policier (Union SGP unité police), et à une conférence-débat à Versailles sur le thème : « Justice et libertés ».

Poissy a organisé une Votation citoyenne avec trois cents votants et, dans le cadre du Festival quartiers libres de Poissy, un colloque « Résister aujourd'hui, la

désobéissance civile » et une projection du film *Chomsky et Compagnie* suivi d'un débat avec D. Mermet. Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », Saint Quentin en Yvelines a proposé une conférence sur « Ce qui asphyxie la démocratie ».

Résister encore, aujourd'hui comme hier : Conflans a projeté le film *Walter, retour en résistance* suivi d'un débat, Poissy a organisé un café débat intitulé « La Ligue des droits de l'Homme : combats hier et aujourd'hui » et a animé avec Attac une table ronde associative « Résister aujourd'hui : la désobéissance civile ? » et présenté l'exposition « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » sur le thème « Résistance ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Les actions sont réparties entre les questions liées à l'éducation avec la projection-débat à Conflans du documentaire *La Loi du collège* et celles de *Entre nos mains*, et de *La Fin de la pauvreté ?* suivi d'un débat. La section des Mureaux a organisé un rassemblement pour interroger sur un problème local de mal logement.

Etrangers

Quelques actions sont liées à la défense des droits des étrangers. Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » Poissy a organisé avec le RESF un ciné-débat, à Achères, avec *Les Mains en l'air*, Conflans a projeté *Les Arrivants*. Mantes-la-Jolie participe aux cercles de silence mensuels pour les sans-papiers. Une session de formation décentralisée du comité régional a eu lieu à Saint-Germain et Poissy sur les droits des étrangers. Saint-Germain-en-Laye a fait signer une pétition en faveur d'une famille sans-papiers.

Racisme, antisémitisme, discriminations

La défense des droits des Roms et des Gens du voyage a dominé ce thème. Conflans a organisé une conférence intitulée «Roms, de boucs émissaires à citoyens européens, un combat pour l'égalité», puis la projection du film *Liberté*, suivie d'un débat avec l'auteur de *Roms de France, Roms en France : le peuple du voyage*

Poissy a organisé une soirée-débat intitulée : «Les Roms, vivre heureux en se libérant», autour du film *Liberté*, film qui a été projeté aussi à Versailles et à Rambouillet.

Discriminations envers les femmes : Conflans a proposé un ciné-débat avec le film *La Domination masculine*, ainsi que *Histoire d'un secret*, suivie d'une table ronde sur le thème : «Quel droit à l'avortement aujourd'hui ?»

Permanences/soutiens juridiques

Rambouillet et Mantes tiennent des permanences.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plusieurs sections ont participé à la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits» avec des projections-débats, des distributions de tracts et des conférences.

Rambouillet a proposé une intervention en milieu scolaire sans réaction des établissements. La BD *Sous-Surveillance* a été diffusées à Saint-Germain-en-Laye

Participation à la campagne Votation citoyenne à Poissy.

Conflans, Poissy et Saint-Germain-en-Laye animent un site Internet.



91 ESSONNE

Le département de l'Essonne totalise cent vingt-neuf adhérents (cent vingt-sept en 2009, soit plus 2 %) répartis dans huit sections : Epinay-sur-Orge (5), Evry Courcouronnes (34), Les Ulis (28), Massy (16), Orsay (13), Savigny-sur-Orge (13) Vigneux-sur-Seine (13) et sept adhérents isolés.

Dix-sept événements sont répertoriés, hors réunions statutaires, majoritairement organisés par deux sections.

La LDH est présente dans *Le Républicain hebdo de l'Essonne*, le journal associatif *Le Phare* et *Le Parisien*.

VIE DE LA LDH EN ESSONNE

Démocratie, libertés

Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », la section d'Orsay a proposé à la faculté des sciences, une conférence-débat intitulée « Quel avenir pour notre justice ? ». Pour la journée de l'engagement « Agissons ensemble », et toujours à la faculté des sciences, elle a organisé une conférence sur le thème de « La société de surveillance et les enjeux de la protection des données personnelles ».

Le thème de la citoyenneté a généré plusieurs actions : en partenariat avec l'Asti, la section Les Ulis a organisé, une rencontre-débat sur le thème « Citoyenneté et nationalité » puis mené la campagne pour la Votation citoyenne. La section s'est réjouie de l'installation du conseil des résidents étrangers. Elle a projeté le film *La Marseillaise*.

Droits économiques, sociaux et culturels

Avec Emmaüs et le soutien de l'Asti et d'ATD quart monde, la section des Ulis a organisé une conférence-débat sur « Le mal-logement ».

Etrangers

Le droit d'asile et les questions liées aux droits des sans papiers ont été traités : participation des la section d'Orsay au cercle de silence mensuel à Palaiseau; projection du film *Les Arrivants*, parrainage républicain de sans-papiers, ainsi que soutien à un sans-papiers incarcéré, suivi de manifestations devant le centre de rétention.

Racisme, antisémitisme, discriminations

La section des Ulis a présenté le spectacle *Chocolat*, suivi d'un débat auquel une soixantaine de personnes a participé puis un ciné-débat avec le film *Vénus noire*. La fédération a dénoncé les expulsions de terrains des Roms avec la CNL, le Mrap et le PCF.

International

Le film *D'Arusha à Arusha*, film de C. Gargot, a été projeté en présence du réalisateur (les Ulis).

Permanences / soutiens juridiques

Permanence hebdomadaire à Orsay pour les droits des étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections d'Orsay et des Ulis se sont engagées dans les campagnes « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » et pour la Votation citoyenne.

La section des Ulis a participé au Forum des associations et à la Fête de la République.



92 HAUTS-DE-SEINE

La fédération des Hauts-de-Seine compte deux cent quatre adhérents (deux cent quarante-quatre en 2009) rassemblés dans neuf sections : Antony (50), Châtenay-Malabry (26), Clichy-La-Garenne (16) Colombes/Asnières (25) Levallois-Perret (24) Meudon (21) Montrouge/Bagneux (40) Nanterre (19) Nanterre-Université (5), ainsi que huit adhérents isolés.

Vingt-cinq événements sont répertoriés hors réunions statutaires.

VIE DE LA LDH DANS LES HAUTS-DE-SEINE

Démocratie, libertés

Plusieurs sections (Montrouge/Bagneux, Clichy-La-Garenne, Nanterre) ont organisé une Votation citoyenne. La fédération l'a organisée à Suresnes et Chaville où il n'y a pas de section.

La fédération s'est impliquée dans la campagne des régionales avec un questionnaire aux candidats.

Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » le thème de la société de surveillance (et en particulier, la vidéosurveillance) a été abordé sous forme de conférences « L'inquiétant projet d'une société de surveillance » à Antony et Montrouge/Bagneux, ainsi qu'à Clichy La Garenne.

Levallois-Perret, sensibilisée à la question des violences policières avec la mort de A Bakari Tandia (jeune Malien mort après une garde à vue au commissariat de Courbevoie en 2004), a invité le 8 avril, à la MDA de Levallois, à une réunion débat sur « Les relations entre les citoyens et la police ».

Antony a organisé une réunion publique, intitulée « Pacte pour les droits et la citoyenneté », le 10 décembre, avec le SM et Attac.

Clichy-la-Garenne a parlé de la colonisation avec la commémoration des massacres du 17 octobre 1961.

Droits économiques, sociaux et culturels

La section Montrouge/Bagneux très impliquée sur le thème du logement participe activement au collectif « Un toit, un droit » initié par la Mission ouvrière et le Secours catholique depuis 2007. Ce collectif mène un programme d'enquêtes avec lettres aux maires (Bagneux, Châtillon, Malakoff, Montrouge), événements, documents de réflexion, actions, jusqu'à fin 2011 pour favoriser l'accès au Dalo, promouvoir la mixité sociale et accompagner les personnes en situation transitoire.

Elle a aussi organisé une conférence sur le thème « Répondre à l'urgence sociale, climatique, environnementale et humaine » qui a réuni soixante personnes. Elle a appelé à manifester contre la réforme des retraites et a organisé des débats dans le cadre du collectif retraites.

Les droits de l'enfant : la section Montrouge/Bagneux a distribué sur les marchés des deux communes l'album *Le Rat, l'ogre et les écureuils*.

La fédération a organisé avec l'Unef à la faculté de Sceaux une conférence intitulée « La fraternité a-t-elle encore un sens de nos jours ? ».

Etrangers

Meudon a organisé un débat sur « l'invitation à quitter la France » avec le collectif « Refusons l'inacceptable », Bagneux a organisé une projection-débat du film *Les Arrivants* en présence de quatre-vingt-dix personnes, Clichy-la-Garenne aussi avec RESF et en posant pour le débat la question : « La France terre d'asile : mythe ou réalité ? ».

La fédération a appelé à manifester avec RESF et vingt-six organisations devant la sous-préfecture d'Antony sur le thème « Vie sans papiers, vie volée » puis devant la préfecture de Nanterre pour exiger le retour des expulsés, la régularisation des jeunes



majeurs et des parents d'enfants scolarisés, la reconnaissance du travail des sans-papiers et pour revendiquer des conditions d'accueil des étrangers dignes et un meilleur traitement des dossiers déposés.

A Levallois, D. Noguères a traité la question : « L'immigration et le droit des étrangers ».

Racisme, antisémitisme, discriminations

La section de Levallois-Perret a écrit au maire de pour faire enlever des affiches antisémites. Ce qui a été fait.

Clichy-la-Garenne a organisé dans le cadre de la Cedaw, une projection débat du film *Les Bureaux de Dieu* sur le planning familial pour traiter des droits des femmes.

International

La section de Montrouge/Bagneux a organisé à Malakoff avec le Mouvement de la Paix et la Maison islamo-chrétienne un débat sur le thème « Un avenir de paix pour le Proche-Orient », (soixante personnes). Elle a participé à la semaine de solidarité internationale sur la question d'Haïti.

Permanences/soutiens juridiques

Levallois-Perret tient une permanence dans trois lieux de la ville mais leur fréquentation est en baisse bien qu'elle traite de divers problèmes et malgré des annonces dans le journal local.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

De très nombreuses actions sont à noter s'agissant de la communication sur la LDH avec l'implication de plusieurs sections dans les campagnes nationales : « Urgences pour les libertés, urgence pour les droits » (Levallois a distribué 1200 tracts pour la journée du 6 février), le Pacte pour les droits et la citoyenneté et surtout la Votation citoyenne.

La fédération a diffusé une brochure « La LDH dans les Hauts-de-Seine », et plusieurs sections éditent leur journal : Montrouge/Bagneux publie un bulletin mensuel, Droits de l'Homme qu'elle diffuse sur les marchés et la consultation son blog progresse régulièrement. Clichy-la-Garenne édite La Lettre de la section, Levallois-Perret a publié *Ligue des droits de l'Homme*, en novembre 2010.

Les sections de Montrouge, Clichy, Colombes et Levallois ont participé aux forums ou fêtes des associations de leur commune avec distributions de tracts et tenue de stands.

93

SEINE-SAINT-DENIS

La fédération compte cent quatre-vingt-trois adhérents (176 en 2009, soit plus 4 %) répartis dans sept sections : Aulnay-Sous-Bois & 93 Nord-est (22) - Bagnolet & Les-Lilas (24) - Bondy/Noisy/Rosny (27) - Livry-Gargan (4) - Montreuil (45) - Pierrefitte-sur-Seine (13) Saint-Denis & 93 Ouest (45) et trois adhérents isolés.

Quarante-huit événements sont répertoriés hors réunions statutaires. La fédération est très impliquée dans toutes les actions dont les dominantes sont la lutte contre les discriminations et les soutiens aux étrangers.

La LDH est présente dans la presse régionale : *Le Parisien*, *Le Quotidien*, *Le journal de Saint-Denis*, ladepeche.fr.

VIE DE LA LDH EN SEINE-SAINT-DENIS

Démocratie, Libertés

Dans le cadre de la campagne « Urgences pour les libertés, urgence pour les droits » la question de la « L'inquiétant projet de société de surveillance » a été traitée sous forme de conférence à Montreuil, et sous forme de communiqué commun des trois sections, Bondy/Noisy/Rosny, Bagnolet & les Lilas et Montreuil expliquant leur opposition à la vidéosurveillance (en lien avec l'annonce de la création de la communauté d'agglomérations).

A propos de citoyenneté, la section de Bondy/Noisy/Rosny a organisé une Votation citoyenne.

La fédération a protesté dans un communiqué après les incidents attisés par les forces de l'ordre dont la violence (tir de flash-ball) a occasionné une blessure à l'œil d'un lycéen de Montreuil. Le communiqué insiste sur la légitimité de la contestation des lycéens soucieux de leur avenir. Dans le cadre de la campagne « Urgences pour les libertés, urgence pour les droits », Bagnolet-Les-Lilas a invité le public à un débat sur le thème : « Justice-Police, la crise ! ».

La fédération, avec les sections de Saint-Denis & 93 Ouest, Montreuil, Aubervilliers et Bagnolet/Les-Lilas, dans le cadre de la Quinzaine de la culture de la paix en Seine-Saint-Denis a célébré le cinquanteenaire des indépendances africaines lors de nombreux événements : débats avec des auteurs africains, projections-débat à Bagnolet, conférence à Aubervilliers. Sur « Mémoire, histoire : la guerre d'Algérie, la lutte des Algériens de France, la France d'aujourd'hui face à son passé colonial » une projection-débat de « Hors-la-loi » a été organisée à Noisy.

Droits économiques, sociaux et culturels

Au carrefour des questions des libertés et des droits économiques et sociaux, la fédération a organisé dans le cadre de la campagne « Urgences pour les libertés, urgence pour les droits » une conférence à Bondy sur le thème : « Face aux dégâts sociaux et à la montée des inégalités, face aux menaces sur les droits et les libertés, Quelle alternative ? Quelle riposte ? » ; elle a dénoncé les violences policières lors d'une expulsion de logements à La Courneuve.

Elle a pris la défense des Services publics avec un communiqué avec Les Verts pour protester contre l'attribution de la gestion de l'eau à Veolia et réclamer le retour à une gestion publique.

Bondy/Noisy/Rosny a organisé une conférence sur les questions de droit au logement : « Habitons durable et solidaire ! ».

Etrangers

En sus des permanences et soutiens juridiques les sections sont impliquées dans de nombreuses actions sur la situation des étrangers : projection d'*Illégal* à Bagnolet suivie d'un débat sur les centres de rétention, projection de *Les*



Mains en l'air à Romainville. Montreuil participé aux parrainages républicains d'enfants de sans-papiers à la mairie, le jour anniversaire de la Cide elle a aussi soutenu les travailleurs grévistes sans-papiers luttant pour leur régularisation, Aulnay-sous-Bois a aussi appelé à la solidarité avec les travailleurs grévistes sans papiers de STN.

La fédération a publié un communiqué sur les conditions d'accueil à la préfecture de Bobigny, et prépare un livre sur le traitement des dossiers, sur le refus d'inscription d'enfants de sans-papiers à Villepinte. Elle a participé au cycle « Sans-papiers, des chroniques du temps présent », avec les films *On bosse ici! On vit ici! On reste ici!* du collectif des cinéastes pour les sans-papiers suivis de débats avec de nombreux acteurs du mouvement social. Bondy/Noisy/Rosny avec RESF a organisé une projection-débat avec *Les Mains en l'air*.

Des adhérents de Montreuil assistent une fois par mois aux séances de la Cour nationale du droit d'asile avec un double objectif : manifester la présence de citoyens lors de ses audiences, et constituer un dossier des observations.

Racisme, antisémitisme, discriminations

Les sections ont été particulièrement impliquées dans la défense des Gens du voyage et des Roms : mise en place avec le Mrap, d'une coordination départementale pour le suivi des campements et expulsions de Roms, communiqué de soutien aux Roms expulsés du camp du Hanul à Saint-Denis et un autre condamnant la surenchère répressive et la stigmatisation xénophobe du gouvernement. La section de Montreuil a mis en place une plateforme de soutien aux Roms et organisé des conférences à Montreuil sur « Roms : un racisme spécifique », et « La santé des Roms : une urgence permanente ». Liberté a été projeté à Romainville et à Saint Denis qui a aussi présenté l'exposition « Opre Roma ! Nos concitoyens Roms » à la Bourse du Travail.

Dans le cadre de la semaine contre le racisme, Pierrefitte-sur-Seine a travaillé avec le collectif pour l'amitié et la solidarité entre les communautés de la ville. Elle a aussi organisé une conférence avec le Mrap sur le thème « Pourquoi la montée du racisme en France et en Europe ? ». A Saint-Denis le sujet mis en avant était « Racisme et xénophobie

d'Etat et ses conséquences ». Enfin Saint Denis a appelé à manifester contre le racisme et les violences policières, à l'encontre des Bulles gares de Bobigny.

La fédération a participé au festival « Saint-Denis Solidaire et anti-raciste » avec à une exposition avec d'autres associations.

Saint-Denis a traité le thème de l'homophobie lors d'une conférence sur « Le cumul des discriminations par rapport aux origines et aux orientations sexuelles », et les discriminations envers les femmes avec une exposition « Femmes, du préjugé à la discrimination ».

International

La fédération fait rayonner les valeurs de la LDH bien au-delà du 93, en Guinée en portant le projet d'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'Homme (Projeg).

Permanences / soutiens juridiques

La fédération tient de nombreuses permanences droits des étrangers et des sans papiers dans différentes villes du département : Aulnay et Montreuil, Villepinte, Aubervilliers, Blanc-Mesnil, La Courneuve. Dans certaines de ces villes, la demande était très forte et est passée d'hebdomadaire à bihebdomadaire. Notons également une permanence bimensuelle tenue par Aulnay-sous-Bois et 93 nord-est avec RESF.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections se sont impliquées dans la campagne « Urgences pour les libertés, urgence pour les droits » : Bagnolet, Bondy, Montreuil, Noisy-le-Sec, sur les thèmes de la discrimination, des inégalités sociales et des libertés, de la vidéosurveillance, de la « crise » justice-police. Dans divers cadres de travail en réseau, elles ont tenu de nombreux stands, débattu, distribué des tracts et publié des communiqués.



94 VAL-DE-MARNE

Le Val-de-Marne compte deux cent soixante-sept adhérents (deux cent quarante-deux en 2009, soit plus 9 %) répartis dans douze sections : Créteil (60), Fresnes (22), Ivry-Vitry (23), Le Kremlin-Bicêtre (13), L'Hay-Les-Roses (42), Maisons-Alfort (9), Nogent-Le Perreux (31), Orly (17), Le-Plessis-Trévise (5), Saint-Maur (28), Villeneuve-Saint-Georges (4), Villiers-sur-Marne (8).

Vingt-six événements sont répertoriés hors réunions statutaires.

VIE DE LA LDH EN VAL-DE-MARNE

Démocratie, libertés

L'Hay-les-Roses a présenté le « Pacte pour les droits et la citoyenneté » en réunion publique avec la volonté d'en faire un outil de mobilisation.

La section de Nogent-Le-Perreux a organisé un café-débat sur « Projet de vidéosurveillance à Nogent : nos inquiétudes », et s'est par ailleurs indignée de l'arrêté anti-mendicité pris par le maire de Nogent visant les sans-abri hébergés au Fort-de-Nogent.

Plusieurs sections (Ivry-Vitry, Nogent-le-Perreux, Orly, L'Hay-les-Roses) se sont impliquées dans la campagne de Votation citoyenne.

L'Haÿ-les-Roses, avec la municipalité de Villejuif a organisé une rencontre-débat sur le thème « Droits et libertés bafoués. Pour une République sociale : résistons ! ».

Créteil et Maisons-Alfort ont organisé avec Itinéraires et histoire en Val-de-Marne (Ihovam), une soirée-débat avec la projection du film *L'Armée du crime* avec D. Daenninck et Claude Pennetier, président d'Ihovam.

Droits économiques, sociaux et culturels

Dans le cadre de la campagne « Urgences pour les libertés, urgence pour les droits » Fresnes a organisé une conférence sur le thème « Solidarité contre précarité », Ivry-Vitry un colloque « Où sont passées l'égalité et la solidarité ? » avec présentation des enjeux de cette campagne à la section de Créteil, celle-ci s'est mobilisée avec le collectif local pour la défense des retraites.

Etrangers

Le thème des étrangers a été abordé sous la forme de plusieurs projections-débat des films *Les Arrivants*, *Il-légal*, *Hors la loi* et *Paris selon Moussa*.

La fédération a participé au rassemblement organisé devant la préfecture le 17 février par le comité de soutien des salariés sans papiers de la Seni (Kremlin-Bicêtre), afin d'obtenir que le préfet fasse aboutir les accords préalablement signés par la direction de l'entreprise et les représentants des salariés. Saint-Maur participe aux cercles de silence et a apporté son soutien public à la lutte des sans-papiers salariés d'Oxyplus, en grève pour leur régularisation. Nogent-Le-Perreux a participé à la semaine de solidarité avec les sans-papiers qui se tenait à Fontenay, et avec le 1^{er} juin la projection du film *Les Arrivants*, suivi d'un débat avec l'un des coréaliseurs.

L'Haÿ-les-Roses a présenté au sous-préfet la campagne nationale « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », qui a notamment reconnu « les dysfonctionnements du service des étrangers dus au manque de personnel ».



Racisme, antisémitisme, discriminations

Les discriminations envers les femmes ont été abordées sous la forme d'une projection-débat du film de Sembène Ousmane, *Moolaadé*, à Orly, sur le thème de l'excision et avec la participation de la section de Créteil au groupe cristolien « Vigilance et action pour la défense du droit des femmes » dans le cadre de la Journée internationale de défense des droits des femmes. La section de Créteil a aussi organisé une ciné-rencontre autour du film de Patric Jean, *La Domination masculine*, en présence du réalisateur et en partenariat avec Tremplin 94 SOS Femmes.

Gens du voyage/Roms : la fédération au sein du collectif Romeurope 94 a participé le 13 février aux six heures de solidarité avec les familles Roms du département, et invité les citoyens à se rassembler au centre culturel d'Orly, en hommage aux deux enfants décédés dans l'incendie de leur logement. Un plan d'urgence pour les familles a été demandé auprès des pouvoirs publics. Orly a organisé une projection-débat du film *Liberté*.

Permanences/soutiens juridiques

Créteil tient une permanence sur les droits des étrangers, ainsi qu'une autre dédiée aux Roms de Choisy-le-Roi (dépôt de 22 recours au TGI).

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

La participation aux campagnes « Urgences pour les libertés, urgence pour les droits » et au « Pacte pour les droits et la citoyenneté » a pris la forme de conférences à Fresnes, Ivry-Vitry et L'Hay-les-Roses.

Créteil a participé au forum des associations, Orly à la fête des associations.

L'Haÿ-les-Roses-Val-de-Bièvre propose un journal, *Val'Citoyen*.

International

Les sections Créteil et Maisons-Alfort associées à « Pour Haïti » ont participé à la Semaine solidarité internationale avec la projection de *Gouverneurs de la rosée*, et au débat animé par Roland Biache (Solidarité laïque), et Elliot Roy (Pour Haïti). Dans le même cadre, Nogent-Le-Perreux proposait une soirée-débat sur le thème « Solidarité internationale et démocratie ».

95 VAL-D'OISE

La fédération compte cent quatre-vingt-deux adhérents (cent soixante-neuf en 2009, soit plus 7 %) organisés dans 13 sections : Argenteuil Bezons (8), Auvers-sur-Oise (8), Beaumont-sur-Oise (8), Cergy Pontoise (31), Domont (11), Magny En Vexin (13), Montmagny (12), Montmorency (8) Parisis (5), Sannois-Ermont-St Gratien (39), Sarcelles (17), Saint-Leu-Saint-Prix-Taverny (10) - Vallée de L'Oise (5) et sept adhérents isolés

Trente-deux événements répertoriés hors permanences et soutiens juridiques, hors réunions statutaires.

VIE DE LA LDH DANS LE VAL-D'OISE

Démocratie, Libertés

La société de surveillance a été le thème dominant des actions dans le département notamment dans le cadre de la campagne « Urgence... ». Le thème de la vidéosurveillance a été abordé sous forme de café-débat à Sannois-Ermont-Saint Gratien («Le contrôle social et la surveillance généralisée») et d'une conférence à Montmagny.

La fédération a publié un communiqué s'opposant à l'installation par la ville de Cergy de 45 caméras pour son projet « vidéo-tranquillité ».

Domont a organisé un café-débat sur la question des prisons.

Droits économiques, sociaux et culturels

Montmagny a organisé une conférence sur le droit au logement et Sannois-Ermont-Saint Gratien un café-débat sur le même thème.

La section de Domont distribue des tracts tous les mois sur un stand « commerce équitable » sur les marchés, avec d'autres associations (CCFD, Frères des Hommes, Les amis de la Terre).

A noter enfin des interventions de Domont dans deux

écoles sur les droits de l'Homme et les enfants.

La fédération, associée à la FCPE a publié un communiqué pour demander au maire de Gonesse l'inscription de treize enfants (de familles hébergées en hôtel) dans les écoles de la ville, un autre demandant l'annulation de l'arrêté du maire d'Ermont sur la consommation d'alcool en centre ville, qui visait un groupe de SDF. La LDH a obtenu la suspension de l'arrêté anti-alcool par le tribunal.

Montmagny a organisé une réunion publique sur « Services publics, emploi, logement, santé ».

Etrangers

Dans le cadre de la campagne « Urgence » Montmagny a organisé dans la salle des fêtes une conférence intitulée : « Ne faut-il pas en finir avec l'inhumain et régulariser les sans-papiers ? », Sannois-Ermont-Saint-Gratien, un café-philo sur « Migrations ! Fantasmes ou réalités ? ».

Domont, a organisé la projection du film Welcome en partenariat avec le lycée et avec des classes de 1ère et un public extérieur.

Dans un communiqué de presse la fédération a demandé au préfet de suspendre l'arrêté, qu'il a pris pour ne plus assurer par le 115 l'hébergement des demandeurs d'asile.

Racisme, antisémitisme, discriminations

La fédération et la section d'Argenteuil-Bezons ont dû intervenir en soutien à plusieurs familles Roms, la section d'Argenteuil-Bezons est intervenue dans des écoles primaires pour sensibiliser les enfants sur la question des Roms.

Sannois-Saint-Gratien-Ermont-Eau-bonne a proposé un café-philo sur le thème : « Les discriminations ».

La fédération a dénoncé les propos racistes et xénophobes du maire de Franconville.



Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », Sarcelles a organisé avec la municipalité, la Mission locale et la MJC la projection du film de Y. Benguigui, *Le Plafond de verre, les défricheurs*, suivie d'un débat sur les discriminations raciales à l'embauche.

Magny-en-Vexin a présenté avec le soutien de la mairie, le film *La Rafle* de R. Bosch, et a animé le débat.

Montmagny a organisé avec les écoles le concours « *Ecrits pour la fraternité* », « *Faisons tomber les murs* ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections ont participé à la campagne « Urgence » avec des conférences ou projection-débat. Elles distribuent régulièrement des tracts et tiennent des stands aux forums des associations, si besoin, elles publient des communiqués de presse.

Permanences / soutiens juridiques

Cergy-Pontoise, Sannois-Ermont-Saint-Gratien, Magny-en-Vexin et Domont tiennent des permanences juridiques pour les droits des étrangers.

En dehors de permanences de soutien aux étrangers à Cergy Pontoise et Sannois-Ermont-Saint-Gratien et Domont



LANGUEDOC-ROUSSILLON

La région compte trois cent trente-six adhérents (dont six isolés) soit 19 % d'augmentation par rapport à l'année 2009. Ils sont répartis dans quatorze sections dont deux ont été créées en 2010 : Alès (18), Béziers (6), Carcassonne (32), Castelnau-dary (14), Limoux (7), Lodève (2), Loupian (5), Montpellier (70), Narbonne et du narbonnais (36), Nîmes (40), Perpignan (26), Sète (16), Saint-Pons-de-Thomières (37), Uzès / Sainte-Anastasie (17). Les sections de l'Aude, du Gard, et de l'Hérault ont constitué des fédérations. Il n'y a pas de section dans le département de la Lozère, seulement deux adhérents isolés.

Soixante-cinq événements sont répertoriés et certains événements, présence policière dans les écoles, poursuite de militants locaux ont amené à des actions sur le thème des libertés. De nombreuses d'actions se situaient dans le cadre de la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits».

Les actions de la LDH apparaissent à de nombreuses reprises dans les médias locaux et régionaux : *Le Républicain d'Uzès et du Gard, Midi Libre, L'Hérault du jour, L'Indépendant, La Dépêche du midi, Le Républicain d'Uzès et Sainte Anastasie, Radio France Bleue Gard Lozère, L'Humanité, Aujourd'hui en France.*

VIE DE LA LDH EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

Démocratie, libertés

Le thème de la société de surveillance a été dominant avec neuf actions recensées : communiqué contre la présence policière dans les écoles, intervention en milieu scolaire sur la protection de données personnelles, projection à l'université de Perpignan de *Citizen Cam* suivi d'un débat sur les dangers de la mise en place d'une société de surveillance en France, café-débat sur ce même thème, lettre au maire de Carcassonne sur la vidéosurveillance, communiqué contre le fichage ADN et en soutien à une personne poursuivie pour avoir distribué des tracts, autre communiqué de soutien pour un faucheur re-

fusant le prélèvement ADN, pétition initiée par la section de Montpellier pour soutenir des directeurs d'école déchargés de fonction en raison de leur refus d'inscrire les élèves dans Base-élèves, et enfin publication par la section de Perpignan d'un DVD *De caméras en caméras*.

Parmi les autres initiatives concernant les libertés ou la démocratie, on trouve une manifestation «die-in» par les ligueurs de Castelnau-dary contre la peine de mort, la participation à la fête de la liberté avec RESF, l'exposition à l'école de Pieuse organisée par la section de Limoux sur la citoyenneté («Moi, jeune citoyen»), un débat sur les libertés publiques en France aujourd'hui, ainsi que la critique du système de garde à vue.

La section de Lodève a organisé une conférence sur «l'histoire de l'esclavage et l'esclavage moderne».

Droits économiques, sociaux et culturels

Outre un travail en réseau contre la réforme des retraites, on retiendra un débat sur la défense du service public animé par la section de Sète et Bassin de Thau, et durant tout le mois d'avril des Etats généraux du Front social de défense des services publics des Pyrénées-Orientales avaient lieu à Perpignan, plusieurs sections y ont participé.

Carcassonne a organisé une soirée-débat : «La démocratie asphyxiée, services publics et inégalités territoriales».

Les cinq sections qui se sont investies sur les droits des femmes ont eu des approches différentes : conférence sur la comparaison législative du travail féminin en Europe, projection-débat sur les droits des femmes avec *Fleur du désert*, activités lors de la Journée mondiale des droits des femmes – soit en réseau, soit par une intervention en milieu scolaire – ou encore réunion publique sur «Les droits et la situation des femmes en 2010».



Etrangers

Avec quatorze actions recensées, le droit des étrangers a été une des priorités de la LDH dans la région. Projection de films sur les ouvriers sans papiers suivis de débats avec la Cimade, réunion sur les étrangers sans papiers, marche de soutien, plusieurs dépôts collectifs de dossiers, manifestation pour une régularisation totale organisée par la fédération du Gard, projection débat de *Illégal*, exposition.

Communiqué de Carcassonne sur le débat sur l'identité nationale, conférence de presse de la section de Montpellier pour appeler au boycott du débat, prise de position de la ligue à Sète sur la non participation de la LDH, conférence-débat « L'ENNEMI intérieur ».

Présence de la LDH Perpignan au tribunal en soutien d'un étudiant tunisien menacé d'expulsion, parrainages et soirée festive avec RESF au profit de familles arméniennes régularisées après plusieurs mois de lutte.

Journée du réfugié politique à Béziers, cercles de silence régulièrement médiatisés, débats sur « Le droit d'asile à l'épreuve de la réalité », « Immigration, fantasmes et réalités ».

Racisme, antisémitisme, discriminations

A propos des Roms, la section de Montpellier a réagi face à l'évacuation de camps et a aussi participé ensuite à la réinstallation d'une partie des familles, la section de Nîmes a réalisé une interview sur les Roms et les reconduites à la frontière, diffusée sur Radio France Bleue Gard Lozère. Les sections ont organisé de nombreuses projections-débats : *Walter en résistance*, *Les convois de la honte*, ainsi que des réunions, par exemple sur « Etre Dreyfusard hier et aujourd'hui » et un communiqué de soutien au délégué de la Cimade après les propos insultants du président de région G. Frêche. Perpignan, au sein du collectif « Non à la réhabilitation de la présence française en Algérie », a protesté auprès du conseil municipal contre la stèle pro-OAS de l'Adimad. Enfin, la section de Béziers a organisé des tests anti-discrimination à l'accès au logement.

International

Sept actions ont eu lieu en 2010 en lien avec l'actualité ou des problèmes internationaux. Tout d'abord un appel à manifester pour une Europe des droits et de la citoyenneté à Alès, puis une conférence sur « La situation dans la Corne de l'Afrique », une projection-débat du film *D'Arusha à Arusha*

sur le Tribunal pénal international au Rwanda. Il faut ajouter, sur la question du conflit israélo-palestinien, des projections de films autour de la Palestine organisés par la section de Uzès et Sainte-Anastasie ainsi qu'une forte implication des sections de Montpellier, Béziers, Alès, Uzès et Sainte Anastasie en collaboration avec quatre-vingt-une associations contre l'implantation à Sète de l'entreprise israélienne Agrexco non respectueuse du droit international, et Perpignan a présenté *Jaffa la mécanique de l'orange*, documentaire sur l'importation de produits des colonies. Montpellier a été aux côtés de l'association Les amis des enfants d'Haïti, pour venir en aide aux sinistrés de l'île et a soutenu une série d'événements organisés par le collectif « Ensemble pour un Iran démocratique ».

Permanences / soutiens juridiques

Un accueil sur rendez-vous est assuré par Nîmes. Montpellier tient une permanence deux après midi par semaine.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les campagnes nationales de la LDH ont été reprises par les sections du Languedoc-Roussillon : conférences de presse pour la présentation des campagnes « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » et « Pacte pour les droits et la citoyenneté », conférences thématiques sur des thèmes de ces campagnes (« Société de surveillance », « Exclusion sociale », « Démocratie asphyxiée », etc.). En milieu scolaire la LDH était présente avec « Ecrits pour la fraternité » sur le thème de « Faisons tomber les murs ». Plusieurs expositions ont été présentées : l'exposition de peintures, dessins, affiches sur les droits de l'Homme durant la semaine d'éducation contre le racisme par la section de Limoux. La section de Montpellier avec le Saf et la librairie Sauramps a organisé un cycle de conférences sur « Justice critique ». A noter également la tenue de stands au forum des associations, l'organisation de la Fête des libertés 2010 par la section d'Uzès et Sainte-Anastasie avec RESF, et enfin les publications en ligne : Montpellier, Alès, Loupian ont créé leur site.

Une action remarquable parmi d'autres

Alès et le comité régional font campagne pour la désinscription des personnes fichées au Fnaeg. « Se désinscrire pour résister », proposition pour combattre ce fichier ADN. Un vade-mecum est proposé pour effectuer la démarche (publié sur le site national).

LIMOUSIN

La région compte six sections : Aubusson (17), Brive (27), Guéret (17), Limoges (61), Rochechouart (18), Tulle (11) et trois isolés. Cent soixante-quatre adhérents en 2010. Trois sections sont particulièrement actives et la section d'Aubusson, en sommeil en 2009, a été réactivée.

Trente-deux événements ont été répertoriés. Divers événements dont des violences policières à Limoges et l'affaire de Tarnac ont amené les sections à s'impliquer sur la justice, thématique dominante de l'action en Limousin. Le comité régional a été actif en 2010 avec des appels au rassemblement (fête des droits de l'Homme, manifestations), des conférences et une participation active à des travaux en réseau, sur la sécurité et les libertés publiques, et sur « les fusillés pour l'exemple ».

Les actions de la LDH ont été médiatisées à de nombreuses reprises dans les médias locaux et régionaux : *L'Echo de la Creuse*, *La Montagne*, *Le Populaire du Centre*.

VIE DE LA LDH EN LIMOUSIN

Démocratie, libertés

La majorité des initiatives ont concerné la démocratie et les libertés, dont la moitié sur le sujet de la justice. La section de Tulle, en collectif avec d'autres associations a soutenu la projection du film *Le coup de Tarnac*, projection suivie d'un débat sur les lois antiterroristes. La section de Limoges a multiplié les événements autour de la justice : séminaire interne sur l'organisation de la justice avec l'intervention de Maître Verger-Morlhigem, intervention en collège sur le thème de la justice, café-débat sur les lois relatives à la justice et aussi fin des auditions des témoins pour l'antenne de la commission Citoyen-Justice-Police dans l'affaire du « *Teddy Beer* ».

D'autres actions ont concerné le thème des libertés, la citoyenneté et des droits : la section de Brive a visité des cellules du commissariat, celle d'Uzerche s'est attachée aux problèmes des libertés et de la

surveillance avec un colloque sur « Libertés publiques et sécurité », et Rochechouart a organisé un débat sur « Droit... devoir de vote ».

La LDH était présente à Gentioux pour une cérémonie en mémoire des « fusillés pour l'exemple » et la section de Tulle a organisé une projection débat autour de 17 octobre 1961, dissimulation d'un massacre.

Droits économiques, sociaux et culturels

Plusieurs actions ont été centrées sur les droits des enfants. En particulier, à Guéret, le spectacle *Les Souliers rouges* a été suivi d'un débat sur les droits des enfants en France, et un café-débat a été consacré à la justice des mineurs à Limoges ainsi qu'une conférence sur l'avenir de l'école.

Concernant les droits des femmes, la section de Brive a animé un café débat sur les violences faites aux femmes et celle de Limoges a prêté son concours pour le maintien d'une antenne du Planning familial.

Etrangers

Les ligueurs du Limousin ont réagi à l'actualité locale et nationale en matière de défense des étrangers. La section de Brive a mené des démarches suite à l'action des forces de police au camp du Bousquet où étaient installés des Roms. La LDH de Tulle a fait un communiqué en soutien à une femme marocaine qui s'est défenestrée pour échapper à la police. Des réactions fortes ont suivi les propos d'hommes politiques comme M. Audy député européen UMP ou B. Hortefeux ministre de l'Intérieur lors d'une venue en Limousin dans un contexte d'expulsion et de stigmatisation des Roms. Sur le fond, certaines sections ont organisé des formations internes sur le droit des étrangers avec, à Limoges, la participation de la juriste Victoire-Joëlle Dimouti.

Des pétitions ont été lancées en faveur des travailleurs sans papiers, le film *Liberté* a fait



l'objet de plusieurs projections-débats, et enfin un café débat a été animé par les ligueurs de Brive sur le sujet « Ils vivent ici, ils sont d'ici ».

Racisme, antisémitisme, discriminations

Deux actions sur cette thématique : des communiqués sur la venue de B. Hortefeux et la dénonciation d'un acte antisémite par la section de Limoges.

International

Un travail en réseau a été animé par la section de Limoges intitulé « Israël une politique criminelle et suicidaire ».

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La LDH a participé à la fête des droits de l'homme et au forum des associations à Beaulieu.

Il y avait un stand de la LDH lors de l'événement « Lire à Limoges » sur le thème de « L'état des droits de l'Homme en France en 2010 ».

Un site a été lancé pour la LDH de la Haute Vienne.

Une action remarquable parmi d'autres

Suite au témoignage de deux personnes du camp de Bouquet sur l'intervention de la police dans l'évacuation du camp et les conditions sordides et insalubres des gardes à vue, la section de Brive a demandé à visiter les cellules du commissariat. Une délégation de trois personnes a ainsi pu constater que, les cellules toujours vétustes, avaient été nettoyées.



LORRAINE

La région compte trois cent trois adhérents qui se répartissent assez inégalement dans douze sections. Ils étaient 271 en 2009 soit une augmentation de 11 %. Elle compte trois Fédérations : fédération de Meurthe-et-Moselle : Longwy (60), Nancy (45), Pont-à-Mousson (10) ; fédération de Moselle : Forbach-Moselle-Est (14), Metz (103), Sarrebourg (3), Thionville-Fensch (18) ; fédération des Vosges : Epinal (12), Gérardmer (19), Neufchâteau (13), Saint-Etienne-Lès-Remiremont (1). Une seule section dans la Meuse : Bar-le-Duc / Verdun.

Trente-huit événements sont répertoriés (un seul événement compté pour la campagne distribution de la DUDH dans les cinquante-deux lycées), la thématique dominante dans la région ayant été démocratie et libertés. Il faut souligner la forte implication dans les campagnes de la LDH et les interventions en direction des scolaires. La LDH est bien présente dans la presse régionale, essentiellement *Le Républicain Lorrain* et *L'Est Républicain*, mais aussi le *Journal de Meurthe-et-Moselle* et *Vosges Matin*.

VIE DE LA LDH EN LORRAINE

Démocratie, libertés

Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », la section de Metz a organisé (au Grand grenier des récollets) une table ronde sur « Justice et égalité au défi de la gestion policière » avec la participation de magistrat, avocat et policier en retraite, puis une conférence-débat intitulée « Notre justice est-elle encore celle d'un pays démocratique ? ». La section et la fédération de Moselle (avec le Forum IRTS, Le-Ban-Saint-Martin et Ciné-art) ont organisé une rencontre sur le durcissement de la politique pénale avec B. Rothé à partir du livre *Lebrac, trois mois de prison*, après la projection de *La Guerre des boutons*.

Dans le cadre du forum social local, qui organisait « Les feux de la liberté » Nancy a appelé à manifester « contre une politique sécuritaire dont les effets portent gravement atteinte à nos libertés les plus élémentaires » (trois cents personnes).

La section de Thionville a organisé une réunion publique dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » sur le thème « Vers une société de surveillance ? ».

Sur le thème des « Libertés publiques et de la citoyenneté », la section de Forbach a invité à l'université populaire transfrontalière de Forbach, les citoyens à assister à la conférence sur « la laïcité ». La section de Thionville a organisé un café-citoyen sur la citoyenneté, et, en partenariat avec l'association Jacques Prévert, a traité du sujet « Etre Français... ça vous dit quoi ».

Le comité régional a par ailleurs protesté par des communiqués de presse : l'un contre les provocations d'une liste d'extrême droite aux élections régionales, l'autre appelant au boycott du débat sur l'identité nationale.

Droits économiques, sociaux et culturels

La fédération de Moselle a publié un communiqué contre la suppression de la défenseure des enfants. Forbach a organisé à l'université populaire transfrontalière une conférence-débat sur la notion de « bien commun ».

La section de Longwy a appelé à la journée de mobilisation sociale du 23 mars pour l'effectivité des droits sociaux. Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », elle a organisé à l'IUT une conférence-débat sur « La casse du droit du travail et de nos retraites ».

Pont-à-Mousson, Longwy et la fédération de Moselle ont chacune à leur tour organisé une projection-débat avec le film *Walter, retour en résistance*. Metz a formé les intervenants à ces débats.



Etrangers

La fédération de Moselle et Pont-à-Mousson participent aux cercles de silence en soutien aux sans-papiers.

Racisme, antisémitisme, discriminations

La section de Nancy participe au collectif de soutien aux Roms installés sur un terrain inondable.

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, Longwy a organisé une projection-débat avec l'avant-première du film *La fleur du désert*.

International

Gérardmer a participé au débat sur la liberté d'expression en Iran suite à la projection du film *Les chats persans* organisée par la Maison de la culture et des loisirs.

Les sections de Metz, Thionville, Longwy ont manifesté contre les discriminations subies par des travailleurs frontaliers avec la LDH Luxembourg.

Permanences / soutiens juridiques

Longwy a mis en place des permanences téléphoniques de soutien aux étrangers. Thionville tient une permanence hebdomadaire.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les campagnes «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits» et pour le «Pacte pour les droits et la citoyenneté» ont été fortement relayées avec par exemple une conférence-débat organisée par le comité régional «A la reconquête des pouvoirs citoyens», avec la présentation des cinq axes du Pacte, des conférences à Longwy, Thionville, Metz, des projections-débats à Longwy et Metz et aussi une présentation du Pacte à Metz avec une conférence de presse. Pour la manifestation «Face à la xénophobie...» Longwy, Nancy, Epinal, Metz, Pont-à-Mousson et Neufchâteau se sont mobilisées.

Les sections sont beaucoup intervenues en milieu scolaire avec la diffusion du livret DUDH auprès des classes de terminales et pour le concours «Ecrits pour la fraternité» sur le thème «Faisons tomber les murs» (Gérardmer, Longwy).

De nombreuses sections sont présentes sur les stands et distribuent des tracts (à

Woippy dans le cadre de la fête du chiffon rouge, sur le marché de Metz, à Gérardmer dans le cadre de la fête de la solidarité et au FSL).

Metz, Longwy, Thionville, Nancy, animent un site Internet. La fédération de Moselle publie une lettre trimestrielle.

Une action remarquable parmi d'autres

Le comité régional s'est fortement mobilisé pour faire éditer les mini livres de la Ligue sur la DUDH par le conseil régional et a entraîné la plupart des sections sur la sensibilisation des élèves de terminale aux valeurs de la DUDH et la distribution des livrets financés par le conseil régional. Soixante pour cent des élèves (neuf mille) ont reçu ces mini-livres et cinquante-deux lycées publics sur cent vingt-deux ont accueilli les interventions de la LDH. Ces événements ont très souvent été couverts par la presse régionale.

MIDI-PYRÉNÉES

La région compte quatre cent quarante-deux adhérents en 2010 contre trois cent trois-vingt-trois en 2009, soit 6 % d'adhérents supplémentaires.

Les adhérents se répartissent en treize sections : Ariège (48), Auch (15), Cahors (38), Colomiers Ouest toulousain (22), Figeac (5), Gaillac (20), Lannemezan (10), Martel (23), Montauban (6), Rodez Millau (64), Tarbes BB (25), Toulouse (141), Villefranche-de-Rouergue/Decazeville (24), un isolé en Tarn et Garonne. Une section a été créée en 2010- Il y a trois fédérations : l'Aveyron, les Hautes-Pyrénées et le Lot. C'est la plus grande région de France métropolitaine mais avec une faible densité de population. La section la plus importante est celle de Toulouse, capitale régionale. Les autres sections se distribuent avec plus ou moins d'adhérents dans tous les départements.

Cent huit événements sont répertoriés hors réunions statutaires. Les actions sont très diversifiées et nombreuses en particulier sur la société de surveillance, sur la police et sur les droits des enfants. Le comité régional a mis en place huit groupes de travail et organisé des débats thématiques lors de rencontres trimestrielles afin de renforcer la cohésion du travail dans la région.

Les actions de la ligue ont été médiatisées à de nombreuses reprises dans les médias locaux, régionaux et nationaux : *La Dépêche, Sud France, Sud Ouest, GARA* (journal basque), *L'Humanité, LibeToulouse, AFP, ABC, Le Point, Libération, radio CFM, L'Indépendant, 20 minutes Toulouse, Midi Libre, Le Villefranchois, Centre Presse, La Gazette Ariégeoise, Radio Occitane.*

VIE DE LA LDH EN MIDI-PYRÉNÉES

Démocratie, libertés

Le thème de la démocratie et des libertés a été extrêmement présent en 2010 en Midi-Pyrénées, avec vingt-huit actions recensées.

Sur le thème des prisons, Toulouse a participé aux

soirées « Derrière les barreaux l'image ? Quand les détenus investissent le 7^e art », ainsi qu'aux 17^e Journées nationales des prisons : « La prison, la grande muette », un programme radio a été réalisé par les ligueurs de Villefranche-de-Rouergue-Decazeville, un communiqué de protestation a été diffusé lors d'un suicide en prison : « honte de la République », et un autre communiqué publié sur le droit de pouvoir conserver ses droits de citoyen pour toute personne détenue ou ayant purgé sa peine.

L'implication sur le thème de la société de surveillance s'est traduit par la participation au programme radio CFM sur les Tic, une mobilisation lors de la journée nationale contre le fichier Base-élèves, un meeting contre la réforme sécuritaire de la psychiatrie, de nombreux débats ou conférences sur ce thème : « Tous fichés ? », « On nous fiche », « Conciliation sécurité et liberté individuelle », « Les dérives sécuritaires », communiqués nombreux contre la vidéosurveillance... On retiendra la publication conjointe par les sections de Colomiers et Toulouse d'une étude de la vidéosurveillance.

En ce qui concerne la thématique police et justice, les sections ont réagi aux cas de violences policières avec des conférences de presse sur la justice, sur la disparition et la mort suspectes d'un militant de l'ETA, Jon Anza. Elles ont organisé une projection débat de Commissariat, une réunion publique intitulée « Pour une police républicaine ». La section de Toulouse est aussi intervenue à l'école de formation de la police.

D'autres actions ont visé la citoyenneté : conférences de presse ou débats « comment démocratiser la politique », la « mise au pas de la société citoyenne », ainsi qu'un certain nombre d'interventions sur la laïcité en collaboration avec d'autres associations, collectif laïcité 65, communiqué de presse, rencontre avec des maires, fête de la laïcité.



Droits économiques, sociaux et culturels

De nombreuses actions ont ciblé les droits des enfants : pétition « priorité à l'école laïque », conférence de presse de la section de Villefranche sur l'école, conférences sur les droits des enfants par les sections de Martel Souillac et Villefranche « Les promesses de la Convention Internationale des droits des enfants », projection-débat du film *Les enfants invisibles* sur la maltraitance d'enfants, travail en réseau sur la célébration de la Cide organisées par plusieurs sections et des expositions, « Unissons-nous pour les 20 ans des droits des enfants » En janvier 2010 et « Mafalda et les droits de l'enfant » pour un public plus jeune (6-13 ans), ou encore celle présentée à plusieurs dates et lieux par la section de Martel Souillac.

D'autres thèmes ont été traités plus ponctuellement, tels la défense du service public avec un travail en collectif sur la santé et les hôpitaux de proximité, la participation au forum de la « Convergence départementale pour la défense et le développement des services publics » et aussi la marche du Collectif pour les droits des femmes, une intervention radio sur le logement.

Etrangers

Les sections ont réagi aux actualités et aux situations particulières. Ainsi on dénombre divers communiqués se félicitant de l'annulation d'arrêtés de reconduite à la frontière, ou au contraire dénonçant des lois comme le projet de loi Besson qui a donné lieu à la manifestation du 18 septembre réunissant 800 personnes à Toulouse, un communiqué contre la xénophobie du gouvernement, pour le soutien à des jeunes étrangers, le refus d'expulsion, des dossiers de délit de solidarité.

Les ligueurs ont en outre pris part à des débats de fond lors de projections-débats *Vous avez dit vos papiers ?*, des actions communes avec RESF, des conférences-débats sur les projets de loi et particulièrement la loi Besson « Une mise au ban des étrangers », une participation à la journée mondiale du réfugié, une émission radio sur les demandeurs d'asile, des communiqués sur la situation des sans-papiers, des ciné-lecture (Lili la bagarre).

Racisme, antisémitisme, discriminations

Pour soutenir les Roms victimes de violences policières ou soumis à des maltraitances dans la banlieue toulousaine, la section a réagi au sein de collectifs. Elle a également écrit au procureur de la République pour signaler une circulaire SNCF discriminatoire mettant en cause des Roms, et a obtenu une réponse.

La section Martel-Souillac a organisé une projection-débat *Des Français sans histoire* sur l'internement des nomades français.

On retiendra l'appel à manifester du 27 mars « Ni pauvre ni soumis » pour la défense du droit des handicapés, ainsi qu'une action de distribution de tracts pour la journée des discriminations.

Forte mobilisation notamment à Toulouse lors de la manifestation contre la xénophobie d'Etat.

International

A Toulouse, une conférence-débat a porté sur « Droits de l'Homme, justice et démocratie : où en sommes-nous au Maroc, au Maghreb et ailleurs ? ».

Les autres actions, sont souvent organisées en collectif, concernent le Moyen-Orient : La section de Rodez-Millau avec le comité Palestine a fait une conférence-débat sur la campagne BDS, et des actions ont visé l'implantation de l'entreprise irrespectueuse du droit international Agrexco à Sète. Une projections-débat avec *Rachel*, (sur Rachel Corrie), a été organisée par la section de Martel-Souillac, Enfin la section de l'Ariège a participé à une manifestation pour la levée du blocus de Gaza.

Permanences/soutiens juridiques

La section de Rodez-Millau participe à une permanence hebdomadaire au sein du collectif pour les réfugiés. Quarante des dossiers suivis concernaient le droit des étrangers, les quinze autres des problèmes sociaux.

Campagne, pédagogie,

sensibilisation et communication

La campagne nationale de « Votation citoyenne » sur le droit de vote des étrangers aux élections locales a été menée à Toulouse, le concours « Ecrits pour la fraternité » a été porté par le comité régional. De nombreux événements se sont rattachés à la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ».

Les moyens de communication sont variés : forum des associations, implication dans le festival international du film des droits de l'Homme, rencontre de la section de Lannemezan avec le maire pour une présentation de la section et de ses activités.

La section de Villefranche-de-Rouergue/Decazeville participe régulièrement à un programme de radio sur CFM et la région a un site, vitrine de la LDH régionale et des sections.

Une action remarquable parmi d'autres

Dans le cadre du 20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant, la section de Villefranche-de-Rouergue/Decazeville a organisé avec la FCPE une semaine d'animation avec deux expositions l'une à la bibliothèque destinée aux enfants et aux adolescents «Mafalda et les droits de l'enfant», l'autre à l'hôtel de ville «Unissons-nous pour les 20 ans des droits de l'enfant», une conférence-débat : «Les promesses de la Convention internationale des droits de l'Homme (Cide), enjeux, avancées et zone d'ombre» et la projection du film *Les enfants invisibles* sur la maltraitance d'enfants.



NORD-PAS-DE-CALAIS

Trois cent soixante-et-un adhérents en 2010, trois cent soixantequinze en 2009 qui se répartissent dans quinze sections : Arras (28), Béthune (9), Boulogne-sur-mer (46), Calais (8), Dunkerque (17), Hénin Carvin (17), Hesdin (14), Lens (39), Liévin (7), Lille (75), Maubeuge (12), Montreuil-sur-Mer (19), Roubaix (34), Saint-Omer (14), Tourcoing (16), regroupées dans deux fédérations : Nord et Pas-de-Calais, trois ligueurs isolés. Avec quatre millions d'habitants, c'est la région très urbanisée, dont la densité est la plus forte après l'Île-de-France.

L'action de la LDH est marquée par les réactions à l'existence d'une extrême droite très présente dans la région et, après le discours de Grenoble, par le renforcement des actions sur les droits des étrangers et contre le racisme et la xénophobie, avec concomitamment un important volet de sensibilisation en direction des jeunes.

Cent cinquante-trois événements ont été répertoriés hors réunions statutaires, avec une délégation régionale très active : appels à manifester et coordination des actions, en particulier pour les manifestations contre la xénophobie, participation à l'organisation des campagnes nationales dans la région : Votation Citoyenne, « Ecrits pour la Fraternité », « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits »

Les actions de la LDH ont été médiatisées à de nombreuses reprises dans les médias locaux, régionaux et nationaux : *La Voix du Nord*, *La Semaine du Boulognais*, *L'Observateur de l'Arrageois*, *Nord Eclair*, *Liberté Hebdo*, *Libé-Lille*, *FR3*, *Grand Lille TV*... mais aussi dans des médias européens sur la question des Roms.

VIE DE LA LDH EN NORD - PAS-DE-CALAIS

Démocratie, libertés

Quinze actions recensées concernent la démocratie et les libertés, parmi elles, une intervention en lycée sur la peine de mort

par la section de Boulogne-sur-Mer, une exposition sur les prix Nobel de la paix par les ligueurs de Lens, une sur la laïcité, un café-débat sur la société de surveillance à Tourcoing, une manifestation à Lille pour commémorer le 17 octobre 1961, etc.

La LDH à Henin-Beaumont est l'un des fers de lance contre le Front national.

Droits économiques, sociaux et culturels

L'activité de la LDH s'est concentrée sur trois pôles, les questions économiques, les jeunes et l'éducation, la défense des droits des femmes.

Sur les questions économiques, il y a eu une forte mobilisation autour de la réforme des retraites et aussi soutien à la lutte des salariés de Total à Dunkerque.

Sur les jeunes et l'éducation, participation à la journée contre l'illettrisme, et une conférence-débat sur l'emploi des jeunes organisée par la section de Lens. Enfin avec dix événements la défense des droits des femmes a particulièrement retenu l'attention des sections. A titre d'illustration, peuvent être cités l'exposition sur les violences conjugales par la section de Tourcoing, la projection-débat de La domination masculine à Boulogne-sur-Mer ou encore le colloque qui a réuni soixante-dix personnes sur les droits des femmes à Roubaix, organisé par la fédération du Nord.

Etrangers

Vingt-quatre actions ont été recensées, mais l'action de soutien aux réfugiés et d'interpellation de l'Etat est continue sur le littoral (Calais, Boulogne, Dunkerque). Des cercles de silence ont eu lieu à Lille, Béthune, Arras, de nombreuses réactions ont répondu aux événements, comme l'opposition au transfert de Kurdes vers un centre de rétention ou aux diverses OQTF (obligation de quitter le territoire français) dans la région, ainsi que des communiqués contre les projets de loi sur l'immigration (loi Besson).

Certaines actions ont concerné le droit d'asile, tel

le café-débat « Traiter dignement les demandeurs d'asile » à Tourcoing.

Néanmoins la majorité des événements ont traité de l'immigration ou des sans-papiers avec par exemple la projection-débat de Nulle part terre promise, l'intervention dans le lycée Clerc d'Outreau sur l'immigration par la section de Boulogne-sur-Mer, la constitution d'un collectif d'avocats pour aider des sans-papiers, aboutissants à trente-six recours obtenant satisfaction, ou encore les communiqués pour l'accueil des sans-papiers dans les foyers d'hébergement.

Racisme, antisémitisme, discriminations

En réaction à l'actualité nationale et locale, les efforts des ligueurs se sont concentrés sur la défense des Roms (dix-sept événements recensés), la LDH coordonnant l'action du collectif de solidarité créé en 2008 : conférence de presse, exposition, communiqués, rassemblements devant la préfecture, interpellation des pouvoirs publics et des élus, rencontres institutionnelles, formations etc. Notons en particulier le concert de soutien aux Roms pour la fête de l'indignation et l'exposition « Roms et gadgés, les enfants de la gare Saint-Sauveur » à Lille. L'action a contraint la communauté urbaine à reprendre des positions défendues par la LDH. Pour la dénonciation et l'information sur les discriminations ont été organisées des interventions en milieu scolaire, des distributions de documentation, des spectacles audiovisuels et projections-débats. Notons l'action de la section d'Arras qui a mis en place deux formations sur le sujet, une pour les assistantes sociales du département, une pour les parents d'élèves centrée sur les formes de discriminations dont sont victimes les élèves et leurs parents ainsi que le colloque de la fédération du Nord intitulé « Discriminations, diversité, quelles réalités ? ».

International

En dehors de quelques actions sur la Chine, Haïti ou le Maroc... c'est surtout sur le Proche-Orient que les sections se sont mobilisées avec treize événements, en particulier une exposition « Palestine Stop the Wall ! » par la section d'Arras, une projection-débat du *Jardin de Jade* par celle de Tourcoing, la plantation d'un arbre de la paix, des actions pour Gaza.

Permanences / soutiens juridiques

Des permanences de soutien juridique sont assurées : accueil général par la section d'Arras, et pour le droit des étrangers par la section de Lille et par celle de Dunkerque qui a reçu six cent vingt-cinq personnes

sur onze mois et rencontre régulièrement la préfecture sur ce sujet.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plus de sept villes du Nord-Pas-de-Calais ont participé à la campagne « Votation Citoyenne ».

Le concours « Ecrits pour la fraternité » a été un succès en particulier grâce aux sections d'Arras et de Montreuil-sur-Mer et avec l'appui de la délégation régionale. De nombreuses sections sont intervenues en milieu scolaire pour parler des droits de l'Homme et de la LDH, et, à la demande de l'académie du Pas-de-Calais, pour lutter contre le développement de groupe de jeunes néonazis. Une opération a été menée au niveau régional dans cinq écoles primaires avec des actions diverses : expositions, intervention de militants dans les classes, distribution de documents, exposition de travaux réalisés par les enfants pour les parents et les élus.

La LDH a multiplié les actions de communication : conférences de presse sur son activité comme à Boulogne-sur-Mer, communiqué « Régionales aux urnes citoyens », présence au salon du livre, forum des associations et à la fête des voisins, publication de bulletins, expositions, conférences comme par exemple « Les droits de l'Homme, combats d'hier, d'aujourd'hui et de demain » par la section d'Hénin-Carvin.

Il ne faut pas oublier le « Festival d'automne » et ses quarante manifestations sur le territoire régional, spectacles audio-visuels, fêtes tsiganes, expositions, débats et conférences.

Une action remarquable parmi d'autres

Comme tous les ans la fédération du Pas-de-Calais a perpétué le parrainage des cross de l'UNSS. Les ligueurs étaient sur le terrain de course à Arras, Boulogne, Calais, Ohain, Liévin, Le Touquet et Saint-Omer pour diffuser des messages au micro, participer à la remise des récompenses et remettre à chaque élève participant et aux enseignants un document et un autocollant. Le thème adopté en accord avec l'UNSS était « redonner vie aux valeurs de la République ». Ce document donne aussi les coordonnées des sections et invite à participer au concours d'« Ecrits pour la fraternité ».

Cette opération a touché plus de huit mille jeunes.



BASSE-NORMANDIE

La région compte cent soixante-quatorze adhérents répartis en sept sections : Avranches (12), Caen (94), Cherbourg/Nord Cotentin (7), Granville (30), Hérouville-Saint-Clair (15), Lisieux/Pays d'Auge (4), Saint-Lo (9), et trois isolés. Il existe deux fédérations : la Manche et le Calvados. Le nombre d'adhérents est en constante augmentation (8 % cette année) avec aussi la réactivation des sections de Cherbourg et Lisieux et la promesse d'une section dans l'Orne à Alençon, suscités par l'action de développement du comité régional qui est très présent aussi pour la coordination et l'impulsion d'actions.

Quarante-trois événements sont répertoriés avec des axes d'intervention très variés, mais avec une montée en charge engagée avec la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». L'engagement a été particulièrement fort, avec l'organisation de collectifs et de manifestations « contre la politique du pilori ». L'engagement autour des Roms et du gens du voyage a été largement relayé, en particulier avec des projections-débats à partir du film *Liberté*. On peut souligner l'importance de l'ouverture sur l'étranger et l'international.

La LDH est présente dans la presse régionale, essentiellement *Ouest France*, mais aussi le *Journal de l'Orne* et *La Manche Libre*. Elle est aussi citée dans la cyberpresse (malville.com)

VIE DE LA LDH EN BASSE-NORMANDIE

Démocratie, libertés

Plusieurs actions ponctuelles et ciblées ont concerné les problèmes liés aux technologies de l'information et de la communication (Tic) et aux libertés : un app

el à manifester à Caen pour soutenir un délégué CHSCT licencié pour des propos mis en ligne sur facebook, la section de Granville-Coutances a publié un communiqué pour s'opposer à l'installation de caméras de vidéosurveillance à Donville-les-Bains.

La section de Caen s'est investie dans la lutte contre les armes nucléaires au travers d'une campagne pour leur élimination et du soutien d'un groupe non-violent anti-nucléaire. Cette même section a publié un communiqué contre l'utilisation par la police des flashlight et lance grenades, rappelant que manifester est un droit.

Cherbourg a publié un communiqué pour la réhabilitation des « fusillés pour l'exemple » pendant la guerre de 14-18.

Droits économiques, sociaux et culturels

Une conférence-débat sur « L'exclusion sociale, les inégalités jusqu'où ? » a été organisée par la section de Granville-Coutances. Cette section est aussi à l'initiative d'une projection-débat à Hauteville avec le film Black Diamond qui a permis de soulever la question des droits des enfants dans le monde.

A Cherbourg, la section était aux côtés des syndicats contre l'EPR. Action qui a eu un certain écho dans la presse régionale (*Presse de la Manche*) et nationale (*France Soir*, RMC, M6).

Etrangers

De très nombreuses actions sont liées à cette thématique, parmi elles :

- communiqués et de soutien aux sans papiers menacés d'expulsion à Avranches et à Caen ;
- projections-débats à Caen, Cherbourg, Granville Coutances sur le thème des sans papiers ou du droit d'asile avec les films *Illégal*, *Welcome*, et *Mayotte, où va la République ?* ;
- colloques, conférence tels que : « Quels droits, quelle solidarité pour les étrangers dans notre pays ? » au Mémorial de Caen, ou sur les lois sécuritaires et la politique française en matière d'immigration ;
- café-débat sur la question du droit d'asile en Europe, à Avranches.

Racisme, antisémitisme, discriminations

Le thème des Roms a été largement abordé par de nombreuses sections par des projections-débats du film *Liberté*, que ce soit sur leur situation actuelle ou par le rappel la situation des Tsiganes pendant la seconde Guerre mondiale : « Une mémoire française, les Tsiganes 1939-1946 », journée de projection et de débats à Hérouville-Saint-Clair, organisée avec un collectif.

Avranches a organisé deux projections-débats sur la question des minorités ethniques : Allons enfants de Camopi et de Un repentant, *Kevin Annett and Canada's Genocide*.

A Caen, la section a adopté une résolution « Roumains et Bulgares. Réclamons entre autres choses, la fin immédiate des mesures transitoires qui les empêchent d'accéder au travail pour un nouveau pacte des droits de l'Homme et de la citoyenneté ». Elle a également participé au festival étudiant contre le racisme.

Le 4 septembre, de nombreuses manifestations ont eu lieu dont une à Barenton sur le site du camp d'internement tsigane sous Vichy.

Il a été question de la colonisation dans une projection-débat sur Pierre Alier (premier interne martiniquais des hôpitaux de Paris, ami et compagnon de lutte d'Aimé Césaire) à Hérouville-Saint-Clair, dans le cadre de la commémoration de l'esclavage aux Antilles.

International

La section de Granville Coutances a publié un communiqué contre les atteintes à la démocratie au Togo.

Dans le cadre de la semaine de solidarité, une exposition en milieu scolaire a eu lieu à Avranches sur le thème « Vivre et mourir en Amazonie ».

La section d'Hérouville-Saint-Clair avec le Comité Amérique latine et Amnesty a organisé une projection-débat avec le film de *La Vida Loca* sur les droits de l'Homme en Amérique latine.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

La LDH est visible grâce à des communiqués, par sa présence sur les stands et des distributions de tracts, par exemple à Granville dans le cadre du Forum des associations Des sections ont participé à la semaine de la solidarité internationale en novembre, avec la formule des cafés débats, formule souple et ouverte pour développer les idées.

La section de Granville Coutances publie régulièrement un bulletin, *Le Citoyen*.

Lisieux, Hérouville-Saint-Clair animent un site Internet.

Une action remarquable parmi d'autres

Sur le thème de l'enfermement des Tsiganes en France pendant la seconde Guerre mondiale, en partenariat avec l'Acasev et la Fnasat, ont été organisés une dizaine de débats, généralement après la projection du film *Liberté*, ces initiatives ont été complétées par des interventions pour la défense des populations roms en Europe.



HAUTE-NORMANDIE

C'est avec un peu plus de deux cent soixante adhérents répartis en neuf sections : Elbeuf (20), Etrepagny et Gisors (7), Evreux (14), Fécamp (6), Le Havre (49), Louviers (26), Pont-Audemer Bernay (26), Rouen (97), Vernon (16) que la LDH est présente dans cette région, constituée de seulement deux départements. Les sections de Seine Maritime sont réunies en une fédération. Le nombre d'adhérents est en légère augmentation et l'implantation des diverses sections maille bien le territoire.

Soixante-six événements sont répertoriés hors réunions statutaires avec des actions diversifiées qui s'appuient souvent sur la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». Le comité régional intervient lors de certains événements par exemple projection débat avec le film *Liberté* sur les Tziganes, la remise des prix du concours « Ecrits pour la fraternité ».

La LDH est présente dans la presse régionale et locale : *Paris Normandie*, *L'Eveil de Pont-Audemer*, *Le Havre Libre*, *l'Impartial*, *la Dépêche*, *Le Pays d'auge*, *Le journal d'Elbeuf*, *Ouest France*.

VIE DE LA LDH EN HAUTE-NORMANDIE

Démocratie, libertés

Les actions autour des technologies de la surveillance ont été nombreuses avec en particulier une conférence à Evreux contre « l'inquiétant projet d'une société de surveillance », une lettre au maire, un communiqué et une conférence de presse dans le collectif « Agir contre la vidéosurveillance » contre un projet de vidéosurveillance à Louviers, des interventions auprès des classes de seconde par la section de Pont-Audemer/Bernay sur les libertés, les réseaux sociaux et les technologies de surveillance, des interventions mensuelles à Louviers auprès de lycéens autour de la BD *Sous surveillance*, à Elbeuf un

café-débat sur la vidéosurveillance, la garde à vue et les fichiers ainsi qu'un débat sur les puces RFID.

Plusieurs actions ont concerné les libertés et droits de l'Homme en général, certaines dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » : à Rouen conférence « Les droits de l'Homme en France : actualité et enjeux », à Louviers une conférence-débat « Ce qui asphyxie la démocratie ».

La section d'Elbeuf a appelé à manifester contre la politique sécuritaire du gouvernement, des conférences-débats ont été organisées à Bernay sur « Justice et citoyenneté » dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », ainsi que sur « Justice et libertés : la justice des mineurs » et sur les prisons au Havre.

Droits économiques, sociaux et culturels

Pont-Audemer/Bernay a dénoncé la fermeture de services hospitaliers, une conférence a été organisée à Etrepagny et Gisors « En finir avec la précarité ».

Dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », un café-débat à Elbeuf a permis des échanges sur le droit au logement et la section d'Evreux a apporté son soutien très concret à une famille géorgienne sans logement.

Etrangers

La section d'Evreux avec Attac et le collectif étrangers-Français a proposé une réunion débat sur « une politique ouverte de l'immigration », plusieurs cercles de silence à Elbeuf et au Havre (mensuel) témoignent du soutien aux sans-papiers, Rouen s'implique dans le collectif RESF avec en particulier une exposition sur les migrations et des parrainages.

Racisme, antisémitisme, discriminations

Une projection débat, une conférence et une expo-

sition ont porté sur le thème des droits des femmes et des inégalités hommes-femmes grâce à un travail en réseau mené au Havre pour la Journée internationale de la femme. Les 20 ans de la Cedaw ont donné l'occasion à Evreux d'aborder les droits des femmes (conférence-débat).

Plusieurs projections-débats ont été organisées autour du film *Walter, retour en résistance* au Havre, à Pont-Audemer et à Bernay. Une projection-débat a été organisée sur les tziganes. Le débat sur l'identité nationale a fait l'objet d'une réunion publique à Evreux.

International

Une conférence à Evreux a traité de l'« Afrique, 50 ans de décolonisation ».

Permanences / soutiens juridiques

Elbeuf tient une permanence de soutien juridique et souligne des relations difficiles avec la préfecture. Pont-Audemer/Bernay a finalement décidé la fermeture de sa permanence en raison d'un manque de fréquentation et de la baisse des subsides pour la Maison de justice.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections se sont impliquées dans la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits» avec deux café-débats sur la vidéosurveillance et le droit au logement, plusieurs conférences (droits des femmes, Justice et citoyenneté, libertés, démocratie asphyxiée) et la distribution de tracts.

Plusieurs interventions en milieu scolaire ont été réalisées par les sections d'Elbeuf et de Pont-Audemer/Bernay sur différents thèmes : intervention sur les réfugiés Afghans et la politique du gouvernement auprès des classes de 3^e à Pont-Audemer/Bernay dans le cadre de la semaine de la presse ; les discriminations, le fichage, le droit d'association, l'environnement, les réfugiés ; participation au concours «Ecrits pour la fraternité» sur le thème «Faisons tomber les murs». A Vernon, des ateliers au Forum du collège ont été organisés ; une intervention sur le thème «Environnement et développement durable» a eu lieu avec les éco-délégués des élèves du lycée Prévert. La section du Havre édite un bulletin semestriel, *L'Echo havrais*.

Une action remarquable parmi d'autres

A Pont-Audemer/Bernay, un programme suivi d'interventions en milieu scolaire a été mis en place permettant d'aborder de multiples sujets, avec une sensibilisation en continu : «Faisons tomber les murs» avec trois établissements, interventions sur les thèmes : «Associations et syndicats», «Informatique et libertés» et «Fichage», dans le cadre de la semaine de la presse, une intervention sur les réfugiés afghans et la politique du gouvernement, une intervention sur le thème «Environnement et développement durable» avec les éco-délégués des élèves du lycée Prévert.



PAYS-DE-LA-LOIRE

La région compte quatre cent trente-trois adhérents en 2010 (quatre cent vingt en 2009) qui sont organisés en sept sections : Angers (83), La Roche-sur-Yon (36), Le Mans et la Sarthe (56), Les-Sables-d'Olonne (7), Luçon (5), Nantes et Pays-Nantais(220), Saint-Nazaire (24), deux isolés en Vendée. Deux fédérations sont constituées, Loire-atlantique et Vendée.

Soixante-douze actions sont répertoriées hors réunions statutaires avec des actions menées à plusieurs sections, avec le comité régional qui impulse le développement (formation, accueil de nouveaux adhérents) et les actions en réseau : Angers/Le Mans, Saint-Nazaire/Nantes par exemple, et beaucoup d'actions en collectif : Comité de défense des libertés fondamentales contre les dérives sécuritaires (Code-lib), Collectif vendéen de résistance à Base-élève, collectif Vigilance laïcité de Maine-et-Loire, et associée au Collectif pour la promotion de l'école publique dans les Mauges, Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous.

Les activités sont relayées par plusieurs journaux locaux et régionaux : *Direct Nantes, Ouest France, le Courrier de l'Ouest, Presse océan, le Maine libre, l'Echo de la presqu'île*.

VIE DE LA LDH EN PAYS DE LA LOIRE

Démocratie, libertés

De nombreuses actions (dix-huit) ont été menées sur les questions des libertés individuelles. Les sections de Nantes et de Saint-Nazaire ont participé au sein de collectifs à des actions contre les dérives sécuritaires : soutien à un faucheur volontaire, à des manifestants jugés en comparution immédiate et condamnés «pour l'exemple». La section du Mans a pris position contre l'intervention des gendarmes dans une école à Saint-Jean-d'Assé.

Les problèmes liés

aux technologies de l'information et de la communication (Tic) ont été abordés à Nantes par un café-débat « Tous surveillés tous suspects », par une conférence-débat avec Attac sur la protection des données personnelles dans le cadre du Forum mondial des droits de l'Homme, et, avec une vingtaine d'organisations, par une conférence-débat sur « Société du fichage, de la surveillance et dérives sécuritaires ». La section du Mans a, elle, organisé un débat sur le thème « La vidéosurveillance et le milieu urbain », et La Roche-sur-Yon a participé au Collectif vendéen de résistance à Base-élève.

Sur la justice, Nantes a organisé un café-débat : « Justice et libertés: ouvrons le débat ! », Angers une conférence-débat sur « La vie dans les prisons » et Le Mans sur « la citoyenneté en prison » ainsi que sur « Les centres de rétention en France : une réalité mal connue ».

La section d'Angers, seule ou avec celle du Mans a proposé de débattre de la liberté de la presse avec des projections débats du documentaire *Lettre à Anna* (Anna Politkovskaïa).

Par ailleurs, Nantes a interpellé les listes candidates aux élections régionales sur la démocratie.

Le Mans a organisé un café-débat sur les massacres de Sétif et Guelma et Angers a participé à la journée internationale de la paix .

Droits économiques, sociaux et culturels

La défense de l'emploi et le soutien aux travailleurs ont été très souvent abordés : à Nantes avec un communiqué en solidarité avec les travailleurs et sous traitants des chantiers navals de Saint-Nazaire, et aussi une participation avec le Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous à une soirée-débat sur la violence au travail, avec le film *Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés*.

Saint-Nazaire au sein du collectif « Votation contre l'injustice » a défendu les emplois et le droit à un revenu d'existence décent. Par ailleurs, Nantes en particulier, a appelé aux divers rassemblements contre la réforme des retraites.

Dans le cadre de la campagne «Urgence pour les libertés, urgence pour les droits», la section d'Angers a organisé deux réunions publiques, l'une sur «L'échange et le lien social», l'autre sur «Fraternité, solidarité, effectivité du droit social».

La défense du droit au logement est aussi une préoccupation, les ligueurs d'Angers assurent avec d'autres associations une permanence sur ce sujet. La section de Nantes dans le Collectif Ucij a appelé à une manifestation pour «Un logement décent pour toutes et tous, français ou étrangers», publié un communiqué sur l'expulsion sans relogement de familles Roms et à participé à un hommage aux «morts de la rue».

Les ligueurs d'Angers au sein du Collectif Vigilance laïcité de Maine-et-Loire associé au Collectif pour la promotion de l'école publique dans les Mauges ont soutenu les manifestations pour la création d'un lycée et un collège publics dans des territoires où n'existent que des établissements privés.

Au sujet des droits des enfants la section du Mans a organisé une réunion sur la fonction de la Défenseure des enfants.

Etrangers

La défense des droits des étrangers est une préoccupation constante avec plus d'une douzaine d'actions répertoriées.

Les sections d'Angers, du Mans et de Saint-Nazaire se sont unies pour organiser sur deux jours à Angers «Les assises de l'immigration : comment sortir de l'ignorance et de l'hypocrisie?» avec au programme une pièce de théâtre Quand Marianne dort, des tables rondes, des débats et des conférences.

Nantes au sein d'un collectif, a appelé à la suppression du ministère de l'identité nationale et de l'immigration.

Nantes et Saint-Nazaire ont organisé des débats contre la loi Besson. Angers, La Roche-sur-Yon et Nantes participent à des cercles de silence. Le Mans a organisé une projection-débat avec le film *Welcome*.

La section d'Angers est intervenue en collège pour parler de la situation des migrants en France.

Nantes a organisé une formation pour les militants sur le droit des étrangers (2 demi-journées 26 participants).

Racisme, antisémitisme, discriminations

La lutte contre le racisme en général et contre les Roms en particulier a pris une part importante de l'activité des ligueurs. Ceux de Nantes ont participé à la semaine contre le racisme, avec le collectif nantais « Ensemble contre les discriminations, le racisme,

l'antisémitisme et l'extrême droite », la section a publié un communiqué « Stop au rejet de l'autre », elle a aussi organisé un café débat « Tous égaux et respectés, un idéal qui reste à concrétiser ».

Dans un communiqué avec le collectif Romeurope : « l'expulsion ne peut-être la solution » la section de Nantes a dénoncé l'expulsion sans relogement par la mairie des Roms de Carquefou, des ligueurs étaient présents lors des audiences.

De nombreuses réunions publiques ont eu pour thème les discriminations dont sont victimes Roms et Gens du voyage : à Angers « Gens du voyage, citoyens à part entière ? », à Nantes « Les Roms dans l'agglomération nantaise » et « Roms et Gadgés rencontres et échanges ».

En août, la section de Nantes a émis un communiqué « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage » suite aux propos du président de la République. Le 4 septembre, la manifestation comptait dix mille personnes à Nantes, des rassemblements ont aussi eu lieu à la Roche-sur-Yon, Saint-Nazaire, et Le Mans.

Nantes a communiqué contre des actes homophobes : dégradations des locaux du Centre lesbien, gay, bi et trans.

De nombreuses actions ont été consacrées aux droits des femmes : à Angers une conférence de presse sur « La violence faite aux femmes étrangères mariées à des français », au Mans une projection-débat de trois courts métrages sur les « Femmes précaires », la section de La-Roche-sur-Yon, avec d'autres associations a organisé une conférence-débat intitulée : « Les droits des femmes : horizon 2010 », et proposé dans son local l'exposition « 2010 : paroles de femmes ».

Notons aussi deux manifestations à Nantes : sur le droit à l'avortement et, la nuit « Femmes sans peur ». Enfin la section d'Angers a organisé une conférence débat sur « Les nouvelles parentalités ».

International

La section de Nantes a participé avec la Plateforme nantaise des ONG pour la Palestine, à un rassemblement pour dénoncer l'attaque meurtrière de la flottille internationale et réclamer la levée du blocus de Gaza. Toujours en collectif, elle a appelé au boycott des produits des colonies israéliennes. rassemblement contre la répression en Tunisie.



.....Permanences/soutiens juridiques.....

La section de Nantes tient deux permanences hebdomadaires de soutien juridique, l'une d'ordre général dans son local, et l'autre sur les droits des étrangers à Doulon, Le Mans en assure une avec RESF.

.....Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication.....

Les ligueurs de la région se sont très investis dans les différentes campagnes nationales par exemple la Votation citoyenne pour Angers, les « Ecrits pour la fraternité » au Mans, de nombreuses actions se sont inscrites dans la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », celle pour le « Pacte pour les droits et la citoyenneté » a été lancée à Nantes lors d'une conférence de presse.

Participation aux manifestations, comme celle du 1er mai, conférence sur « la naissance de la LDH à Nantes », conférences de presse, communiqués, distributions de tracts, tenue de stand au Forum mondial des droits de l'Homme, les sections de la région utilisent divers moyens pour faire connaître la LDH et ses valeurs. Les sections de Nantes, Saint-Nazaire et Angers publient chacune un bulletin et ont un site Internet.

.....Une action remarquable

.....parmi d'autres.....

Le Comité régional a mené une réflexion sur l'importance de l'accueil réservé aux nouveaux adhérents, ce qui a suscité l'organisation de plusieurs journées de formation dans les sections. Ces formations permettent aux nouveaux adhérents de prendre conscience de l'ampleur des combats de la LDH et aussi d'y trouver leur place. La section de Nantes Pays-de-Loire accueille les nouveaux adhérents et les sympathisants tous les premiers mercredis du mois.



PICARDIE

La Picardie compte deux cent cinquante-neuf adhérents (deux cent vingt-neuf en 2009, soit 15 % en plus) qui sont répartis dans douze sections : Abbeville (43), Amiens (38), Beauvais (51), Château-Thierry (40), Chauny/Tergnier La Fère (8), Creil (12) créée en 2010 avec le soutien du comité régional, Laon (13), Le Crotoy/Rue (20), Roisel/Péronne (4), Soissons (19), Saint-Quentin (6) ainsi que cinq isolés. Deux fédérations sont constituées, l'Aisne et la Somme.

Soixante-quatorze actions sont recensées. Elles concernent à peu près également toutes les thématiques, en accordant donc une place relativement importante à la question des discriminations. Le comité régional s'est investi pour la recherche de financements au niveau régional afin de soutenir des événements à l'échelle régionale (création de l'exposition Darwin, actions dans les universités, formation justice et prison) et pour établir des liens avec d'autres structures associatives. Il s'est engagé dans la CPC. La LDH apparaît dans la presse locale et régionale : *L'Aisne nouvelle*, le *Courrier picard*, le *Journal d'Abbeville*, *L'Observateur de Beauvais*, *Oise-hebdo*, *Le Parisien*.

VIE DE LA LDH EN PICARDIE

Démocratie, libertés

Une dizaine d'actions ont concerné les droits et libertés avec par exemple, une intervention à l'école d'infirmières sur les droits ou à Beauvais une conférence-débat à hôtel de ville sur « La démocratie c'est tous les jours avec tout le monde ». Notons aussi une pétition contre le débat sur l'identité nationale. La section de Beauvais s'est intéressée à l'informatique et aux libertés en participant à la Journée du logiciel libre. Un communiqué pour la liberté d'expression et contre la censure a été publié pour s'étonner de l'interdiction de l'exposition « Pour adultes seulement : quand les illustrateurs de jeunesse dessinent pour les grands ».

Les sections se sont aussi préoccupées des pro-

blèmes liés à la justice et à la police. Beauvais et Creil ont diffusé un communiqué contre l'interpellation de manifestants et contre l'armement de la police municipale de Beauvais. Une journée d'étude régionale a été organisée sur la justice et la prison. La section de Château Thierry a fait une projection-débat sur la justice avec le film *10^e chambre*, instants d'audience et un café-débat sur les souffrances psychologiques en prison « La souffrance en milieu carcéral ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Les questions relatives à l'emploi ont dominé cette thématique. La fédération de la Somme a montré son soutien aux « Conti » à Amiens par un communiqué et un appel à participer au rassemblement en leur faveur. La section de Creil a organisé une réunion publique sur le droit du travail, et Château-Thierry a appelé au défilé du 1^{er} mai pour les salaires, l'emploi et les retraites. La section d'Amiens a organisé une conférence-débat, « Une autre approche des retraites ».

Les droits des enfants ont aussi retenu l'attention des ligueurs avec la tenue d'un stand à Domptin où la section de Château-Thierry a diffusé des informations sur les droits des enfants, et la section du Crotoy/Rue est intervenue dans un collège pour les 20 ans de la Cide avec le film *Les enfants invisibles*.

Enfin, la section de Beauvais a organisé avec l'Unsa débat « résister pour sauvegarder les services publics ».

Etrangers

Plus d'une dizaine d'actions concernent ce sujet que ce soit la défense du droit d'asile ou celle des sans-papiers. Les actions se font souvent en collectif. La section d'Amiens avec RESF a participé à un rassemblement en soutien aux sans-papiers. Celle de Château-Thierry a fait des parrainages répu-

blicains, Creil écrit au préfet au sujet des travailleurs sans papiers non encore régularisés et participe à la marche des sans papiers. Le Comité régional avec diverses associations a écrit aux préfets et aux sous-préfets pour dénoncer le mauvais accueil fait aux migrants. La section de Beauvais au sein d'un collectif a envoyé une lettre au président du conseil général de l'Oise pour lui demander de prendre en charge les frais de camping de certains demandeurs d'asile. La section de Beauvais a organisé la projection-débat du film *Illégal*.

Racisme, antisémitisme, discriminations

C'est surtout sur les Gens du voyage que les sections ont réagi. Amiens a sollicité une rencontre à la préfecture au sujet des aires d'accueil. Laon a organisé une réunion sur les Gens du voyage et a écrit au sénateur-maire de Laon sur la situation de ceux du Chemin d'Aulnois. La fédération de la Somme participe à la Commission Consultative Départementale des Gens du voyage. Château-Thierry a fait un débat sur les Tsiganes sous le régime nazi après la représentation de la pièce de théâtre *Laissez pleurer les chiens*.

La section de Laon a organisé une conférence de presse pour la manifestation du 4 septembre, « face à la xénophobie d'Etat, la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité », la section de Chauny/Tergnier/La Fere a participé à une manifestation anti-fasciste appelée par un collectif d'organisations et celle de Beauvais a organisé la projection-débat sur *Walter, retour en résistance*.

Château-Thierry, pour la journée des droits des femmes, a fait un café-débat avec le lycée Jean de Lafontaine sur « La femme et la science » et la fédération de la Somme a organisé une projection-débat *La femme seule*.

Permanences/soutiens juridiques

La section de Roisel/Péronne reçoit toutes les semaines et celle de Laon tous les mois. La section du Crotoy/Rue tient avec RESF une permanence hebdomadaire de soutien juridique aux étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plusieurs sections ont organisé des actions pour les campagnes nationales : Votation citoyenne, « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », « Ecrits pour la fraternité ».

La communication a été assurée grâce à la tenue de stand sur des marchés, au forum des associations, lors des fêtes, distribution de tracts. La section de Château-Thierry a créé un site www.ldh.chateau-thierry.fr

Une action remarquable parmi d'autres

Le comité régional s'est investi dans le comité d'administration de la Conférence permanente des coordinations associatives (CPCA) où avec la Fédération nationale d'accueil et de réinsertion sociale (Fnars) et l'appui de la Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire il tente de faire valoir nos valeurs communes parfois « oubliées » par les instances de la CPCA.

POITOU-CHARENTE

La région compte deux cent dix-neuf adhérents (cent quatre-vingt-dix-neuf en 2009, soit plus de 9 %) organisés en huit sections : Angoulême (10) - Châtellerault (21) - La Rochelle (31) - Niort (40) - Royan et Pays royannais (34) - Poitiers (36) - Rochefort (13) - Saintes (24) - dix adhérents isolés (dont sept en Charente-Maritime). Une fédération active : Charente-Maritime.

Soixante-six actions hors réunions statutaires ont été répertoriées qui se répartissent principalement entre les thèmes « démocratie, liberté », « droits économiques, sociaux et culturels », et « étrangers ». Le comité régional s'est investi dans des actions déclinant des partenariats nationaux, contribuant à l'organisation de la semaine contre le racisme auprès des étudiants (partenariat Unef/LMDE) et dans les suites des premières rencontres régionales sur le thème violence et vulnérabilité avec l'édition d'un DVD et la publication d'un blog (partenariat Macif et soutien local de la Maif).

La LDH est présente dans *Sud-ouest*, *Centre Presse* et *La Nouvelle République du Centre-Ouest*, *le Journal de la ville de Niort*, France 3 régionale.

VIE DE LA LDH EN POITOU-CHARENTE

Démocratie, libertés

Plusieurs sections ont traité des questions de police, libertés, surveillance à travers la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits ». Par exemple, Poitiers et Châtellerault se sont unies au Saf pour une conférence débat sur « Police, justice et citoyens : les libertés publiques : où en sommes-nous ? », deux cent cinquante personnes y ont participé. Châtellerault avec le collectif « Vidéosurveillance, ce n'est pas la solution » a distribué un tract « Non à la vidéosurveillance à Châtellerault ». Royan et Pays royannais a organisé un grand débat au Palais des congrès sur le thème « Urgence pour la démocratie », avec Jean-Pierre Dubois, E. Plénél, C. Lagandre, et le

député-maire, la section a aussi animé avec Amnesty international un café des droits de l'Homme « Police-citoyen : garde à vue, politique du chiffre... le malaise ? », en présence de policiers syndicalistes (SGP), une avocate, et un sociologue (quatre-vingt participants). La Rochelle a organisé une rencontre-débat sur « le glissement vers une société de surveillance » et protesté auprès du maire contre la vidéosurveillance, en réponse celui-ci a promis qu'une seule caméra sera installée sur le port de plaisance. Niort a organisé une réunion publique « Urgence pour la démocratie ».

Deux sections ont travaillé sur la question des prisons : La Rochelle, au sein du groupe local « Concertation prison de La Rochelle » a invité à une conférence « Droit pénitentiaire et droits fondamentaux ». Elle a continué sa réflexion avec un ciné-débat autour du film *Citoyens de l'ombre*, animé par un responsable du service insertion et probation de l'administration pénitentiaire, un ancien détenu et un écrivain, elle a invité à l'exposition d'œuvres de détenus. Saintes, avec le Groupe saintais de concertation prison, a organisé dans le cadre de la 17^e Journée nationale Prison une projection-débat sur le thème : « Prison : la dernière grande muette ? » avec le film *A côté*.

La Rochelle a tenu un café des droits de l'Homme sur « Atteintes aux libertés : garanties du citoyen ? » avec un membre du Syndicat de la magistrature et un officier de gendarmerie en retraite.

La section de Niort a inauguré avec la mairie le mail Lucie-Aubrac en présence de R. Aubrac.

Droits économiques, sociaux et culturels

De nombreuses actions (onze) ont eu pour thème les questions liées aux droits économiques et sociaux. Royan a réuni soixante personnes pour une conférence-débat en lien avec Attac sur « les retraites en question ». Les droits des plus défavorisés et la notion de « dignité humaine » ont été



l'objet d'une intervention proposée par le comité régional après l'AG des sections. A Châtellerault une formation régionale sur les Desc a été proposée.

La Rochelle a organisé un café des droits de l'Homme « Harcèlement moral, souffrance au travail, que faire ? » avec une syndicaliste, une dirigeante d'entreprise, un conseiller juridique, et un médecin du travail.

Royan, Niort ont appelé à manifester le 1^{er} mai sur le thème : « Tous ensemble pour une République solidaire ! ».

Les droits des enfants ont été abordés au travers d'échanges sur la Cide avec les jeunes du collège Descartes de Châtellerault, l'effectivité des droits des enfants a posé beaucoup de questions. La question de l'égalité filles-garçons a entraîné une présentation de la Cedaw. L'album *Le Rat, l'ogre et les écureuils* a été offert pour les 6^e. La Rochelle a animé un café des droits de l'Homme sur le thème : « L'enfant : sujet de droit ? ».

Six actions ont porté sur les questions du droit au logement : Châtellerault en lien avec le Risad (Réseau d'information et de sensibilisation aux discriminations), a organisé une réunion publique sur le logement, Saintes, une conférence-débat sur « Urgence droits sociaux : logement en crise », et la première « Nuit solidaire pour le logement ». A Royan une conférence-débat sur « logement : il y a toujours urgence » a été suivie d'une manifestation pour l'arrêt des expulsions et la construction de logements sociaux, elle a initié un groupe de travail à la mairie sur ces sujets.

Par ailleurs, dans le cadre de la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », Royan a organisé un ciné-débat autour de *Walter, retour en résistance*, en présence du réalisateur, Gilles Perret (cinquante personnes) et, un débat a eu lieu à Royan sur la mondialisation après la projection du film *Solutions locales pour un désordre global*.

Etrangers

Treize actions au moins ont concerné les droits des étrangers : le comité régional et la section de Poitiers ont organisé un colloque à l'université sur : « Immigration et politiques migratoires » avec la LMDE, l'Unef, Soledev (association étudiante pour le co-développement), et le RESF étudiant. L'exposition de

la LDH, « Migrants et citoyenneté » a été présentée aux étudiants. Royan l'a utilisée au lycée Cordouan et a organisé à Saint-Georges-de-Didonne un débat sur «

Migrations et immigrations : fantasmes et réalités » après la projection d'*Illégal*. La section a aussi organisé un café des droits de l'Homme, sur le thème « France, terre (toujours ?) d'asile ». La fédération de Charente-Maritime a organisé un concert et un café-débat avec le lycée pour la première « Journée de l'intégration » (soixante-dix et vingt personnes). Niort a manifesté pour la défense des droits des immigrés. Saintes a organisé avec le Mrap une conférence sur « Le droit d'asile dans l'espace européen » et avec d'autres organisations, un concert de blues malgache au profit des sans-papiers.

La Rochelle participe aux Cercles de silence et a publié avec de nombreuses associations un document « Pourquoi il faut combattre le projet de loi Besson ».

Racisme, antisémitisme, discriminations

La Rochelle a organisé un café-débat sur le thème : « faut-il une loi sur le voile intégral ? Et la laïcité dans tout ça ! », elle a organisé une conférence dans le cadre du « Mois contre les discriminations », Royan en réaction à un tract raciste a distribué ceux d'un collectif d'associations.

Plusieurs actions ont eu pour thème la défense des Roms et des Gens du voyage : Royan a saisi la Halde pour un refus de vente à des Gens du voyage, elle a, avec l'APGV ADVG organisé un débat « Carnet de circulation jusqu'à quand ? » et une projection-débat autour de Liberté qui a rassemblé 130 personnes. Poitiers a invité les citoyens à un Café des droits de l'Homme pour un débat : « Gens du voyage, réalités au pays des droits de l'Homme ».

La manifestation du 4 septembre contre la xénophobie et la politique du pilori a mobilisé largement à Châtellerault, La Rochelle, Niort, Poitiers, Royan, Saintes.

International

Plusieurs sections ont utilisé des films pour introduire des débats sur des questions internationales. Royan : *Les Chats persans*, (Iran), Niort : *D'Arusha à Arusha*, (Rwanda et limites du TPI), La Rochelle : *Du profit et rien d'autre*, (débat sur Haïti). Châtellerault a organisé une soirée de solidarité avec le peuple palestinien (soixante personnes). Rochefort a participé à un rassemblement pour la Palestine dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale.

Permanences / Soutiens juridiques

Châtellerault tient une permanence de soutien juridique, suivi de nombreux dossiers, accompagnements en préfecture et rencontres avec les services.

Royan tient une permanence mensuelle (droits des étrangers et droit au logement).

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les sections font connaitre la LDH en relayant la campagne « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits » (sept actions), avec des interventions en milieu scolaire, cent soixante-dix élèves de deux lycées de Poitiers ont été sensibilisés aux combats de la LDH (grâce au DVD créé par la section Paris 19e) pour le projet d'arbre de vie qu'ils ont réalisé ensuite et installé dans le Jardin des droits de l'Homme. Royan distribue des tracts, a tenu un stand au Forum des associations (participé à une brocante), la section a interpellé les députés locaux sur le droit de vote des étrangers non communautaires. Niort distribue des tracts et a tenu un stand au « Forum des associations qui bâtissent un avenir durable ». La Rochelle a invité à un « banquet festif et citoyen » pour fêter les 110 ans de la section.

Châtellerault, publie le bulletin « Châtellerault liberté ». La Rochelle anime un site, de même que Royan .

Une action remarquable

parmi d'autres

La Rochelle a choisi de faire connaitre le Pacte pour les droits et la citoyenneté avec une compagnie de théâtre (la Cie Imp'Act) avec cinq comédiens masqués incarnant la démocratie, la vie privée, la justice, la république, le vivre ensemble pour « un débat collectif, interactif, non formel et théâtralisé », avec de nombreux signataires du pacte.



PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

La région Paca compte sept cent vingt-trois adhérents, six cent neuf en 2009, cette forte augmentation (près de 20 %) est due en partie à la création de trois nouvelles sections : Gap, Martigues et La Seyne-sur-Mer. Les vingt-six sections se répartissent sur six départements mais il y a seulement deux fédérations (les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse) : Aix-en-Provence (50), Arles (17), Aubagne/La Ciotat (16), Avignon/Carpentras (40), Cannes/Grasse (59), Draguignan (18), Fréjus/Saint-Raphaël (21), Gap et Pays gapençais (25), Hyères (12), Istres Ouest Provence (36), La Fare-les-Oliviers (11), La Garde (10), La Seyne-sur-Mer (33), Manosque (12), Marseille 15 & 16 (11), Marseille Centre (54), Marseille Huveaune (5), Marseille Nord-Sud (45), Martigues (13), Nice (48), Pertuis (21), Salon-de-Provence (20), Sisteron (13), Saint-Maximin (29), Toulon (88), Vitrolles (13), et trois adhérents isolés.

La région Paca, située en bordure de Méditerranée, se caractérise par sa grande diversité géographique. La région est très peuplée mais sa population inégalement répartie est concentrée sur la côte. C'est la 3^e région en terme d'adhésions. La moitié des sections sont situées dans les Bouches-du-Rhône.

La LDH y est active avec deux cent quarante-cinq événements répertoriés, hors réunions statutaires, qui traitent majoritairement du thème démocratie et libertés avec l'accent mis sur la dénonciation des violences policières, la lutte contre les idées de l'extrême droite, très présente en raison du contexte politique local avec aussi les droits des étrangers et les problèmes de racisme. Le comité régional a organisé quatre réunions régionales, en particulier sur la garde à vue, sur la justice, et un séminaire pour les ligueurs sur le développement durable en lien avec les droits, l'économie et les problèmes de l'eau.

Les médias locaux et régionaux, et même d'autres régions, rendent compte régulièrement des actions de la LDH de Paca : *Vaucluse-Matin, La Provence, La Marseillaise, Le Dauphiné libéré, Var-Matin, Nice-Matin, Direct Marseille, Midi Libre, Ouest-Pro-*

rence, Metro, leregional.fr, millebabords.org, France bleue Vaucluse, cdurable.info, radio Vaucluse, Le Bien public et même Le Journal de Saône-et-Loire.

VIE DE LA LDH EN PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

Démocratie, libertés

Plus de soixante-dix actions ont été organisés avec une grande variété dans les thèmes traités.

Les violences policières ont été un des sujets importants dans toute la région que ce soit la dénonciation par un communiqué de la fédération des Bouches-du-Rhône d'une arrestation injustifiée avec violence à Martigues ou le communiqué de la section de Nice l'interpellation d'un syndicaliste. La fédération des Bouches du Rhône a pris position contre « le Flash-ball une arme soit-disant non létale » et a participé à l'Observatoire des violences policières. La Seyne-sur-Mer a publié un communiqué pour l'affichage de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen dans tous les commissariats.

Sur la thématique de l'extrême-droite, Fréjus-Saint Raphaël a projeté un film support à un débat, la fédération des Bouches-du-Rhône a mis en garde contre la montée de l'extrême droite et le vice-président de la section de Nice a porté la contradiction à Jean Marie Le Pen sur France 3.

La section de Nice a organisé une conférence-débat sur les « Droits de l'Homme bafoués par la dérive autoritaire de l'Etat », celle de Pertuis a fait un café-débat sur « Nos libertés menacées ». Toulon a diffusé des tracts sur « Résistons : le pouvoir prend des mesures répressives, liberticides, xénophobes » et a organisé une conférence-débat sur « Le populisme pénal ou l'exploitation électoraliste des faits divers ».

Plusieurs réunions publiques ont concerné la justice, à Arles, « La Justice bafouée », à Toulon, « Les maux de justice », à Marseille, « La médiation une autre façon de faire la justice ».

Le film *Lettre à la prison* a été projeté à Toulon, la présentation de la pièce de théâtre *Le Dernier jour d'un condamné* a permis à la section d'Avignon-Carpentras de faire un débat sur la peine de mort, et dans un café débat de soulever le problème de la récidive. Une conférence-débat à Nice en partenariat avec la Jeune chambre économique a porté sur « La vidéo-surveillance à Nice : sécurité ou espionnage ? », Toulon est intervenu en milieu scolaire sur la société de surveillance.

Quant à défense des libertés, notamment d'expression et artistique, la section Cannes/Grasse a diffusé un communiqué en soutien au film *Hors la loi* interdit de projection par la municipalité, la fédération des Bouches-du-Rhône a organisé une projection débat avec *Lettre à Anna*.

Le thème de la laïcité a été largement abordé, par exemple à Avignon et à la Seyne avec une projection-débat sur *La Séparation*, à Toulon par la création d'un Front unitaire d'action laïque.

De nombreuses sections ont évoqué les droits par des événements liés à l'Histoire et la mémoire : participation de la section d'Avignon à la journée nationale du souvenir et de la déportation, et en collectif à la Réhabilitation des « fusillés pour l'exemple » ou à la Commémoration du génocide arménien, la section de Toulon s'est interrogée lors d'une conférence de presse sur le projet de fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie.

La section d'Istres Ouest Provence a participé au rassemblement du plateau des Glières.

Droits économiques, sociaux et culturels

Les actions tournent surtout autour de l'économie et les retraites mais aussi du logement. Les sections de la LDH se sont mobilisées contre la réforme des retraites et ont appelé à la manifestation du 1^{er} mai. La section de La Seyne a participé au forum social Paca et celle de La Fare-les-Oliviers a organisé un colloque avec diverses associations et syndicats sur « Les droits économiques et sociaux et la précarité généralisée ». Nous recensons une douzaine d'actions « logement » organisées par sept sections ou fédérations, conférences de presse et communiqués contre l'expulsion locative, conférence thématique sur « le droit au logement opposable : leurre, mythe ou réalité ? », à Marseille, manifestation, lettre au préfet, distribution de tracts, action au sein de collectifs tel le « Collectif anti-expulsion » ou le Resel (Réseau Stop aux Expulsions de Logement).

Outre ces trois sujets majeurs, on recense des actions

sur des sujets tels que la défense des services publics avec distribution de tracts « Pour la défense des services publics », ou travail en collectif pour les services publics de l'eau à Draguignan, et aussi sur l'éducation et les jeunes, le droit à la santé et les problèmes éthiques.

Etrangers

Une trentaine d'actions des ligueurs de Provence-Alpes-Côte-d'Azur a concerné l'immigration, « l'identité nationale » et les sans-papiers. Les cercles de silence sont organisés régulièrement par cinq sections, à noter lors de la marche des sans-papiers un cercle de silence géant de 500 personnes à Aix-en-Provence. Six sections ont organisé des projections-débat autour des films *Harragas* et *Illégal*, certaines ont participé à la journée « sans nous ». Plusieurs sections ont soutenu des cas de travailleurs sans papiers. Et six sections ont également communiqué contre le débat sur l'identité nationale et ses dérapages, et pour la suppression du ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

La LDH a aussi été présente pour la défense du droit d'asile, comme l'illustre le communiqué du 27 juillet de la fédération des Bouches-du-Rhône « Carton jaune à l'Ofpra » (Office français de protection des réfugiés et apatrides).

Racisme, antisémitisme, discriminations

Plus de quarante événements ont traité des Roms, des discriminations, du racisme ou de l'islamophobie. En réaction à l'actualité nationale, une quinzaine d'actions de défense des Roms sont à noter. On peut distinguer les actions de soutien à des situations particulières, comme à Toulon ou à Marseille Nord Sud contre une expulsion, et celles de conférence-débat thématiques comme à Aix-en-Provence où deux réunions publiques sur les Roms ont réuni une soixantaine de personnes à chaque fois.

La section de Toulon a participé à la Commission départementale consultative sur les Gens du voyage.

La projection du film *Walter, retour en résistance* a eu lieu dans onze lieux différents.

Le reste de l'activité des sections se compose en participations à des événements comme la semaine contre l'homophobie, des condamnations d'actes racistes et islamophobes tels que des tirs de balles sur une mosquée à Istres ou des inscriptions islamophobes



à Toulon, la section d'Avignon a appelé à manifester contre la profanation par des écrits à caractère raciste et xénophobe de la mosquée de Sorgues.

Les droits des femmes ont été débattus suite à des projections de films *Satin Rouge*, *Fausta*, *La Domination masculine*. Il y a eu également participation à la journée internationale des droits des femmes.

International

Outre des manifestations de soutien aux Kurdes et aux militants tunisiens persécutés par le régime de Ben Ali, on retiendra surtout l'engagement de la LDH sur la question palestinienne, notamment contre le blocus de Gaza, des manifestations pour la paix, une protestation contre l'attaque israélienne de la flottille à destination de Gaza. Toulon a présenté une exposition dans le cadre de la SSI (Semaine de solidarité internationale).

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Les campagnes nationales ont été reprises en Paca : « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », « Votation Citoyenne » sur le droit de vote des étrangers, le concours « Ecrits pour la fraternité » à Istres et Toulon. La section de La Seyne-sur-Mer, lors d'une réunion publique a présenté le pacte pour les droits et la citoyenneté.

De nombreuses sections, ont tenu des stands Toulon, Aix-en-Provence, Pertuis, Avignon lors de Forum d'associations et Arles pendant l'université d'été d'Attac et Sisteron aux « Correspondances de Manosque ».

De nombreuses interventions ont eu lieu dans les établissements scolaires que ce soit pour des présentations générales de la LDH et des droits, ou sur certains sujets plus spécifiques comme citoyenneté et le travail, la société de surveillance, le droit à l'éducation ou des débats après le film *Walter, retour en résistance*.

Des sections comme Aix-en-Provence, Toulon publient un bulletin, d'autres ont des sites ou des blogs : Aix-en-Provence, La Seyne, Draguignan.

Une action remarquable parmi d'autres

La région a organisé le 26 juin, à la fac de droit de Draguignan, une journée d'information intitulée « La garde à vue dans tous ses états », avec des conférences-débats animées par des représentants du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et d'un policier syndicaliste. Un atelier-théâtre-forum était en outre animé par la compagnie de théâtre La Cohue.



RHÔNE-ALPES

La région Rhône Alpes compte sept cent quatre-vingt-deux adhérents en 2010, (huit cent un en 2009) avec un effritement des adhésions dans une douzaine de sections. Vingt-neuf sections sont constituées : Albertville (25), Annecy communauté d'Annecy (32), Annemasse (25), Bourg-en-Bresse (24), Bourgoin-Jallieu / Villefontaine (24), Bron Saint-Priest-Mions (17), Caluire (26), Chambéry (107), Crolles Grésivaudan (nouvelle section, 12), Grenoble (129), Lyon 3^e & 6^e (25), Lyon 7^e (9), Lyon 8^e (9), Lyon 9^e (11), Lyon centre (54), Montélimar (8), Oullins et Sud Ouest Lyonnais (20), Pays de Gex (5), Pérouges (5), Roanne (41), Romans (14), St Etienne (36), Saint-Fons/Feyzin (34), Valence (26), Vienne (11), Villefranche-sur-Saône (6), Villeurbanne/Vaulx-en-Velin (19), Voiron (15) et huit isolés, dont trois en Ardèche où il n'y a pas de section. Sept fédérations sont constituées : Ain, Haute-Savoie, Rhône, Drôme, Isère, Loire, Savoie.

Rhône-Alpes est la deuxième région de France métropolitaine en superficie et en population.

Deux cent six actions sont recensées hors réunions statutaires. La LDH est présente de façon inégale, les actions et les thèmes retenus sont très divers. Certains sujets comme les violences policières et la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie sont très liés à l'actualité. Notons l'importance de la campagne de Votation citoyenne, la défense des libertés et des droits, et plus spécifiquement les droits des Roms (en lien avec l'actualité). Le comité régional relaie les campagnes nationales avec un évènement public et anime le territoire avec trois rencontres régionales des sections et des journées de formation.

Les actions de la LDH sont régulièrement relayées dans les média régionaux : *Dauphiné libéré*, *Le Progrès*, *l'Impartial*, *20 minutes Lyon*, *La Tribune*, *Drôme-Hebdo*, *La Maurienne*, *France 3*, *RCF* (Radio Chrétienne Francophone), *France Bleue*, *Lyon plus*, *HNSinfo*.

VIE DE LA LDH EN RHÔNE-ALPES

Démocratie, libertés

Les actions portant la défense des droits et des libertés ont été nombreuses, plus de soixante-dix actions, avec par exemple une réunion débat à Grenoble « Où sont passé les libertés, que deviennent les droits ? », à Saint-Etienne « Droits et libertés menacés, citoyenneté bafouée, quelles ripostes ? » ou à Valence une réunion publique « La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et les libertés fondamentales » à l'occasion du soixantième anniversaire de la convention.

Pour promouvoir la démocratie, la section d'Albertville est intervenue en milieu scolaire pour le droit de vote, et a organisé une conférence-débat sur ce sujet. Le comité régional a appelé à voter pour les élections régionales.

Une dizaine d'actions concernent la justice et la police, par exemple un café-débat animé par la section de Saint-Etienne sur le projet de suppression du juge d'instruction, une réunion sur « Le malaise de la justice » par Lyon-centre et aussi, un cycle de six conférences qui a débuté en 2010 et se poursuit en 2011 : « Connaissez-vous votre justice pénale ? ».

Plusieurs communiqués ont été publiés sur des violences policières à Grenoble et la section d'Oullins participe au collectif du 21 octobre créé suite aux violences policières et dérives sécuritaires au cours du rassemblement place Bellecour à Lyon.

La section de Chambéry a organisé deux événements autour du thème de la prison : une réunion publique sur « Prison et psychiatrie » et une projection-débat *Femmes de parloir*. La section de Valence participe à la commission de surveillance de la maison d'arrêt.

Saint-Etienne avec l'Acat a fait une conférence-débat sur la peine de mort.

La lutte contre la société de surveillance a été très présente. Les li-



gueurs, en particulier dans l'Isère, se sont beaucoup mobilisés au sein de collectifs sur le fichage dans Base-élèves. La section d'Albertville a organisé une réunion publique « Non à la société de surveillance », enfin le comité régional a participé à l'organisation d'un colloque sur l'état des lieux du fichage en psychiatrie.

Il y a eu plusieurs appels à soutenir les journalistes de France 3, otages en Afghanistan, ainsi que leurs trois accompagnateurs.

Et la fédération du Rhône a apporté son soutien au « Kiss-in pour l'égalité » et a protesté contre les menaces d'interdiction.

Toujours sur les problèmes de l'information, la section de Valence a organisé une conférence-débat sur « Internet, information ou désinformation ? »

Enfin la fédération du Rhône est partie prenante du collectif contre l'extrême droite créé à l'initiative du Cirdel au moment où la Jeunesse identitaire se fait remarquer sur Lyon.

Quelques sections ont organisé des actions liées à des événements du passé par exemple la section de Grenoble, celle de Lyon 9^e sur le massacre de manifestants algériens à Paris le 17 octobre 1961. La section d'Annemasse, elle, rappelait, le 10 mai, journée nationale des mémoires, la traite négrière, l'esclavage et leurs abrogations mais organisait aussi ultérieurement une journée d'étude sur « L'esclavage parmi nous ».

Droits économiques, sociaux et culturels

Dans ce cadre, les ligueurs de la région se sont intéressés à des sujets très variés avec près de 20 actions. C'est surtout sur l'éducation et les droits des enfants que nous trouvons le plus d'intérêt avec une dizaine d'actions. Les sections de Saint-Fons/Feyzin, celle de Grenoble, la fédération du Rhône se sont interrogés sur la remise en cause du service public de l'école. Relevons aussi que la section de Lyon 3/6^e a organisé une exposition, celle de Lyon une table ronde pour la commémoration du 21^e anniversaire de la Convention des droits de l'enfant.

Les sections de Chambéry, Grenoble, ont appelé à manifester contre la réforme des retraites. Celle de Romans était dans le Collectif des retraites « Luttons ensemble » et le comité régional a organisé une réunion publique contre la réforme des retraites.

D'autres thématiques ont fait l'objet d'actions plus ponctuelles, Valence a fait une conférence-débat sur « Le cadre juridique du harcèlement moral en droit du travail », prise de position lors de la visite du président Sarkozy à Grenoble : « Il faut une autre politique ! Pour l'égalité, la solidarité et la justice sociale ! », un café-débat à Saint-Étienne sur le droit au logement et une réunion publique de la section Villeurbanne/Vaulx-en-Velin sur ce sujet.

La section de Chambéry avec l'Union syndicale de la psychiatrie dans le cadre de la campagne « Mais c'est un homme » a fait appel contre les soins sécuritaires. Enfin, la section de Chambéry s'est intéressée à l'environnement avec une projection-débat L'âge de la stupidité et participation au collectif Urgence climatique et sociale avant le sommet de Copenhague.

Etrangers

Une quarantaine d'actions portées par un quart des sections et les fédérations du Rhône, de l'Isère et de la Savoie, ont été recensées. La défense des droits des étrangers a pris plusieurs aspects, aussi bien la dénonciation de la politique gouvernementale que la défense des sans-papiers et du droit d'asile.

C'est la critique du débat sur l'identité nationale comme à Valence, ou de débats à la suite de la projection du film *Les Arrivants* à Albertville ou dans le cadre de la fête de l'amitié entre les peuples à Roanne, ou bien *Illégal* à Caluire et Saint-Étienne. La section de Chambéry a organisé une réunion publique : « La nouvelle loi Besson: danger et réalité ».

C'est la défense de cas individuels comme, entre autres, le soutien à la marche de la dignité ou pour les sections de Roanne, Valence, Albertville Voiron, la fédération du Rhône, des parrainages républicains. Notons l'importance du travail en collectif avec RESF, Solex (solidarité expulsion) et d'autres associations.

Racisme, antisémitisme, discriminations

C'est un sujet important (plus de trente actions répertoriées) avec le développement de groupes extrémistes. Plusieurs communiqués ont été publiés contre des actes racistes : la fédération de l'Isère condamne des profanations de tombes au carré musulman du cimetière de Vienne, celle de Roanne les inscriptions xénophobes, racistes et antisémites sur le mur du stade Fontalon et ultérieurement contre la mosquée d'Annour, la fédération du Rhône est intervenue au sujet d'une mosquée souillée dans le 3^e arrondissement de Lyon. La fédération du Rhône a aussi demandé l'interdiction du pique-nique « rosette et pinard ». Beaucoup d'actions se font en col-



lectif : la Marche pour l'égalité à Grenoble, la fédération du Rhône participe au festival étudiant contre le racisme, la section de Chambéry est dans le Collectif savoyard contre le racisme et la haine, celle de Roanne dans le Collectif contre la xénophobie.

Le soutien aux Roms a été très important, la fédération du Rhône, en particulier, s'y est fortement impliquée : soutien à des familles, participation à des rassemblements, à la journée du peuple Roms. La section de Saint-Fons-Feyzin a fait un accompagnement sur le plan social, la section d'Annecy a obtenu l'arrêt (temporaire) d'expulsion pendant la trêve hivernale.

D'autres sections organisent des projections-débat comme celle de Montélimar avec le film *Liberté, Vienne avec Walter, retour en résistance*.

Cinq sections ont organisé plus de dix actions sur les droits des femmes. Grenoble a organisé, seule ou en collectif des rassemblements pour défendre le droit à l'IVG et à la contraception, a participé à la Marche des femmes et a organisé une réunion publique en soutien aux femmes africaines. Roanne a participé dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes à la projection-débat *La Domination masculine* et organisé plusieurs événements avec le Collectif départemental pour les droits des femmes, celle de Saint-Étienne a fait une réunion publique sur les violences faites aux femmes, et Chambéry a participé à la Journée de la femme.

Par ailleurs, la fédération du Rhône a participé aux actions Quinzaine des cultures LGBT, marche des fiertés gaies et lesbiennes) et la section de Valence à la Semaine contre l'homophobie, la section de Bourg-en-Bresse a organisé une conférence-débat sur « Les maltraitances faites aux enfants » et celle de Voiron sur « Les enfants différents ».

International

Quatorze actions très variées avec les sections de Roanne, Vienne et Romans qui ont participé à la semaine de la solidarité internationale, Montélimar qui avec un collectif a organisé une réunion publique sur « le détournement des richesses par le système libéral pousse le tiers monde à l'immigration ». A noter quelques actions sur le conflit israélo-palestinien par la section Romans, celle de Grenoble ou la fédération de l'Isère et aussi des conférences-débats sur « Les droits de l'Homme en Turquie » par la fédération du Rhône, des actions sur la Colombie, le génocide rwandais et Haïti.

Permanences / soutiens juridiques

La section de Chambéry et celle de Caluire ont des permanences de soutien juridique général hebdomadaires. La fédération de l'Isère avec l'association Adroit des étrangers, ainsi que Roanne, Annemasse et la fédération du Rhône ont des permanences de soutien juridique sur le droit des étrangers.

Campagne, pédagogie, sensibilisation et communication

Plusieurs sections participent aux campagnes nationales « Votation citoyenne », « Urgence pour les libertés, urgence pour les droits », le Pacte pour les droits et la citoyenneté.

Beaucoup interviennent dans les établissements scolaires : par exemple Albertville sur le droit de vote, Valence sur la démocratie en danger ou les droits de l'Homme et de l'enfant, Chambéry sur les conditions d'accueil des migrants en France, Lyon 3/6e et Voiron sur les droits des enfants.

Une grande majorité de sections tiennent des stands, comme Romans, Saint-Fons/Feyzin, pendant le forum des associations, Chambéry au marché des continents ou au salon des Paroles rebelles, Grenoble aux Villages du monde, Bron-Saint-Priest à la 2^e édition des Associations en mouvement.

Certaines sections comme Caluire ou Grenoble éditent un bulletin.

Une action remarquable parmi d'autres

En 2010, comme les années précédentes, la LDH de Rhône-Alpes a poursuivi la campagne pour le droit de vote des résidents étrangers non communautaires. Les sections d'Albertville, Annecy, Grenoble, Lyon 3/6^e, Saint-Fons/Feyzin et la fédération du Rhône ont organisé avec succès des votations citoyennes.

LDH Info - Numéro spécial juin 2011

ISSN : 1166 35 53

Commission paritaire : 1010G85598

Vente, abonnement : la boutique LDH
138 rue Marcadet, 75018 Paris

Tél. 01 56 55 51 00 - Fax : 01 42 55 55 21
ldh@ldh-france.org / www.ldh-france.org

Directeur de publication : Jean-Pierre Dubois

Coordination : Maryse Artiguelong, Nadia Doghramadjian,

Conception : Dominique Guibert, Viviane de Lafond

Conception graphique et mise en page : Bastien Raignault

Impression :
Delta papier, 4 rue Botzaris, 75019 Paris